

Diya Copti

Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le 16/09/2026
ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE



Objet : Demande d'exonération de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères 2026

Monsieur,

*114 -> F.C
F.E.
C.B. le 15/06/26*

Notre société, SAS ANTONINE exploite le supermarché situé sur la commune de Magny en Vexin sise 60 Rue de Rouen.

Notre enseigne est implantée sur cette commune depuis plus de 30 années et emploie plus de 22 salariés.

Le Groupe Carrefour, à travers ses différentes entités juridiques, verse pour les ressources de votre Collectivité les impôts suivants :

- Taxe Foncière,
- Cotisation Economique Territoriale
- Taxe sur les surfaces commerciales
- Taxe sur les bureaux, les locaux commerciaux, les locaux de stockage et les surfaces de stationnement.
- Taxe annuelle sur les surfaces de stationnement .

Vous avez institué une Taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères afin de financer la collecte et le traitement des ordures ménagères sur votre territoire.

Votre Collectivité ne dispose pas, à ce jour, de structure propre pour réaliser la collecte et le traitement des déchets générés par les activités commerciales ou industrielles des acteurs économiques situés sur son territoire.

L'engagement du Groupe Carrefour en matière de développement durable et de protection de l'environnement se traduit par des actions concrètes et réelles tant au niveau national que local.

Ainsi au niveau national Carrefour (en tant qu'exploitant de magasins) est un acteur fortement engagé dans différentes filières environnementales mises en œuvre en France sur le principe de la REP « responsabilité élargie du producteur » (et dont l'un des objectifs est notamment le **versement d'aides financières aux collectivités territoriales** en charge du traitement des déchets) et spécifiquement dans les filières suivantes :

- filière emballage via les contributions versées à CITEO (ex Eco emballages)
- filière piles et accumulateurs via les contributions versées à Corépile
- filière DEEE (déchets équipements électriques et électroniques) via les contributions versées à E.S.R (ex Eco Systemes)
- filière papiers via les contributions versées à CITEO (ex Eco Folio)
- filière lampes via les contributions versées à E.S.R (ex Recyclum)
- filière textile via les contributions versées à Eco TLC.
- filière éléments d'ameublement via les contributions Eco mobilier
- filière des déchets diffus spécifiques via les contributions Eco DDS

En participant activement et concrètement sous forme de versement de contributions financières (basées sur l'activité de ses magasins), Carrefour joue un rôle direct dans le financement par les eco organismes de la charge des coûts de traitement des déchets des collectivités.

Par ailleurs au niveau local, les engagements de Carrefour ont conduit à mettre en place, pour notre magasin, un tri sélectif de nos déchets impliquant :

- L'allocation et la formation de moyens humains,
- La mise en place de moyens matériels lourds et adaptés,
- Le recours à des sociétés privées extérieures, professionnelles de la collecte et du traitement de ces déchets.

Depuis toujours, vous ne collectez pas nos ordures ménagères et notre groupe fait appel à une **société spécialisée privée** pour effectuer la collecte et le traitement des ordures ménagères, ce qui représente une charge annuelle de l'ordre de 12400 €uros hors taxes pour l'année 2025.

Compte tenu du coût financier que représentent ces investissements, et afin de pouvoir participer activement et dans les meilleures conditions, à la préservation citoyenne de notre patrimoine environnemental, nous sollicitons le bénéfice de l'exonération de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères mise à notre charge sur cette commune, en vertu de l'article 1521 III 1 du CGI qui prévoit que les Collectivités déterminent annuellement les cas où les locaux à usage industriel ou commercial peuvent être exonérés de la taxe, et demandons l'inscription à la liste des établissements exonérés de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères.

Conformément aux dispositions en vigueur, nous demandons l'application de cette exonération au plus tôt et en tout état de cause à partir du 1^{er} janvier 2026.

Nous vous remercions par avance de la bienveillance que vous apporterez à notre dossier.

Dans l'attente,

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'expression de notre considération distinguée.

Magny en Vexin, le 10 Juin 2026

Signature du gérant Jean Marc PAUL AIS

**Carrefour
market**
SAS ANTONINE
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN
01.34.67.36.30
SIRET 520 541 574 00015
antonine0901@orange.fr

SUEZ RV Ile-de-France

AGENCE OUEST

avenue Ozanne

78440 PORCHEVILLE

Téléphone: 0969321010

Mail: contact.idfnordouest.rv@suez.com

Adresse de votre siège: ROUTE DE ROUEN
 95420 MAGNY EN VEXIN

ANTONINE - CARREFOUR MARKET

A L'ATTENTION DE M M

ROUTE DE ROUEN

95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement	Echéance
13/02/2025	7548-481227		Prélèvement automatique Clients	14/04/2025

Résumé des prestations effectuées	TVA	Qté	Unité	PU	Total HT
Contacts: . Récupérer un document : Rendez-vous sur https://espace-entreprises-rv.suez.fr/ . Transmettre un avis de virement : encaissements.rennes.rv@suez.com . Transmettre votre facture de rachat matière: facturefournisseur.rvf.fr@suez.com					
CARREFOUR MARKET RUE DE ROUEN/MAGNY EN VEXIN 95420 Dossier N° K043007554 4 BACS 1000L/DIB N° Cde: N/REF 1-1LZQFL Matière : Déchets non recyclables en mélange (CED 200301.) - Location Bac roulant 1000 L20% (01/01/2025-31/01/2025) - Collecte et Traitement à 20%					
	20%	4,00	UP	16,13	64,52
	20%	36,00	UP	20,20	727,20
NOUVEAU ! Pour toute question relative à votre facture, écrivez-nous à contact.idfnordouest.rv@suez.com Nos équipes vous répondront dans les plus brefs délais.					

HT	Taux	TVA	Montant TTC
791,72	20%	158,34	950,06
Total HT		Total TVA	Net à payer TTC - EUR
791,72		158,34	950,06

Total HT 791,72

Total TVA 158,34

Montant dû TTC
950,06

Merci d'adresser votre règlement
 accompagné du coupon détachable
 à l'adresse suivante :

Domiciliation Bancaire : BNP PARIBAS Code banque 30004 - Code guichet 00350 - BIC BNPAFRPP IBAN FR7630004003500001014297323 TVA CE : FR04 662 014 489 A l'encaissement	Aucun escompte pour paiement anticipé. En cas de retard de paiement, seront appliqués, en sus de l'indemnité forfaitaire de 40 E, des frais de retard d'un montant égal au taux de refinancement de la BCE majoré de dix points.
--	--

SUEZ RV Ile-de-France
 TSA 80071
 41976 BLOIS CEDEX 9
 N° pièce : K043166328
 N° Client : 7548-481227
 Échéance : 14/04/2025
Montant TTC : 950,06

EUR



Détail facture N° K043166328

Page 1/1

Période de facturation : 01/01/2025 au 31/01/2025

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

N° dossier K043007554
4 BACS 1000L/DIB

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
03/01/25	BM2019	K0431219052	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
06/01/25	BM2019	K0431219051	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
10/01/25	BM2018	K0431219970	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
13/01/25	BM2021	K0431219969	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
17/01/25	BM2018	K0431221048	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
20/01/25	BM2021	K0431221047	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
24/01/25	BM2018	K0431222269	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
27/01/25	BM2021	K0431222268	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
31/01/25	BM2018	K0431223399	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé

1. Application

Sauf dérogation signée par une personne habilitée par le Client et le Prestataire, les présentes Conditions sont applicables aux prestations de services, de vente d'études et de prestations intellectuelles, et d'achats/ventes de matières exécutées par le Prestataire.

2. Commandes – Livraison

Les commandes ne sont définitives que lorsqu'elles ont été acceptées par écrit par le Prestataire. En l'absence de bon de commande, le Client s'engage à régler la facture du Prestataire. Les contreordres, modifications ou annulations ne sont valables que s'ils sont donnés par écrit dans un délai raisonnable et accepté par le Prestataire avant le début de la prestation. Le délai de prévenance standard permettant le début opérationnel des prestations est de 72h à partir du devis signé. En deçà, le prestataire se réserve le droit de fixer ses conditions ou de refuser d'opérer. La mise en place des matériels destinés à la collecte des déchets ne pourra intervenir qu'après accord express du Prestataire sur l'emplacement choisi. Les délais de livraison des matériels sont donnés à titre indicatif et sont établis en fonction des possibilités d'approvisionnement et de transport du Prestataire. Si la livraison est retardée du fait du Client, le Prestataire pourra résilier l'engagement cinq jours francs après la date de livraison convenue avec demande de dommages-intérêts au Client pour préjudice subi.

3. Prix – Conditions de paiement – Pénalités.

Les prix sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande, ils sont stipulés en euros et hors taxes. Ils sont révisables tous les ans. La TGAP est reportée sur le Client à son taux en vigueur au moment de la prestation. En cas d'évolution du taux de TGAP facturé, le Client se verra facturer ce complément de TGAP s'il est à la hausse. En cas de baisse de la TGAP du fait d'investissements portés par Le Prestataire afin de changer de tranche de TGAP, Le Client se verra appliquer le taux réel de TGAP et facturer en supplément du prix de traitement initial hors TGAP un différentiel d'un même montant afin de prendre en compte les investissements réalisés. Si en cours de contrat, de nouvelles taxes fiscales ou parafiscales, majorations ou charges légales étaient imposées, le Prestataire sera autorisé à les répercuter de plein droit sur ses tarifs sous réserve d'en apporter la justification et l'information écrite préalable au Client. Indépendamment des obligations fixées par l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux ISDND, la fiche d'information préalable répond à l'obligation d'information du producteur mentionnée à l'article L.541-7-1 du code de l'environnement. Elle engage la responsabilité du producteur et celle de SUEZ sur la base des informations fournies. La facture intègre des frais de conditionnement pour la préparation à la vente des matières valorisables sauf convention expresse, les factures sont payables au siège du Prestataire, à 30 jours nets de la date de facture, sans escompte ; les traites doivent être retournées acceptées au plus tard dans les 10 jours à la date de la facture. Les factures pro-forma émises à titre provisoire doivent être validées par le Client dans un délai de 10 jours à compter de leur réception. À défaut de réponse du Client dans ce délai, la facture pro-forma sera réputée acceptée et la facture définitive sera émise de plein droit à l'issue de cette période. Passé un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la facture sans observation écrite du Client, cette dernière et les prestations correspondantes seront réputées acceptées et ne pourront plus faire l'objet de réclamations. En outre, le Client renonce à l'application de l'article 1223 du Code Civil. Pour certains déchets valorisables qui font l'objet d'un achat par le Prestataire au Client, ce dernier produira une facture au Prestataire sur la base des bons de rachat matières fournis par le Prestataire. La facture du Client est payable à 45 jours de la date de facture. Dans le cas où le bon de rachat matière (BRM) est négatif, une facturation sur une ligne intitulée "Contribution à la filière de recyclage" vous sera adressée. Toute somme figurant sur la facture établie par le Prestataire, non payée à l'échéance, entraîne de plein droit dès le jour suivant la date de règlement portée sur ladite facture (i) l'application de pénalités d'un montant égal au taux de refinancement semestriel de la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de dix (10) points, (ii) une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € minimum conformément à l'article D441-5 du Code de commerce. Si les frais de recouvrement engagés par le Prestataire sont supérieurs à 40 €, ce dernier pourra facturer au Client ces frais supplémentaires sur justificatifs (iii) et/ou le droit, au profit du Prestataire de suspendre l'exécution des Prestations en cours et/ou d'exiger un paiement en contre remboursement pour les Prestations futures jusqu'à complet apurement de la situation et/ou la compensation des montants dus avec toute somme à devoir à quelque titre que ce soit à l'égard du Client défaillant, (iv) l'application de la déchéance du terme des autres factures et ce, sans aucune formalité préalable. Au cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme un refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement. Même en cas de litige sur son libellé ou son contenu, toute facture qui fera, le cas échéant, l'objet d'une régularisation ultérieure, doit être payée à son échéance. Dans l'hypothèse où le Client est redevable de plusieurs paiements à l'égard du Prestataire, il est convenu que l'imputation des paiements s'effectuera sur les dettes les plus anciennes. En conséquence, le Client renonce expressément aux dispositions de l'article 1342-10 du Code civil. En cas de bouleversement de l'équilibre économique des relations contractuelles, pour quelque raison que ce soit, le Prestataire peut demander par LRAR le réexamen du prix et en cas de désaccord pour poursuivre les relations commerciales, la résiliation du contrat.

4. Conditions d'utilisation des matériels destinés à recevoir des déchets.

Le Client s'engage à utiliser le matériel loué en conformité avec sa destination à l'exclusion de toute autre utilisation. Sauf stipulation contraire écrite du Prestataire, le matériel est à la disposition exclusive du Client. Le choix, les autorisations et l'accès libre des emplacements destinés à recevoir le matériel incombent au Client, sous son entière responsabilité notamment en matière de sécurité. Il s'assurera des autorisations de stationnement et de balisage de jour comme de nuit. Sauf accord écrit du Prestataire, ce dernier est seul habilité à déplacer le matériel. Tout déplacement du matériel, à la suite d'une demande du Client, qui se révélerait inutile, soit en raison de l'encombrement de l'accès à l'emplacement désigné pour déposer ou enlever le matériel, soit en raison d'un chargement non terminé, fera l'objet d'une facturation complémentaire. En cas d'avaries ou de dégradation partielle ou totale du matériel hors périodes de maintenance par le Prestataire, le Client sera tenu envers le Prestataire de la valeur de remplacement du matériel ou du montant des réparations à effectuer, y compris les frais de main-d'œuvre et de déplacement, sans attendre le résultat du recours formulé éventuellement par lui-même auprès de sa compagnie d'assurance. En cas de nécessité de remplacement d'un bac cassé, volé ou perdu un montant forfaitaire de 200€ sera facturé. Ce montant permet de couvrir les frais de retrait/dépôt et de remplacement du matériel. L'état du matériel, qui doit être restitué en bon état d'entretien et de marche, sera constaté à la fin du contrat, avant restitution. Le volume utile d'un conteneur étant calculé ras-bord, son chargement ne peut en dépasser les bords supérieurs. En cas d'enlèvement de déchets de forte densité, le Client devra s'assurer du niveau maximal que pourra atteindre le chargement pour respecter la réglementation routière en matière de poids total autorisé. Le Client doit prendre toute précaution afin d'éviter toute adhésion des déchets au matériel. En cas de non-respect de ces recommandations, le chauffeur pourra refuser l'enlèvement du conteneur surchargé. De même, les conséquences des verbalisations dressées par les agents assermentés ainsi que les conséquences des accidents seront répercutées sur le Client. Le Client veillera, en cas d'utilisation d'un matériel muni d'un système électrique de compaction, à la conformité de l'installation électrique alimentant ce matériel et au respect des consignes de sécurité, notamment à l'arrêt du matériel pendant les opérations de chargement.

5. Propriété des matériels mis à disposition.

Le matériel reste la propriété entière et exclusive du Prestataire. D'une manière générale, le Client ne peut transmettre aucun droit réel sur le matériel. Il s'interdit de le donner en gage, de le comprendre parmi les éléments figurant à un nantissement. Il s'interdit également toute sous-location, prêt à usage ou autre, sous quelque forme que ce soit. En cas de saisie-arrêt, redressement judiciaire, liquidation ou de toute autre intervention d'un tiers sur les matériels, le Client devra impérativement en informer le Prestataire sans délai afin de lui permettre de s'y opposer et de préserver ses droits.

6. Assurance – Responsabilité

Dès la livraison du matériel, le Client en a la garde et engage sa responsabilité en application des dispositions du Code civil. En conséquence, le Client doit souscrire les polices d'assurances couvrant cette responsabilité. En cas de sinistre, le Client devra en informer sans délai le Prestataire en précisant les circonstances et ses conséquences. Le Prestataire sera responsable, dans la limite du montant annuel HT de la prestation, par sinistre et par an, de tout dommage matériel qui pourrait être causé par lui-même, ses préposés et/ou ses sous-traitants au Client et à ses biens. Les dommages immatériels sont exclus de la responsabilité du Prestataire.

7. Réclamations

Toute réclamation sur les vices apparents ou sur la non-conformité du matériel déposé, doit être formulée par écrit dans les 8 jours de la réception du matériel. Il appartiendra au Client de fournir toute justification quant à la réalité des vices ou anomalies constatés.

8. Accès au site du Client et collecte.

La collecte des déchets peut s'effectuer dans le cadre d'une collecte dédiée au Client, ou d'une collecte mutualisée avec des tiers. En cas de collecte dédiée, la collecte sera effectuée dans un délai de 48h lorsque la demande est effectuée, par courrier électronique, avant 16h. Le Client met tout en œuvre pour que les véhicules du Prestataire soient présents le moins de temps possible sur le site de collecte. Un temps d'attente du véhicule de collecte au-delà de 15 minutes fera l'objet d'une facturation par quart d'heure indivisible, à 30,00 € ¼ heure. Le Prestataire tiendra les justificatifs du temps d'attente, à disposition du Client jusqu'à la date d'exigibilité de la facture. Le passage à vide, du fait d'une impossibilité de réaliser une collecte planifiée imputable au client, ou du fait de la présence de déchets non conformes détectée lors de la collecte, sera facturé au prix de la collecte dans

le cas d'une collecte dédiée et au prix du passage dans le cas d'une collecte mutualisée. Un passage supplémentaire est possible en supplément, sur demande écrite de la part du Client au service planning du Prestataire, qui communiquera alors la date d'intervention. Les déchets sont réputés être collectés exclusivement dans des contenants (appartenant, mis à disposition ou loués au Client.). En cas de constat de déchets en vrac, le Prestataire pourra accepter de manière exceptionnelle la collecte qui sera facturée au Client au tarif en vigueur, selon la quantité estimée en équivalent-bac. Le Prestataire tiendra les justificatifs de la présence du vrac au sol collecté, à disposition du Client jusqu'à la date d'exigibilité de la facture. L'envoi par mail ou tout autre moyen du Bon d'Intervention au Client atteste de l'intervention du Prestataire et vaut tacite acceptation du Client.

9. Réception des déchets – Procédures de refus – requalification et décite

Lors du déchargement, le Prestataire contrôle la conformité des déchets à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières. Le Prestataire refusera tout chargement induisant des déchets qui ne seraient pas autorisés par l'arrêté préfectoral d'exploitation du site. L'ensemble des frais de retour seront à la charge du Client. Un apport répété de tels déchets pourra justifier un refus d'accéder au site. Dans le cas où le portique de détection de radioactivité, présent en entrée de site, signalerait un niveau de radioactivité déclenchant la procédure applicable à un tel cas, l'ensemble des frais consécutifs seront répercutés au Client. Les coûts de gestion supplémentaires afférents au traitement des déchets autorisés par l'arrêté du site mais non conformes à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières seront facturés au Client :

En cas de pollution des déchets valorisables par des déchets non valorisables, il sera opéré une requalification de la fraction de chargement polluée voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables et non valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable, facturée à minima au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques augmenté des éventuels frais supplémentaires de tri et transports.

En cas de pollution de déchets valorisables par d'autres déchets valorisables, il sera opéré : une requalification de la fraction polluée du chargement voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur des fractions valorisables commercialisées distinctement mais que le mélange reste valorisable, sans rachat de la fraction requalifiée et avec facturation au Client des éventuels frais supplémentaires de tri et transport. La facturation de l'ensemble du chargement au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques si la séparation des différentes fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable et que le mélange n'est pas valorisable.

Le reclassement du lot pollué, pour quelle que cause que ce soit, entraîne la facturation des frais suivants :

Si le taux d'impuretés est compris entre 1 et 10%, des frais de sur-tri seront appliqués sur la totalité des tonnes du lot réceptionné : 70 €/Tonne dans le cas d'un lot papier, bois, ou cartons, 100 €/Tonne dans le cas d'un lot plastique et 150 €/Tonne dans le cas d'un lot gravats, béton, terres, déchets verts, verre plat (du BTP). Sur la fraction non conforme des frais de déclasserement seront appliqués. Sur la fraction conforme des frais de conditionnement à 35€/Tonne seront appliqués. Le rachat matière sera effectué uniquement sur la fraction conforme, au tarif mentionné sur le présent contrat.

En cas de pollution de déchets non dangereux par des déchets dangereux ou interdits, la non-conformité constatée à réception sur site entraîne le reclassement de l'intégralité du lot pollué et la facturation de 500€ / Tonne.

Des photos justifiant la requalification pourront être fournies, sur demande, au Client durant 3 mois.

En fonction du taux d'humidité constaté par le prestataire, le lot pourra faire l'objet d'une débite pour la quote-part d'ou contenu dans le chargement. Les bons numérotés indiquant le poids, la nature et le niveau de qualité des déchets réceptionnés sur les sites de valorisation, ainsi que les exutoires utilisés pour les déchets issus du lot et/ou les déclassements globaux sont tenus à la disposition du Client.

Le Client pourra ponctuellement, solliciter au préalable avant livraison, l'isolement du chargement dans le cas où il ferait l'objet d'une requalification. Le Client aura un délai de 24 heures pour effectuer un contrôle contradictoire sur site.

10. Obligation de tri et de caractérisation

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AGEC), le Client justifie auprès du Prestataire de respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2 du Code de l'environnement. Dès la signature du présent Contrat et, dans tous les cas, en amont de toute réception de déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire du Contrat, le Client transmettra au Prestataire une attestation de tri à la source conforme au modèle annexé à la fiche d'information préalable (FIP) ou à tout modèle dont l'utilisation serait rendue obligatoire par les pouvoirs publics. Le Client s'interdit de confier au Prestataire, aux fins d'élimination par enfouissement, des déchets non ultimes et/ou valorisables, conformément aux articles L.541-2-1 et R.541-48-3-1 du Code de l'environnement. Les déchets non valorisables non dangereux confiés au Prestataire en vue de leur élimination devront faire l'objet d'un rapport annuel de caractérisation, tel que prévu par l'arrêté ministériel du 16 septembre 2021, préalablement à toute prestation de réception de ces déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du Contrat. Toute violation du présent article pourra entraîner un refus de gestion du ou des déchets du Client par le Prestataire, sans que le Client ne puisse réclamer une quelconque indemnité. En cas de réception par le Prestataire de déchets valorisables et/ou non ultime sur une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), le Prestataire en informera la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et l'administration fiscale. Le Prestataire pourra, le cas échéant, répercuter au Client l'application du taux maximum de TGAP prévu à l'article 266 notions du code des douanes et lui facturer.

11. Force Majeure

Le Prestataire n'est pas tenu en cas de force majeure tels que pénurie de carburant, défaillance des services publics, grève, catastrophes naturelles, guerre, retrait ou suspension des autorisations d'exploitation sans que cette énumération ne soit limitative.

12. Résiliation

En cas de manquement par le Client à l'une quelconque des obligations nées des présentes conditions, et notamment en cas de non-paiement de l'une des échéances, ou d'apports répétés de déchets non conformes ou interdits, le Prestataire pourra résilier le contrat 15 jours après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. En cas de résiliation anticipée du contrat du fait, ou de par, la faute du Client, le Prestataire percevra une indemnité forfaitaire de résiliation équivalente à la moyenne des facturations mensuelles faites au Client depuis le début des prestations multipliée par la moitié du nombre de mois restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat. En outre les frais de retrait du matériel et de traitement éventuel seront facturés au Client. Hormis le cas évoqué ci-dessus, le contrat est conclu pour la durée mentionnée aux conditions particulières et ses conditions révisables à date anniversaire.

13. Cas particulier de la vente de matières par le Prestataire

Lors de la vente de matières par le Prestataire, le transfert de propriété de la matière livrée est effectué sous réserve du paiement intégral du prix. Le Client est tenu d'informer ses créanciers de la réserve de propriété stipulée en faveur du Prestataire. Le défaut de paiement, même partiel, autorise le Prestataire, nonobstant toute clause contraire, à récupérer la matière chez le Client, après première présentation d'une mise en demeure avec accusé de réception. Le droit de revendication s'exerce également en cas de procédure collective ouverte à l'encontre du Client. En cas de revente de la matière, le Client s'engage à régler immédiatement au Prestataire la part du prix restant due. De même, si revente, le Client s'engage à avertir immédiatement le Prestataire pour lui permettre d'exercer éventuellement son droit de revendication sur la matière à l'égard du tiers acquéreur. La restitution de la matière s'effectuera aux frais et risques du Client.

14. Loi applicable

Litige Les présentes conditions sont soumises à la loi française. Tout litige est de la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris.

SUEZ RV Ile-de-France

AGENCE OUEST

avenue Ozanne

78440 PORCHEVILLE

Téléphone: 0969321010

Mail: contact.idfnordouest.rv@suez.com

Adresse de votre siège: ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

ANTONINE - CARREFOUR MARKET

A L'ATTENTION DE M M

ROUTE DE ROUEN

95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement	Echéance
28/02/2025	7548-481227		Prélèvement automatique Clients	29/04/2025

Résumé des prestations effectuées	TVA	Qté	Unité	PU	Total HT
Contacts: - Récupérer un document : Rendez-vous sur https://espace-entreprises-rv.suez.fr/ - Transmettre un avis de virement : encaissements.rennes.rv@suez.com - Transmettre votre facture de rachat matière: facturefournisseur.rvf.fr@suez.com					
CARREFOUR MARKET RUE DE ROUEN/MAGNY EN VEXIN 95420					
Dossier N° K043007554 4 BACS 1000L/DIB					
N° Cde: N/REF 1-1LZQFL					
Matière : Déchets non recyclables en mélange (CED 200301.)					
- Location Bac roulant 1000 L20% (01/02/2025-28/02/2025)	20%	4,00	UP	16,13	64,52
- Collecte et Traitement à 20%	20%	32,00	UP	20,20	646,40
NOUVEAU ! Pour toute question relative à votre facture, écrivez-nous à contact.idfnordouest.rv@suez.com Nos équipes vous répondront dans les plus brefs délais.					

HT	Taux	TVA	Montant TTC
710,92	20%	142,18	853,10
Total HT		Total TVA	Net à payer TTC - EUR
710,92		142,18	853,10

Total HT 710,92

Total TVA 142,18

Montant dû TTC**853,10**Merci d'adresser votre règlement
accompagné du coupon détachable
+ à l'adresse suivante : +Domiciliation Bancaire : BNP PARIBAS
Code banque 30004 - Code guichet 00350 - BIC BNPAFRPP
IBAN FR7630004003500001014297323
TVA CE : FR04 662 014 489
A l'encaissementAucun escompte pour paiement anticipé. En cas de retard de paiement, seront
appliqués, en sus de l'indemnité forfaitaire de 40 E, des frais de retard
d'un montant égal au taux de refinancement de la BCE majoré de dix points.SUEZ RV Ile-de-France
TSA 80071
41976 BLOIS CEDEX 9
N° pièce : K043166571
N° Client : 7548-481227
Échéance : 29/04/2025
Montant TTC : 853,10**EUR**



Détail facture N° K043166571

Période de facturation : 01/02/2025 au 28/02/2025

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

N° dossier K043007554
4 BACS 1000L/DIB

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
03/02/25	BM2021	K0431223398	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
07/02/25	BM2018	K0431224384	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
10/02/25	BM2021	K0431224383	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
14/02/25	BM2018	K0431225386	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
17/02/25	BM2021	K0431226431	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
21/02/25	BM2019	K0431226433	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
24/02/25	BM2021	K0431226432	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
28/02/25	BM2018	K0431227575	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé

1. Application

Sauf dérogation signée par une personne habilitée par le Client et le Prestataire, les présentes Conditions sont applicables aux prestations de services, de vente d'études et de prestations intellectuelles, et d'achats/ventes de matières exécutées par le Prestataire.

2. Commandes – Livraison

Les commandes ne sont définitives que lorsqu'elles ont été acceptées par écrit par le Prestataire. En l'absence de bon de commande, le Client s'engage à régler la facture du Prestataire. Les contrordres, modifications ou annulations ne sont valables que s'ils sont donnés par écrit dans un délai raisonnable et accepté par le Prestataire avant le début de la prestation. Le délai de prévenance standard permettant le début opérationnel des prestations est de 72h à partir du devis signé. En dépit, le prestataire se réserve le droit de fixer ses conditions ou de refuser d'opérer. La mise en place des matériels destinés à la collecte des déchets ne pourra intervenir qu'après accord express du Prestataire sur l'emplacement choisi. Les délais de livraison des matériels sont donnés à titre indicatif et sont établis en fonction des possibilités d'approvisionnement et de transport du Prestataire. Si la livraison est retardée du fait du Client, le Prestataire pourra résilier l'engagement cinq jours francs après la date de livraison convenue avec demande de dommages-intérêts au Client pour préjudice subi.

3. Prix – Conditions de paiement – Pénalités.

Les prix sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande, ils sont stipulés en euros et hors taxes. Ils sont révisibles tous les ans. La TGAP est reportée sur le Client à son taux en vigueur au moment de la prestation. En cas d'évolution du taux de TGAP facturé, le Client se verra facturer ce complément de TGAP s'il est à la hausse. En cas de baisse de la TGAP du fait d'investissements portés par le Prestataire afin de changer de tranche de TGAP, le Client se verra appliquer le taux réel de TGAP et facturer en supplément du prix de traitement initial hors TGAP un différentiel d'un même montant afin de prendre en compte les investissements réalisés. Si en cours de contrat, de nouvelles taxes fiscales ou parafiscales, majorations ou charges légales étaient imposées, le Prestataire sera autorisé à les répercuter de plein droit sur ses tarifs sous réserve d'en apporter la justification et information écrite préalable au Client. Indépendamment des obligations faites par l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux ISDND. La fiche d'information préalable répond à l'obligation d'information du producteur mentionnée à l'article L541-7-1 du code de l'environnement. Elle engage la responsabilité du producteur et celle de SUEZ sur la base des informations fournies. La facture intègre des frais de conditionnement pour la préparation à la vente des matières valorisables sauf convention expresse, les factures sont payables au siège du Prestataire, à 30 jours nets de la date de facture, sans escompte ; les traites doivent être retournées acceptées à plus tard dans les 10 jours à la date de la facture. Les factures pro-forma émises à titre provisoire doivent être validées par le Client dans un délai de 10 jours à compter de leur réception. À défaut de réponse du Client dans ce délai, la facture pro-forma sera réputée acceptée et la facture définitive sera émise de plein droit à l'issue de cette période. Passé un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la facture sans observation écrite du Client, cette dernière et les prestations correspondantes seront réputées acceptées et ne pourront plus faire l'objet de réclamations. En outre, le Client renonce à l'application de l'article 1223 du Code Civil. Pour certains déchets valorisables qui font l'objet d'un achat par le Prestataire au Client, ce dernier produira une facture au Prestataire sur la base des bons de rachat matières fournis par le Prestataire. La facture du Client est payable à 45 jours de la date de facture. Dans le cas où le bon de rachat matière (BRM) est négatif, une facturation sur une ligne intitulée "Contribution à la filière de recyclage" vous sera adressée. Toute somme figurant sur la facture établie par le Prestataire, non payée à l'échéance, entraîne de plein droit dès le jour suivant la date de règlement portée sur ladite facture (i) l'application de pénalités d'un montant égal au taux de refinancement semestriel de la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de dix (10) points, (ii) une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € minimum conformément à l'article D441-5 du Code de commerce. Si les frais de recouvrement engagés par le Prestataire sont supérieurs à 40 €, ce dernier pourra facturer au Client ces frais supplémentaires sur justificatifs (iii) et/ou le droit, au profit du Prestataire de suspendre l'exécution des Prestations en cours et/ou d'exiger un paiement en contre remboursement pour les Prestations futures jusqu'à complet apurement de la situation et/ou la compensation des montants dus avec toute somme à devoir à quelque titre que ce soit à l'égard du Client défaillant, (iv) l'application de la déchéance du terme des autres factures et ce, sans aucune formalité préalable. Au cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme un refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement. Même en cas de litige sur son libellé ou son contenu, toute facture qui fera, le cas échéant, l'objet d'une régularisation ultérieure, doit être payée à son échéance. Dans l'hypothèse où le Client est redevable de plusieurs paiements à l'égard du Prestataire, il est convenu que l'imputation des paiements s'effectuera sur les dettes les plus anciennes. En conséquence, le Client renonce expressément aux dispositions de l'article 1342-10 du Code civil. En cas de bouleversement de l'équilibre économique des relations contractuelles, pour quelque raison que ce soit, le Prestataire peut demander par LRAR le réexamen du prix et en cas de désaccord pour poursuivre les relations commerciales, la résiliation du contrat.

4. Conditions d'utilisation des matériels destinés à recevoir des déchets.

Le Client s'engage à utiliser le matériel loué en conformité avec sa destination à l'exclusion de toute autre utilisation. Sauf stipulation contraire écrite du Prestataire, le matériel est à la disposition exclusive du Client. Le choix, les autorisations et l'accès libre des emplacements destinés à recevoir le matériel incombent au Client, sous son entière responsabilité notamment en matière de sécurité. Il s'assurera des autorisations de stationnement et de balisage de jour comme de nuit. Sauf accord écrit du Prestataire, ce dernier est seul habilité à déplacer le matériel. Tout déplacement du matériel, à la suite d'une demande du Client, qui se révélerait inutile, soit en raison de l'encombrement de l'accès à l'emplacement désigné pour déposer ou enlever le matériel, soit en raison d'un chargement non terminé, fera l'objet d'une facturation complémentaire. En cas d'avaries ou de dégradation partielle ou totale du matériel hors périodes de maintenance par le Prestataire, le Client sera tenu envers le Prestataire de la valeur de remplacement du matériel ou du montant des réparations à effectuer, y compris les frais de main-d'œuvre et de déplacement, sans attendre le résultat du recours formulé éventuellement par lui-même auprès de sa compagnie d'assurance. En cas de nécessité de remplacement d'un bac cassé, volé ou perdu un montant forfaitaire de 200€ sera facturé. Ce montant permet de couvrir les frais de retrait/dépôt et de remplacement du matériel. L'état du matériel, qui doit être restitué en bon état d'entretien et de marche, sera constaté à la fin du contrat, avant restitution. Le volume utile d'un conteneur étant calculé ras-bord, son chargement ne peut en dépasser les bords supérieurs. En cas d'enlèvement de déchets de forte densité, le Client devra s'assurer du niveau maximal que pourra atteindre le chargement pour respecter la réglementation routière en matière de poids total autorisé. Le Client doit prendre toute précaution afin d'éviter toute adhésion des déchets au matériel. En cas de non-respect de ces recommandations, le chauffeur pourra refuser l'enlèvement du conteneur surchargé. De même, les conséquences des verbalisations dressées par les agents assermentés ainsi que les conséquences des accidents seront répercutées sur le Client. Le Client veillera, en cas d'utilisation d'un matériel muni d'un système électrique de compaction, à la conformité de l'installation électrique alimentant ce matériel et au respect des consignes de sécurité, notamment à l'arrêt du matériel pendant les opérations de chargement.

5. Propriété des matériels mis à disposition.

Le matériel reste la propriété entière et exclusive du Prestataire. D'une manière générale, le Client ne peut transmettre aucun droit réel sur le matériel. Il s'interdit de le donner en gage, de le comprendre parmi les éléments figurant à un nantissement. Il s'interdit également toute sous-location, prêt à usage ou autre, sous quelque forme que ce soit. En cas de saisie-arrêt, redressement judiciaire, liquidation ou de toute autre intervention d'un tiers sur les matériels, le Client devra impérativement informer le Prestataire sans délai afin de lui permettre de s'y opposer et de préserver ses droits.

6. Assurance – Responsabilité

Dès la livraison du matériel, le Client en a la garde et engage sa responsabilité en application des dispositions du Code civil. En conséquence, le Client doit souscrire les polices d'assurances couvrant cette responsabilité. En cas de sinistre, le Client devra en informer sans délai le Prestataire en précisant les circonstances et ses conséquences. Le Prestataire sera responsable, dans la limite du montant annuel HT de la prestation, par sinistre et par an, de tout dommage matériel qui pourrait être causé par lui-même, ses préposés et/ou ses sous-traitants au Client et à ses biens. Les dommages immatériels sont exclus de la responsabilité du Prestataire.

7. Réclamations

Toute réclamation sur les vices apparents ou sur la non-conformité du matériel déposé, doit être formulée par écrit dans les 8 jours de la réception du matériel. Il appartiendra au Client de fournir toute justification quant à la réalité des vices ou anomalies constatés.

8. Accès au site du Client et collecte.

La collecte des déchets peut s'effectuer dans le cadre d'une collecte dédiée au Client, ou d'une collecte mutualisée avec des tiers. En cas de collecte dédiée, la collecte sera effectuée dans un délai de 48h lorsque la demande est effectuée, par courrier électronique, avant 16h. Le Client met tout en œuvre pour que les véhicules du Prestataire soient présents le moins de temps possible sur le site de collecte. Un temps d'attente du véhicule de collecte au-delà de 15 minutes fera l'objet d'une facturation par quart d'heure indivisible, à 30,00 € ¼ heure. Le Prestataire tiendra les justificatifs du temps d'attente, à disposition du Client jusqu'à la date d'exigibilité de la facture. Le passage à vide, du fait d'une impossibilité de réaliser une collecte planifiée imputable au client, ou du fait de la présence de déchets non conformes détectée lors de la collecte, sera facturé au prix de la collecte dans

le cas d'une collecte dédiée et au prix du passage dans le cas d'une collecte mutualisée. Un passage supplémentaire est possible en supplément, sur demande écrite de la part du Client au service planning du Prestataire, qui communiquera alors la date d'intervention. Les déchets sont réputés être collectés exclusivement dans des contenants (appartenant, mis à disposition ou loués au Client). En cas de constat de déchets en vrac, le Prestataire pourra accepter de manière exceptionnelle la collecte qui sera facturée au Client au tarif en vigueur, selon la quantité estimée en équivalent-bac. Le Prestataire tiendra les justificatifs de la présence du vrac au sol collecté, à disposition du Client jusqu'à la date d'exigibilité de la facture. L'envoi par mail ou tout autre moyen du Bon d'intervention au Client atteste de l'intervention du Prestataire et vaut tacite acceptation du Client.

9. Réception des déchets – Procédures de refus – requalification et décode

Lors du déchargement, le Prestataire contrôle la conformité des déchets à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières. Le Prestataire refusera tout chargement induisant des déchets qui ne seraient pas autorisés par l'arrêté préfectoral d'exploitation du site. L'ensemble des frais de retour seront à la charge du Client. Un apport répété de tels déchets pourra justifier un refus d'accéder au site. Dans le cas où le portique de détection de radioactivité, présent en entrée de site, signalerait un niveau de radioactivité déclenchant la procédure applicable à un tel cas, l'ensemble des frais consécutifs seront répercutés au Client. Les coûts de gestion supplémentaires afférents au traitement des déchets autorisés par l'arrêté du site mais non conformes à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières seront facturés au Client :

En cas de pollution des déchets valorisables par des déchets non valorisables, il sera opéré une requalification de la fraction de chargement polluée voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables et non valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable, facturée à minima au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques augmenté des éventuels frais supplémentaires de tri et transports.

En cas de pollution de déchets valorisables par d'autres déchets valorisables, il sera opéré : une requalification de la fraction polluée du chargement voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur des fractions valorisables commercialisées distinctement mais que le mélange reste valorisable, sans rachat de la fraction requalifiée et avec facturation au Client des éventuels frais supplémentaires de tri et transport. La facturation de l'ensemble du chargement au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques si la séparation des différentes fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable et que le mélange n'est pas valorisable.

Le reclassement du lot pollué, pour quelle que cause que ce soit, entraîne la facturation des frais suivants :

Si le taux d'impuretés est compris entre 1 et 10%, des frais de sur-tri seront appliqués sur la totalité des tonnes du lot réceptionné : 70 €/Tonne dans le cas d'un lot papier, bois, os cartons, 100 €/Tonne dans le cas d'un lot plastique et 150 €/Tonne dans le cas d'un lot gravats, béton, terres, déchets verts, verre plat (de BTP). Sur la fraction non conforme des frais de déclasserement seront appliqués. Sur la fraction conforme des frais de déclasserement à 350€/Tonne seront appliqués. Le rachat matière sera effectué uniquement sur la fraction conforme, au tarif mentionné sur le présent contrat.

En cas de pollution de déchets non dangereux par des déchets dangereux ou interdits, la non-conformité constatée à réception sur site entraîne le reclassement de l'intégralité du lot pollué et la facturation de 500€ / Tonne.

Des photos justifiant la requalification pourront être fournies, sur demande, au Client durant 3 mois.

En fonction du taux d'humidité constaté par le prestataire, le lot pourra faire l'objet d'une décode pour la quote-part d'eau contenu dans le chargement. Les bons numérotés indiquant le poids, la nature et le niveau de qualité des déchets réceptionnés sur les sites de valorisation, ainsi que les exutoires utilisés pour les déchets issus du tri et/ou les déclassements globaux sont tenus à la disposition du Client.

Le Client pourra ponctuellement, solliciter au préalable avant livraison, l'isolement du chargement dans le cas où il ferait l'objet d'une requalification. Le Client aura un délai de 24 heures pour effectuer un contrôle contradictoire sur site.

10. Obligation de tri et de caractérisation.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AGEC), le Client justifie auprès du Prestataire de respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2 du Code de l'environnement. Dès la signature du présent Contrat et, dans tous les cas, en amont de toute réception de déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire du Contrat, le Client transmettra au Prestataire une attestation de tri à la source conforme au modèle annexé à la fiche d'information préalable (FIP) ou à tout modèle dont l'utilisation serait rendue obligatoire par les pouvoirs publics. Le Client s'interdit de confier au Prestataire, aux fins d'élimination par enfouissement, des déchets non ultimes et/ou valorisables, conformément aux articles L. 541-2-1 et R.541-48-3-1 du Code de l'environnement. Les déchets non valorisables non dangereux confiés au Prestataire en vue de leur élimination devront faire l'objet d'un rapport annuel de caractérisation, tel que prévu par l'arrêté ministériel du 16 septembre 2021, préalablement à toute prestation de réception de ces déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du Contrat. Toute violation du présent article pourra entraîner un refus de gestion du ou des déchets du Client par le Prestataire, sans que le Client ne puisse réclamer une quelconque indemnité. En cas de réception par le Prestataire de déchets valorisables et/ou non ultime sur une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), le Prestataire en informera la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et l'administration fiscale. Le Prestataire pourra, le cas échéant, répercuter au Client l'application du taux maximum de TGAP prévu à l'article 266 nonies du code des douanes et lui facturer.

11. Force Majeure

Le Prestataire n'est pas tenu en cas de force majeure tels que pénurie de carburant, défaillance des services publics, grève, catastrophes naturelles, guerre, retrait ou suspension des autorisations d'exploitation sans que cette énumération ne soit limitative.

12. Résiliation

En cas de manquement par le Client à l'une quelconque des obligations nées des présentes conditions, et notamment en cas de non-paiement de l'une des échéances, ou d'apports répétés de déchets non conformes ou interdits, le Prestataire pourra résilier le contrat 15 jours après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. En cas de résiliation anticipée du contrat du fait, ou de par, la faute du Client, le Prestataire percevra une indemnité forfaitaire de résiliation équivalente à la moyenne des facturations mensuelles faites au Client depuis le début des prestations multipliée par la moitié du nombre de mois restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat. En outre les frais de retrait du matériel et de traitement éventuel seront facturés au Client. Hormis le cas évoqué ci-dessus, le contrat est conclu pour la durée mentionnée aux conditions particulières et ses conditions révisibles à date anniversaire.

13. Cas particulier de la vente de matières par le Prestataire

Lors de la vente de matières par le Prestataire, le transfert de propriété de la matière livrée est effectué sous réserve du paiement intégral du prix. Le Client est tenu d'informer ses créanciers de la réserve de propriété stipulée en faveur du Prestataire. Le défaut de paiement, même partiel, autorise le Prestataire, nonobstant toute clause contraire, à récupérer la matière chez le Client, après première présentation d'une mise en demeure avec accusé de réception. Le droit de revendication s'exerce également en cas de procédure collective ouverte à l'encontre du Client. En cas de revente de la matière, le Client s'engage à régler immédiatement au Prestataire la partie du prix restant due. De même, si revente, le Client s'engage à avertir immédiatement le Prestataire pour lui permettre d'exercer éventuellement son droit de revendication sur la matière à l'égard du tiers acquéreur. La restitution de la matière s'effectuera aux frais et risques du Client.

14. Loi applicable

Litige Les présentes conditions sont soumises à la loi française. Tout litige est de la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris.

SUEZ RV Ile-de-France

AGENCE OUEST
 avenue Ozanne
 78440 PORCHEVILLE
 Téléphone: 0969321010
 Mail: contact.idfnordouest.rv@suez.com
Adresse de votre siège: ROUTE DE ROUEN
 95420 MAGNY EN VEXIN

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
 A L'ATTENTION DE M M
 ROUTE DE ROUEN
 95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement	Echéance
31/03/2025	7548-481227		Prélèvement automatique Clients	30/05/2025

Résumé des prestations effectuées	TVA	Qté	Unité	PU	Total HT
Contacts: . Récupérer un document : Rendez-vous sur https://espace-entreprises-rv.suez.fr/ . Transmettre un avis de virement : encaissements.rennes.rv@suez.com . Transmettre votre facture de rachat matière: facturefournisseur.rvf.fr@suez.com					
CARREFOUR MARKET RUE DE ROUEN/MAGNY EN VEXIN 95420 Dossier N° K043007554 4 BACS 1000L/DIB N° Cde: N/REF 1-1LZQFL Matière : Déchets non recyclables en mélange (CED 200301.) - Location Bac roulant 1000 L20% (01/03/2025-31/03/2025) - Collecte et Traitement à 20% NOUVEAU ! Pour toute question relative à votre facture, écrivez-nous à contact.idfnordouest.rv@suez.com Nos équipes vous répondront dans les plus brefs délais.	20%	4,00	UP	16,13	64,52
	20%	36,00	UP	20,20	727,20

HT	Taux	TVA	Montant TTC
791,72	20%	158,34	950,06
Total HT		Total TVA	Net à payer TTC - EUR
791,72		158,34	950,06

Total HT 791,72
 Total TVA 158,34

Montant dû TTC
950,06

Merci d'adresser votre règlement
 accompagné du coupon détachable
 à l'adresse suivante :

Domiciliation Bancaire : BNP PARIBAS Code banque 30004 - Code guichet 00350 - BIC BNPAFRPP IBAN FR7630004003500001014297323 TVA CE : FR04 662 014 489 A l'encaissement	Aucun escompte pour paiement anticipé. En cas de retard de paiement, seront appliqués, en sus de l'indemnité forfaitaire de 40 E, des frais de retard d'un montant égal au taux de refinancement de la BCE majoré de dix points.
--	--

SUEZ RV Ile-de-France
 TSA 80071
 41976 BLOIS CEDEX 9
 N° pièce : K043167089
 N° Client : 7548-481227
 Échéance : 30/05/2025
Montant TTC : 950,06 **EUR**



Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le 16/09/2026
ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE



Détail facture N° K043167089

Période de facturation : 01/03/2025 au 31/03/2025

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

N° dossier K043007554
4 BACS 1000L/DIB

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
03/03/25	BM2021	K0431228566	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
07/03/25	BM2018	K0431228568	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
10/03/25	BM2021	K0431228567	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
14/03/25	BM2018	K0431229928	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
17/03/25	BM2021	K0431229927	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
21/03/25	BM2018	K0431230847	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
24/03/25	BM2021	K0431232048	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
28/03/25	BM2018	K0431232050	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
31/03/25	BM2021	K0431232049	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé

1. Application

Sauf dérogation signée par une personne habilitée par le Client et le Prestataire, les présentes Conditions sont applicables aux prestations de services, de vente d'études et de prestations intellectuelles, et d'achats/ventes de matériels exécutés par le Prestataire.

2. Commandes – Livraison

Les commandes ne sont définitives que lorsqu'elles ont été acceptées par écrit par le Prestataire. En l'absence de bon de commande, le Client s'engage à régler la facture du Prestataire. Les retards, modifications ou annulations ne sont valables que s'ils sont donnés par écrit dans un délai raisonnable et accepté par le Prestataire avant le début de la prestation. Le délai de prévenance standard permettant le début opérationnel des prestations est de 72h à partir du devis signé. En outre, le prestataire se réserve le droit de fixer ses conditions ou de refuser d'opérer. La mise en place des matériels destinés à la collecte des déchets ne pourra intervenir qu'après accord express du Prestataire sur l'emplacement choisi. Les délais de livraison des matériels sont donnés à titre indicatif et sont établis en fonction des possibilités d'approvisionnement et de transport du Prestataire. Si la livraison est retardée du fait du Client, le Prestataire pourra résilier l'engagement cinq jours francs après la date de livraison convenue avec demande de dommages-intérêts au Client pour préjudice subi.

3. Prix – Conditions de paiement – Pénalités.

Les prix sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande, ils sont stipulés en euros et hors taxes. Ils sont révisables tous les ans. La TGAP est reportée sur le Client à son taux en vigueur au moment de la prestation. En cas d'évolution du taux de TGAP facturé, Le Client se verra facturer ce complément de TGAP s'il est à la hausse. En cas de baisse de la TGAP du fait d'investissements portés par Le Prestataire afin de changer de tranche de TGAP, Le Client se verra appliquer le taux réel de TGAP et facturer en supplément du prix de traitement initial hors TGAP un différentiel d'un même montant afin de prendre en compte les investissements réalisés. Si en cours de contrat, de nouvelles taxes fiscales ou parafiscales, majorations ou charges légales étaient imposées, le Prestataire sera autorisé à les répercuter de plein droit sur ses tarifs sous réserve d'en apporter la justification et l'information écrite préalable au Client. Indépendamment des obligations faites par l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux ISDND. La fiche d'information préalable répond à l'obligation d'information du producteur mentionnée à l'article L.541-7-1 du code de l'environnement. Elle engage la responsabilité du producteur et celle de SUEZ sur la base des informations fournies. La facture intègre des frais de conditionnement pour la préparation à la vente des matériels valorisables sauf convention expresse, les factures sont payables au siège du Prestataire, à 30 jours nets de la date de facture, sans escompte ; les traites doivent être remises acceptées au plus tard dans les 10 jours à la date de la facture. Les factures pro-forma émises à titre provisoire doivent être validées par le Client dans un délai de 10 jours à compter de leur réception. A défaut de réponse du Client dans ce délai, la facture pro-forma sera réputée acceptée et la facture définitive sera émise de plein droit à l'issue de cette période. Passé un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la facture sans observation écrite du Client, cette dernière et les prestations correspondantes seront réputées acceptées et ne pourront plus faire l'objet de réclamations. En outre, le Client renonce à l'application de l'article 1223 du Code Civil. Pour certains déchets valorisables qui font l'objet d'un achat par le Prestataire au Client, ce dernier produira une facture au Prestataire sur la base des bons de rachat matériels fournis par le Prestataire. La facture du Client est payable à 45 jours de la date de facture. Dans le cas où le bon de rachat matière (BRM) est négatif, une facturation sur une ligne intitulée "Contribution à la filière de recyclage" vous sera adressée. Toute somme figurant sur la facture émise par le Prestataire, non payée à l'échéance, entraîne de plein droit dès le jour suivant la date de règlement portée sur ladite facture (i) l'application de pénalités d'un montant égal au taux de refinancement semestriel de la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de dix (10) points, (ii) une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € minimum conformément à l'article D441-5 du Code de commerce. Si les frais de recouvrement engagés par le Prestataire sont supérieurs à 40 €, ce dernier pourra facturer au Client ces frais supplémentaires sur justificatifs (iii) et/ou le droit, au profit du Prestataire de suspendre l'exécution des Prestations en cours et/ou d'exiger un paiement en contre remboursement pour les Prestations futures jusqu'à complet apurement de la situation et/ou la compensation des montants dus avec toute somme à devoir à quelque titre que ce soit à l'égard du Client défaillant, (iv) l'application de la déchéance du terme des autres factures et ce, sans aucune formalité préalable. Au cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme un refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement. Même en cas de litige sur son libellé ou son contenu, toute facture qui fera, le cas échéant, l'objet d'une régularisation ultérieure, doit être payée à son échéance. Dans l'hypothèse où le Client est redevable de plusieurs paiements à l'égard du Prestataire, il est convenu que l'imputation des paiements s'effectuera sur les deltes les plus anciennes. En conséquence, le Client renonce expressément aux dispositions de l'article 1342-10 du Code civil. En cas de bouleversement de l'équilibre économique des relations contractuelles, pour quelque raison que ce soit, le Prestataire peut demander par LRAR le réexamen du prix et en cas de désaccord pour poursuivre les relations commerciales, la résiliation du contrat.

4. Conditions d'utilisation des matériels destinés à recevoir des déchets.

Le Client s'engage à utiliser le matériel loué en conformité avec sa destination à l'exclusion de toute autre utilisation. Sauf stipulation contraire écrite du Prestataire, le matériel est à la disposition exclusive du Client. Le choix, les autorisations et l'accès libre des emplacements destinés à recevoir le matériel incombent au Client, sous son entière responsabilité notamment en matière de sécurité. Il s'assurera des autorisations de stationnement et de balisage de jour comme de nuit. Sauf accord écrit du Prestataire, ce dernier est seul habilité à déplacer le matériel. Tout déplacement du matériel, à la suite d'une demande du Client, qui se révélerait inutile, soit en raison de l'encombrement de l'accès à l'emplacement désigné pour déposer ou enlever le matériel, soit en raison d'un chargement non terminé, fera l'objet d'une facturation complémentaire. En cas d'avaries ou de dégradation partielle ou totale du matériel hors périodes de maintenance par le Prestataire, le Client sera tenu envers le Prestataire de la valeur de remplacement du matériel ou du montant des réparations à effectuer, y compris les frais de main-d'œuvre et de déplacement, sans attendre le résultat du recours formulé éventuellement par lui-même auprès de sa compagnie d'assurance. En cas de nécessité de remplacement d'un bac cassé, volé ou perdu un montant forfaitaire de 200€ sera facturé. Ce montant permet de couvrir les frais de retrait/dépôt et de remplacement du matériel. L'état du matériel, qui doit être restitué en bon état d'entretien et de marche, sera constaté à la fin du contrat, avant restitution. Le volume utile d'un conteneur étant calculé ras-bord, son chargement ne peut en dépasser les bords supérieurs. En cas d'enlèvement de déchets de forte densité, le Client devra s'assurer du niveau maximal qui pourra atteindre le chargement pour respecter la réglementation routière en matière de poids total autorisé. Le Client doit prendre toute précaution afin d'éviter toute adhésion des déchets au matériel. En cas de non-respect de ces recommandations, le chauffeur pourra refuser l'enlèvement du conteneur surchargé. De même, les conséquences des verbalisations dressées par les agents assermentés ainsi que les conséquences des accidents seront répercutées sur le Client. Le Client veillera, en cas d'utilisation d'un matériel muni d'un système électrique de compaction, à la conformité de l'installation électrique alimentant ce matériel et au respect des consignes de sécurité, notamment à l'arrêt du matériel pendant les opérations de chargement.

5. Propriété des matériels mis à disposition.

Le matériel reste la propriété entière et exclusive du Prestataire. D'une manière générale, le Client ne peut transmettre aucun droit réel sur le matériel. Il s'interdit de le donner en gage, de le comprendre parmi les éléments figurant à un nantissement. Il s'interdit également toute sous-location, prêt à usage ou autre, sous quelque forme que ce soit. En cas de saisie-arrest, redressement judiciaire, liquidation ou de toute autre intervention d'un tiers sur les matériels, le Client devra impérativement en informer le Prestataire sans délai afin de lui permettre de s'y opposer et de préserver ses droits.

6. Assurance – Responsabilité

Dès la livraison du matériel, le Client en a la garde et engage sa responsabilité en application des dispositions du Code civil. En conséquence, le Client doit souscrire les polices d'assurances couvrant cette responsabilité. En cas de sinistre, le Client devra en informer sans délai le Prestataire en précisant les circonstances et ses conséquences. Le Prestataire sera responsable, dans la limite du montant annuel HT de la prestation, par sinistre et par an, de tout dommage matériel qui pourrait être causé par lui-même, ses préposés et/ou ses sous-traitants au Client et à ses biens. Les dommages immatériels sont exclus de la responsabilité du Prestataire.

7. Réclamations

Toute réclamation sur les vices apparents ou sur la non-conformité du matériel déposé, doit être formulée par écrit dans les 8 jours de la réception du matériel. Il appartient au Client de fournir toute justification quant à la réalité des vices ou anomalies constatés.

8. Accès au site du Client et collecte.

La collecte des déchets peut s'effectuer dans le cadre d'une collecte dédiée au Client, ou d'une collecte mutualisée avec des tiers. En cas de collecte dédiée, la collecte sera effectuée dans un délai de 48h lorsque la demande est effectuée, par courrier électronique, avant 16h. Le Client met tout en œuvre pour que les véhicules du Prestataire soient présents le moins de temps possible sur le site de collecte. Un temps d'attente du véhicule de collecte au-delà de 15 minutes fera l'objet d'une facturation par quart d'heure indivisible, à 30,00 € ¼ heure. Le Prestataire tiendra les justificatifs du temps d'attente, à disposition du Client jusqu'à la date d'expiration de la facture. Le passage à vide, du fait d'une impossibilité de réaliser une collecte planifiée imputable au Client, ou du fait de la présence de déchets non conformes détectée lors de la collecte, sera facturé au prix de la collecte dans

le cas d'une collecte dédiée et au prix du passage dans le cas d'une collecte mutualisée. Un passage supplémentaire est possible en supplément, sur demande écrite de la part du Client au service planning du Prestataire, qui communiquera alors la date d'intervention. Les déchets sont réputés être collectés exclusivement dans des contenants (appartenant, mis à disposition ou loués au Client.). En cas de constat de déchets en vrac, le Prestataire pourra accepter de manière exceptionnelle la collecte qui sera facturée au Client au tarif en vigueur, selon la quantité estimée en équivalent-bac. Le Prestataire tiendra les justificatifs de la présence du vrac au sol collecté, à disposition du Client jusqu'à la date d'expiration de la facture. L'envoi par mail ou tout autre moyen du Bon d'intervention au Client atteste de l'intervention du Prestataire et vaut tacite acceptation du Client.

9. Réception des déchets – Procédures de refus – requalification et décode

Lors du déchargement, le Prestataire contrôle la conformité des déchets à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières. Le Prestataire refusera tout chargement incluant des déchets qui ne seraient pas autorisés par l'arrêté préfectoral d'exploitation du site. L'ensemble des frais de retour seront à la charge du Client. Un apport répété de tels déchets pourra justifier un refus d'accéder au site. Dans le cas où le portique de détection de radioactivité, présent en entrée de site, signalerait un niveau de radioactivité déclenchant la procédure applicable à un tel cas, l'ensemble des frais consécutifs seront répercutés au Client. Les coûts de gestion supplémentaires afférents au traitement des déchets autorisés par l'arrêté du site mais non conformes à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières seront facturés au Client :

En cas de pollution des déchets valorisables par des déchets non valorisables, il sera opéré une requalification de la fraction de chargement polluée voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables et non valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable, facturée à minima au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques augmenté des éventuels frais supplémentaires de tri et transports.

En cas de pollution de déchets valorisables par d'autres déchets valorisables, il sera opéré : une requalification de la fraction polluée du chargement voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur des fractions valorisables commercialisées distinctement mais que le mélange reste valorisable, sans rachat de la fraction requalifiée et avec facturation au Client des éventuels frais supplémentaires de tri et transport. La facturation de l'ensemble du chargement au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques si la séparation des différentes fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable et que le mélange n'est pas valorisable.

Le reclassement du lot pollué, pour quelle cause que ce soit, entraîne la facturation des frais suivants :

Si le taux d'impuretés est compris entre 1 et 10%, des frais de sur-tri seront appliqués sur la totalité des tonnes du lot réceptionné : 70 €/Tonne dans le cas d'un lot papier, bois, ou cartons, 100 €/Tonne dans le cas d'un lot plastique et 150 €/Tonne dans le cas d'un lot gravats, béton, terres, déchets verts, verre plat (du BTP). Sur la fraction non conforme des frais de déclasserement seront appliqués. Sur la fraction conforme des frais de conditionnement, au tarif mentionné sur le présent contrat.

En cas de pollution de déchets non dangereux par des déchets dangereux ou interdits, la non-conformité constatée à réception sur site entraîne le reclassement de l'intégralité du lot pollué et la facturation de 500€ / Tonne.

Des photos justifiant la requalification pourront être fournies, sur demande, au Client durant 3 mois.

En fonction du taux d'humidité constaté par le prestataire, le lot pourra faire l'objet d'une décode pour la quote-part d'eau contenu dans le chargement. Les bons numérotés indiquant le poids, la nature et le niveau de qualité des déchets réceptionnés sur les sites de valorisation, ainsi que les exutoires utilisés pour les déchets issus du tri et/ou les déclasserements globaux sont tenus à la disposition du Client.

Le Client pourra ponctuellement, solliciter au préalable avant livraison, l'isolement du chargement dans le cas où il ferait l'objet d'une requalification. Le Client aura un délai de 24 heures pour effectuer un contrôle contradictoire sur site.

10. Obligation de tri et de caractérisation.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AGEC), le Client justifie auprès du Prestataire de respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2 du Code de l'environnement. Dès la signature du présent Contrat et, dans tous les cas, en amont de toute réception de déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire du Contrat, le Client transmettra au Prestataire une attestation de tri à la source conforme au modèle annexé à la fiche d'information préalable (FIP) ou à tout modèle dont l'utilisation serait rendue obligatoire par les pouvoirs publics. Le Client s'interdit de confier au Prestataire, aux fins d'élimination par enfouissement, des déchets non ultimes et/ou valorisables, conformément aux articles L.541-2-1 et R.541-48-3-1 du Code de l'environnement. Les déchets non valorisables non dangereux confiés au Prestataire en vue de leur élimination devront faire l'objet d'un rapport annuel de caractérisation, tel que prévu par l'arrêté ministériel du 16 septembre 2021, préalablement à toute prestation de réception de ces déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du Contrat. Toute violation du présent article pourra entraîner un refus de gestion du ou des déchets du Client par le Prestataire, sans que le Client ne puisse réclamer une quelconque indemnité. En cas de réception par le Prestataire de déchets valorisables et/ou non ultime sur une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), le Prestataire en informera la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et l'administration fiscale. Le Prestataire pourra, le cas échéant, répercuter au Client l'application du taux maximum de TGAP prévu à l'article 266 nonies du code des douanes et lui facturer.

11. Force Majeure

Le Prestataire n'est pas tenu en cas de force majeure tels que pénurie de carburant, défaillance des services publics, grève, catastrophes naturelles, guerre, retrait ou suspension des autorisations d'exploitation sans que cette énumération ne soit limitative.

12. Résiliation

En cas de manquement par le Client à l'une quelconque des obligations nées des présentes conditions, et notamment en cas de non-paiement de l'une des échéances, ou d'apports répétés de déchets non conformes ou interdits, le Prestataire pourra résilier le contrat 15 jours après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. En cas de résiliation anticipée du contrat du fait, ou de par, la faute du Client, le Prestataire percevra une indemnité forfaitaire de résiliation équivalente à la moyenne des facturations mensuelles faites au Client depuis le début des prestations multipliée par la moitié du nombre de mois restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat. En outre les frais de retrait du matériel et de traitement éventuel seront facturés au Client. Hormis le cas évoqué ci-dessus, le contrat est conclu pour la durée mentionnée aux conditions particulières et ses conditions révisables à date anniversaire.

13. Cas particulier de la vente de matériels par le Prestataire.

Lors de la vente de matériels par le Prestataire, le transfert de propriété de la matière livrée est effectué sous réserve du paiement intégral du prix. Le Client est tenu d'informer ses créanciers de la réserve de propriété stipulée en faveur du Prestataire. Le défaut de paiement, même partiel, autorise le Prestataire, nonobstant toute clause contraire, à récupérer la matière chez le Client, après première présentation d'une mise en demeure avec accusé de réception. Le droit de revendication s'exerce également en cas de procédure collective ouverte à l'encontre du Client. En cas de revente de la matière, le Client s'engage à régler immédiatement au Prestataire la part du prix restant due. De même, si revente, le Client s'engage à avertir immédiatement le Prestataire pour lui permettre d'exercer éventuellement son droit de revendication sur la matière à l'égard du tiers acquéreur. La restitution de la matière s'effectuera aux frais et risques du Client.

14. Loi applicable

Litige Les présentes conditions sont soumises à la loi française. Tout litige est de la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris.



Facture N° K043167606

E.PAP.1 Page 1/1

Période de facturation : 01/04/2025 au 30/04/2025

SUEZ RV Ile-de-France
AGENCE OUEST
avenue Ozanne
78440 PORCHEVILLE
Téléphone: 0969321010
Mail: contact.idfnordouest.rv suez.com
Adresse de votre siège: ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

S51285198773 05215 TF 779372



ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement	Echéance
30/04/2025	7548-481227		Prélèvement automatique Clients	29/06/2025

Résumé des prestations effectuées	TVA	Qté	Unité	PU	Total HT
Contacts: - Récupérer un document : Rendez-vous sur https://espace-entreprises-rv.suez.fr/ - Transmettre un avis de virement : encaissements.rennes.rv@suez.com - Transmettre votre facture de rachat matière: facturefournisseur.rvf.fr@suez.com					
CARREFOUR MARKET RUE DE ROUEN/MAGNY EN VEXIN 95420 Dossier N° K043007554 4 BACS 1000L/DIB N° Cde: N/REF 1-1LZQFL Matière : Déchets non recyclables en mélange (CED 200301.) - Location Bac roulant 1000 L20% (01/04/2025-30/04/2025) - Collecte et Traitement à 20% NOUVEAU ! Pour toute question relative à votre facture, écrivez-nous à contact.idfnordouest.rv@suez.com Nos équipes vous répondront dans les plus brefs délais.	20%	4,00	UP	16,13	64,52
	20%	28,00	UP	20,20	565,60

HT	Taux	TVA	Montant TTC
630,12	20%	126,02	756,14
Total HT		Total TVA	Net à payer TTC - EUR
630,12		126,02	756,14

Total HT 630,12
Total TVA 126,02

Montant dû TTC
756,14

Merci d'adresser votre règlement
accompagné du coupon détachable
à l'adresse suivante :

Domiciliation Bancaire : BNP PARIBAS
Code banque 30004 - Code guichet 00350 - BIC BNPAFRPP
IBAN FR7630004003500001014297323
TVA CE : FR04 662 014 489
A l'encaissement

Aucun escompte pour paiement anticipé. En cas de retard de paiement, seront appliqués, en sus de l'indemnité forfaitaire de 40 E, des frais de retard d'un montant égal au taux de refinancement de la BCE majoré de dix points.

SUEZ RV Ile-de-France
TSA 80071
41976 BLOIS CEDEX 9
N° pièce : K043167606
N° Client : 7548-481227
Echéance : 29/06/2025
Montant TTC : 756,14

EUR

Siège Social : Tour ALTIPLANO - 4 PLACE DE LA PYRAMIDE 92800 PUTEAUX
Tél: 01.58.81.30.00 SAS au capital de 9 046 234 Euros - RCS
Nanterre B662 014 489 - APE 3811Z

- pour les règlements par chèque, merci de mentionner sur l'ORDRE le nom précis de l'entité Suez payée et au VERSO de reporter le n° de la facture et de coller le papillon
- pour les règlements par virement, merci d'indiquer dans l'OBJET du paiement les n° de factures réglées

1/2 - 5215/0801 - 28175



Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le 16/09/2026
ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE

Facture N° K043168159

Période de facturation : 01/05/2025 au 31/05/2025

SUEZ RV Ile-de-France

AGENCE OUEST
avenue Ozanne
78440 PORCHEVILLE
Téléphone: 0969321010
Mail: contact.idfnordouest.rv@suez.com
Adresse de votre siège: ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement	Echéance
31/05/2025	7548-481227		Prélèvement automatique Clients	30/07/2025

Résumé des prestations effectuées	TVA	Qté	Unité	PU	Total HT
Contacts: - Récupérer un document : Rendez-vous sur https://espace-entreprises-rv.suez.fr/ - Transmettre un avis de virement : encaissements.rennes.rv@suez.com - Transmettre votre facture de rachat matière: facturefournisseur.rvf.fr@suez.com					
CARREFOUR MARKET RUE DE ROUEN/MAGNY EN VEXIN 95420					
Dossier N° K043007554 4 BACS 1000L/DIB					
N° Cde: N/REF 1-1LZQFL					
Matière : Déchets non recyclables en mélange (CED 200301.)					
- Location Bac roulant 1000 L20% (01/05/2025-30/05/2025)	20%	3,87	UP	16,13	62,42
- Collecte et Traitement à 20%	20%	32,00	UP	20,20	646,40
NOUVEAU ! Pour toute question relative à votre facture, écrivez-nous à contact.idfnordouest.rv@suez.com Nos équipes vous répondront dans les plus brefs délais.					

HT	Taux	TVA	Montant TTC
708,82	20%	141,76	850,58
Total HT		Total TVA	Net à payer TTC - EUR
708,82		141,76	850,58

Domiciliation Bancaire : BNP PARIBAS Code banque 30004 - Code guichet 00350 - BIC BNPAFRPP IBAN FR7630004003500001014297323 TVA CE : FR04 662 014 489 A l'encaissement
Aucun escompte pour paiement anticipé. En cas de retard de paiement, seront appliqués, en sus de l'indemnité forfaitaire de 40 E, des frais de retard d'un montant égal au taux de refinancement de la BCE majoré de dix points.

Siège Social : Tour ALTIPLANO - 4 PLACE DE LA PYRAMIDE 92800 PUTEAUX
Tél: 01.58.81.30.00 SAS au capital de 9 046 234 Euros - RCS
Nanterre B662 014 489 - APE 3811Z

Total HT 708,82
Total TVA 141,76

Montant dû TTC
850,58

Merci d'adresser votre règlement
accompagné du coupon détachable
+ à l'adresse suivante : +

SUEZ RV Ile-de-France
TSA 80071
41976 BLOIS CEDEX 9
N° pièce : K043168159
N° Client : 7548-481227
Échéance : 30/07/2025
Montant TTC : 850,58 EUR

- pour les règlements par chèque, merci de mentionner sur l'ORDRE le nom précis de l'entité Suez payée et au VERSO de reporter le n° de la facture et de coller le papillon
- pour les règlements par virement, merci d'intituler dans l'OBJET du paiement les n° de factures réglées



Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le 16/09/2026
ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE



Détail facture N° K043168159

Période de facturation : 01/05/2025 au 31/05/2025

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

N° dossier K043007554
4 BACS 1000L/DIB

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
02/05/25	BM2018	K0431238001	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
05/05/25	BM2021	K0431238000	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
12/05/25	BM2021	K0431239162	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
15/05/25	BM2018	K0431240157	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
19/05/25	BM2021	K0431240156	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
22/05/25	BM2018	K0431242416	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
26/05/25	BM2021	K0431242415	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
30/05/25	BM2018	K0431242417	Collecte	Bac 1000L	4,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé

1. Application

Sauf dérogation signée par une personne habilitée par le Client et le Prestataire, les présentes Conditions sont applicables aux prestations de services, de vente d'études et de prestations intellectuelles, et d'achats/ventes de matières exécutées par le Prestataire.

2. Commandes – Livraison

Les commandes ne sont définitives que lorsqu'elles ont été acceptées par écrit par le Prestataire. En l'absence de bon de commande, le Client s'engage à régler la facture du Prestataire. Les retards, modifications ou annulations ne sont valables que s'ils sont donnés par écrit dans un délai raisonnable et accepté par le Prestataire avant le début de la prestation. Le délai de prévenance standard permettant le début opérationnel des prestations est de 72h à partir du devis signé. En outre, le prestataire se réserve le droit de fixer ses conditions ou de refuser d'exécuter. La mise en place des matériels destinés à la collecte des déchets ne pourra intervenir qu'après accord express du Prestataire sur l'emplacement choisi. Les délais de livraison des matériels sont donnés à titre indicatif et sont établis en fonction des possibilités d'approvisionnement et de transport du Prestataire. Si la livraison est retardée du fait du Client, le Prestataire pourra résilier l'engagement cinq jours francs après la date de livraison convenue avec demande de dommages-intérêts au Client pour préjudice subi.

3. Prix – Conditions de paiement – Pénalités.

Les prix sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande, ils sont stipulés en euros et hors taxes. Ils sont révisables tous les ans. Des frais de gestion administratifs et réglementaires peuvent être appliqués pour couvrir les coûts liés aux obligations légales, administratives et de suivi des prestations. Ces frais pourront être ajoutés à chaque facturation. La TGAP est reportée sur le Client à son taux en vigueur au moment de la prestation. En cas d'évolution du taux de TGAP facturé, le Client se verra facturer ce complément de TGAP s'il est à la hausse. En cas de baisse de la TGAP du fait d'investissements portés par le Prestataire afin de changer de tranche de TGAP, le Client se verra appliquer le taux réel de TGAP et facturer en supplément du prix de traitement initial hors TGAP un différentiel d'un même montant afin de prendre en compte les investissements réalisés. Si en cours de contrat, de nouvelles taxes fiscales ou parafiscales, majorations ou charges légales étaient imposées, le Prestataire sera autorisé à les répercuter de plein droit sur ses tarifs sous réserve d'en apporter la justification et information écrite préalable au Client. Indépendamment des obligations faites par l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux ISDND. La fiche d'information préalable répond à l'obligation d'information du producteur mentionnée à l'article L.541-7-1 du code de l'environnement. Elle engage la responsabilité du producteur et celle de SUEZ sur la base des informations fournies. La facture intègre des frais de conditionnement pour la préparation à la vente des matières valorisables sauf convention expresse, les factures sont payables au siège du Prestataire, à 30 jours nets de la date de facture, sans escompte ; les traites doivent être retournées acceptées au plus tard dans les 10 jours à la date de la facture. Les factures pro-forma émises à titre provisoire doivent être validées par le Client dans un délai de 10 jours à compter de leur réception. À défaut de réponse du Client dans ce délai, la facture pro-forma sera réputée acceptée et la facture définitive sera émise de plein droit à l'issue de cette période. Passé un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la facture sans observation écrite du Client, cette dernière et les prestations correspondantes seront réputées acceptées et ne pourront plus faire l'objet de réclamations. En outre, le Client renonce à l'application de l'article 1223 du Code Civil. Pour certains déchets valorisables qui font l'objet d'un achat par le Prestataire au Client, ce dernier produira une facture au Prestataire sur la base des bons de rachat matières fournis par le Prestataire. La facture du Client est payable à 45 jours de la date de facture. Dans le cas où le bon de rachat matière (BRM) est négatif, une facturation sur une ligne intitulée "Contribution à la filière de recyclage" vous sera adressée. Toute somme figurant sur la facture établie par le Prestataire, non payée à l'échéance, entraîne de plein droit dès le jour suivant la date de règlement portée sur ledite facture (i) l'application de pénalités d'un montant égal au taux de refinancement semestriel de la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de dix (10) points, (ii) une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € minimum conformément à l'article D441-5 du Code de commerce. Si les frais de recouvrement engagés par le Prestataire sont supérieurs à 40 €, ce dernier pourra facturer au Client ces frais supplémentaires sur justificatifs (iii) et/ou le droit, au profit du Prestataire de suspendre l'exécution des Prestations en cours et/ou d'exiger un paiement en contre remboursement pour les Prestations futures jusqu'à complet apurement de la situation et/ou la compensation des montants dus avec toute somme à devoir à quelque titre que ce soit à l'égard du Client défaillant, (iv) l'application de la déchéance du terme des autres factures et ce, sans aucune formalité préalable. Au cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme un refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement. Même en cas de litige sur son libellé ou son contenu, toute facture qui fera, le cas échéant, l'objet d'une régularisation ultérieure, doit être payée à son échéance. Dans l'hypothèse où le Client est redevable de plusieurs paiements à l'égard du Prestataire, il est convenu que l'imputation des paiements s'effectuera sur les dettes les plus anciennes. En conséquence, le Client renonce expressément aux dispositions de l'article 1342-10 du Code civil. En cas de bouleversement de l'équilibre économique des relations contractuelles, pour quelque raison que ce soit, le Prestataire peut demander par LRAR le réexamen du prix et en cas de désaccord pour poursuivre les relations commerciales, la résiliation du contrat.

4. Conditions d'utilisation des matériels destinés à recevoir des déchets.

Le Client s'engage à utiliser le matériel loué en conformité avec sa destination à l'exclusion de toute utilisation. Sauf stipulation contraire écrite du Prestataire, le matériel est à la disposition exclusive du Client. Le choix, les autorisations et l'accès libre des emplacements destinés à recevoir le matériel incombent au Client, sous son entière responsabilité notamment en matière de sécurité. Il s'assurera des autorisations de stationnement et de balisage de jour comme de nuit. Sauf accord écrit du Prestataire, ce dernier est seul habilité à déplacer le matériel. Tout déplacement du matériel, à la suite d'une demande du Client, qui se révélerait inutile, soit en raison de l'encombrement de l'accès à l'emplacement désigné pour déposer ou enlever le matériel, soit en raison d'un chargement non terminé, fera l'objet d'une facturation complémentaire. En cas d'avarie ou de dégradation partielle ou totale du matériel hors périodes de maintenance par le Prestataire, le Client sera tenu envers le Prestataire de la valeur de remplacement du matériel ou du montant des réparations à effectuer, y compris les frais de main-d'œuvre et de déplacement, sans attendre le résultat du recours formulé éventuellement par lui-même auprès de sa compagnie d'assurance. En cas de nécessité de remplacement d'un bac cassé, volé ou perdu un montant forfaitaire de 200€ sera facturé. Ce montant permet de couvrir les frais de retrait/dépôt et de remplacement du matériel. L'état du matériel, qui doit être restitué en bon état d'entretien et de marche, sera constaté à la fin du contrat, avant restitution. Le volume utile d'un conteneur étant calculé ras-bord, son chargement ne peut en dépasser les bords supérieurs. En cas d'enlèvement de déchets de forte densité, le Client devra s'assurer du niveau maximal que pourra atteindre le chargement pour respecter la réglementation routière en matière de poids total autorisé. Le Client doit prendre toute précaution afin d'éviter toute adhésion des déchets au matériel. En cas de non-respect de ces recommandations, le chauffeur pourra refuser l'enlèvement du conteneur surchargé. De même, les conséquences des verbalisations dressées par les agents assermentés ainsi que les conséquences des accidents seront répercutées sur le Client. Le Client veillera, en cas d'utilisation d'un matériel muni d'un système électrique de compaction, à la conformité de l'installation électrique alimentant ce matériel et au respect des consignes de sécurité, notamment à l'arrêt du matériel pendant les opérations de chargement.

5. Propriété des matériels mis à disposition.

Le matériel reste la propriété entière et exclusive du Prestataire. Le Client ne peut transmettre aucun droit réel sur le matériel et s'interdit de le donner en gage ou de le comprendre parmi les éléments figurant à un nantissement. Il s'interdit également toute sous-location, prêt à usage ou autre, sous quelque forme que ce soit. En cas de saisie-arrest, redressement judiciaire, liquidation ou de toute autre intervention d'un tiers sur les matériels, le Client devra impérativement en informer le Prestataire sans délai afin de lui permettre de s'y opposer et de préserver ses droits.

6. Assurance – Responsabilité

Dès la livraison du matériel, le Client en a la garde et engage sa responsabilité en application des dispositions du Code civil. En conséquence, le Client doit souscrire les polices d'assurances couvrant cette responsabilité. En cas de sinistre, le Client devra en informer sans délai le Prestataire en précisant les circonstances et ses conséquences. Le Prestataire sera responsable, dans la limite du montant annuel HT de la prestation, par sinistre et par an, de tout dommage matériel qui pourrait être causé par lui-même, ses préposés et/ou ses sous-traitants au Client et à ses biens. Les dommages immatériels sont exclus de la responsabilité du Prestataire.

7. Réclamations

Toute réclamation sur les vices apparents ou sur la non-conformité du matériel déposé, doit être formulée par écrit dans les 8 jours de la réception du matériel. Il appartiendra au Client de fournir toute justification quant à la réalité des vices ou anomalies constatés.

8. Accès au site du Client et collecte.

La collecte des déchets peut s'effectuer dans le cadre d'une collecte dédiée au Client, ou d'une collecte mutualisée avec des tiers. En cas de collecte dédiée, la collecte sera effectuée dans un délai de 48h lorsque la demande est effectuée, par courrier électronique, avant 16h. Le Client met tout en œuvre pour que les véhicules du Prestataire soient présents le moins de temps possible sur le site de collecte. Un temps d'attente du véhicule de collecte au-delà de 15 minutes fera l'objet d'une facturation par quart d'heure indivisible, à 30,00 € ¼ heure. Le Prestataire tiendra les justificatifs du temps d'attente, à disposition du Client jusqu'à la date d'extinguibilité de la facture. Le passage à vide, du fait d'une impossibilité de réaliser une collecte planifiée imputable au client, ou du fait de la présence de déchets non conformes détectée lors de la collecte, sera facturé au prix de la collecte dans

le cas d'une collecte dédiée et au prix du passage dans le cas d'une collecte mutualisée. Un passage supplémentaire est possible en supplément, sur demande écrite de la part du Client au service planning du Prestataire, qui communiquera alors la date d'intervention. Les déchets sont réputés être collectés exclusivement dans des contenants (appartenant, mis à disposition ou loués au Client.). En cas de constat de déchets en vrac, le Prestataire pourra accepter de manière exceptionnelle la collecte qui sera facturée au Client au tarif en vigueur, selon la quantité estimée en équivalent-bac. Le Prestataire tiendra les justificatifs de la présence du vrac au sol collecté, à disposition du Client jusqu'à la date d'extinguibilité de la facture. L'envoi par mail ou tout autre moyen du Bon d'Intervention au Client atteste de l'intervention du Prestataire et vaut facile acceptation du Client.

9. Réception des déchets – Procédures de refus – requalification et décode

Lors du déchargement, le Prestataire contrôle la conformité des déchets à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières. Dans le cas de la collecte mutualisée, où le déchet présent dans le contenant n'est pas conforme à celui prévu au contrat, des frais supplémentaires d'un montant de 15 € par contenant non conforme peuvent être appliqués. Ce montant permet de couvrir les coûts de "sur-tri" induit par la pollution du gisement de la tournée. Le Prestataire refusera tout chargement incluant des déchets qui ne seraient pas autorisés par l'arrêté préfectoral d'exploitation du site. L'ensemble des frais de retour seront à la charge du Client. Un apport répété de tels déchets pourra justifier un refus d'accéder au site. Dans le cas où le portique de détection de radioactivité, présent en entrée de site, signalerait un niveau de radioactivité déclenchant la procédure applicable à un tel cas, l'ensemble des frais consécutifs seront répercutés au Client. Les coûts de gestion supplémentaires afférents au traitement des déchets autorisés par l'arrêté du site mais non conformes à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières seront facturés au Client.

En cas de pollution des déchets valorisables par des déchets non valorisables, il sera opéré une requalification de la fraction de chargement polluée voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables et non valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable, facturée à minima au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques augmenté des éventuels frais supplémentaires de tri et transports. En cas de pollution de déchets valorisables par d'autres déchets valorisables, il sera opéré : une requalification de la fraction polluée du chargement voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur des fractions valorisables commercialisées distinctement mais que le mélange reste valorisable, sans rachat de la fraction requalifiée et avec facturation au Client des éventuels frais supplémentaires de tri et transport. La facturation de l'ensemble du chargement au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques si la séparation des différentes fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable et que le mélange n'est pas valorisable.

Le reclassement du lot pollué, pour quelle que cause que ce soit, entraîne la facturation des frais suivants :

Si le taux d'impuretés est compris entre 1 et 10%, des frais de sur-tri seront appliqués sur la totalité des tonnes du lot réceptionné : 70 €/Tonne dans le cas d'un lot papier, bois, ou cartons, 100 €/Tonne dans le cas d'un lot plastique et 150 €/Tonne dans le cas d'un lot gravats, béton, terres, déchets verts, verre plat (du BTP). Sur la fraction non conforme des frais de déclassement seront appliqués. Sur la fraction conforme des frais de conditionnement à 35€/Tonne seront appliqués. Le rachat matière sera effectué uniquement sur la fraction conforme, au tarif mentionné sur le présent contrat. En cas de pollution de déchets non dangereux par des déchets dangereux ou interdits, la non-conformité constatée à réception sur site entraîne le reclassement de l'intégralité du lot pollué et la facturation de 500€ / Tonne.

Des photos justifiant la requalification pourront être fournies, sur demande, au Client durant 3 mois.

En fonction du taux d'humidité constaté par le prestataire, le lot pourra faire l'objet d'une décode pour la quote-part d'eau contenu dans le chargement. Les bons numérotés indiquant le poids, la nature et le niveau de qualité des déchets réceptionnés sur les sites de valorisation, ainsi que les exutoires utilisés pour les déchets issus du tri et/ou les déclassements globaux sont tenus à la disposition du Client. Le Client pourra ponctuellement, solliciter au préalable avant livraison, l'isolement du chargement dans le cas où il ferait l'objet d'une requalification. Le Client aura un délai de 24 heures pour effectuer un contrôle contradictoire sur site.

10. Obligation de tri et de caractérisation.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AGEC), le Client justifie auprès du Prestataire de respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2 du Code de l'environnement. Dès la signature du présent Contrat et, dans tous les cas, en amont de toute réception de déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire du Contrat, le Client transmettra au Prestataire une attestation de tri à la source conforme au modèle annexé à la fiche d'information préalable (FIP) ou à tout modèle dont l'utilisation serait rendue obligatoire par les pouvoirs publics. Le Client s'interdit de confier au Prestataire, aux fins d'élimination par enfouissement, des déchets non ultimes et/ou valorisables, conformément aux articles L.541-2-1 et R.541-48-3-1 du Code de l'environnement. Les déchets non valorisables non dangereux confiés au Prestataire en vue de leur élimination devront faire l'objet d'un rapport annuel de caractérisation, tel que prévu par l'arrêté ministériel du 16 septembre 2021, préalablement à toute prestation de réception de ces déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du Contrat. Toute violation du présent article pourra entraîner un refus de gestion du ou des déchets du Client par le Prestataire, sans que le Client ne puisse réclamer une quelconque indemnité. En cas de réception par le Prestataire de déchets valorisables et/ou non ultime sur une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), le Prestataire en informera la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et l'administration fiscale. Le Prestataire pourra, le cas échéant, répercuter au Client l'application du taux maximum de TGAP prévu à l'article 266 nonies du code des douanes et lui facturer.

11. Force Majeure

Le Prestataire n'est pas tenu en cas de force majeure tels que pénurie de carburant, défaillance des services publics, grève, catastrophes naturelles, guerre, retrait ou suspension des autorisations d'exploitation sans que cette énumération ne soit limitative.

12. Résiliation

En cas de manquement par le Client à l'une quelconque des obligations nées des présentes conditions, et notamment en cas de non-paiement de l'une des échéances, ou d'apports répétés de déchets non conformes ou interdits, le Prestataire pourra résilier le contrat 15 jours après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. En cas de résiliation anticipée du contrat du fait, ou de par, la faute du Client, le Prestataire percevra une indemnité forfaitaire de résiliation équivalente à la moyenne des facturations mensuelles faites au Client depuis le début des prestations multipliée par la moitié du nombre de mois restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat. En outre les frais de retrait du matériel et de traitement éventuel seront facturés au Client. Hormis le cas évoqué ci-dessus, le contrat est conclu pour la durée mentionnée aux conditions particulières et ses conditions révisables à date anniversaire.

13. Cas particulier de la vente de matières par le Prestataire.

Lors de la vente de matières par le Prestataire, le transfert de propriété de la matière livrée est effectué sous réserve du paiement intégral du prix. Le Client est tenu d'informer ses créanciers de la réserve de propriété stipulée en faveur du Prestataire. Le défaut de paiement, même partiel, autorise le Prestataire, nonobstant toute clause contraire, à récupérer la matière chez le Client, après première présentation d'une mise en demeure avec accusé de réception. Le droit de revendication s'exerce également en cas de procédure collective ouverte à l'encontre du Client. En cas de revente de la matière, le Client s'engage à régler immédiatement au Prestataire la part du prix restant due. De même, si revente, le Client s'engage à avertir immédiatement le Prestataire pour lui permettre d'exercer éventuellement son droit de revendication sur la matière à l'égard du tiers acquéreur. La restitution de la matière s'effectuera aux frais et risques du Client.

14. Loi applicable

Litige Les présentes conditions sont soumises à la loi française. Tout litige est de la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris.



Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le 16/09/2026
ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE

Facture N° K043168809

Période de facturation : 01/06/2025 au 30/06/2025

SUEZ RV Ile-de-France

AGENCE OUEST

avenue Ozanne

78440 PORCHEVILLE

Téléphone: 0969321010

Mail: contact.idfnordouest.rv@suez.com

Adresse de votre siège: ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

ANTONINE - CARREFOUR MARKET

A L'ATTENTION DE M M

ROUTE DE ROUEN

95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement	Echéance
30/06/2025	7548-481227		Prélèvement automatique Clients	29/08/2025

Résumé des prestations effectuées	TVA	Qté	Unité	PU	Total HT
Contacts: . Récupérer un document : Rendez-vous sur https://espace-entreprises-rv.suez.fr/ . Transmettre un avis de virement : encaissements.rennes.rv@suez.com . Transmettre votre facture de rachat matière: facturefournisseur.rvf.fr@suez.com					
CARREFOUR MARKET RUE DE ROUEN/MAGNY EN VEXIN 95420					
Dossier N° K043017553 COLLECTE 2 BAC 660L DIB					
Matière : Déchets non recyclables en mélange (CED 200301.)					
- Location Bac roulant 660 L 20% (01/06/2025-05/06/2025)	20%	0,33	UP	8,28	2,73
- Forfait Bac roulant 660 L Levé et traité	20%	3,00	UP	15,91	47,73
- Forfait Bac roulant 660 L Levé et traité	20%	18,00	UP	15,91	286,38
- Passage véhicule 20%	20%	2,00	UP	17,10	34,20
- Passage véhicule 20%	20%	6,00	UP	17,10	102,60
Dossier N° K043017560 COLLECTE 3 BAC 240L BIO DECHETS ALIMENTAIRES					
Matière : Bio déchets (alimentaires et SPA) (CED 160306.)					
- Location Bac roulant 240 L 20% (01/06/2025-30/06/2025)	20%	3,00	UP	6,50	19,50
- Forfait Bac roulant 240 L Levé et traité	20%	27,00	UP	10,90	294,30



Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le 16/09/2026
ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE

Facture N° K043168809

Période de facturation : 01/06/2025 au 30/06/2025

SUEZ RV Ile-de-France
AGENCE OUEST
avenue Ozanne
78440 PORCHEVILLE
Téléphone: 0969321010
Mail: contact.idfnordouest.rv@suez.com
Adresse de votre siège: ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement	Echéance
30/06/2025	7548-481227		Prélèvement automatique Clients	29/08/2025

Résumé des prestations effectuées	TVA	Qté	Unité	PU	Total HT
MONTANT DU REPORT					787,44
- Passage véhicule 20%	20%	9,00	UP	21,90	197,10
NOUVEAU ! Pour toute question relative à votre facture, écrivez-nous à contact.idfnordouest.rv@suez.com Nos équipes vous répondront dans les plus brefs délais.					

HT	Taux	TVA	Montant TTC
984,54	20%	196,91	1 181,45
Total HT		Total TVA	Net à payer TTC - EUR
984,54		196,91	1 181,45

Domiciliation Bancaire : BNP PARIBAS Code banque 30004 - Code guichet 00350 - BIC BNPAFRPP IBAN FR7630004003500001014297323 TVA CE : FR04 662 014 489 A l'encasement	Aucun escompte pour paiement anticipé. En cas de retard de paiement, seront appliqués, en sus de l'indemnité forfaitaire de 40 E, des frais de retard d'un montant égal au taux de refinancement de la BCE majoré de dix points.
--	--

Siège Social : Tour ALTIPLANO - 4 PLACE DE LA PYRAMIDE 92800 PUTEAUX
Tél: 01.58.81.30.00 SAS au capital de 9 046 234 Euros - RCS
Nanterre B662 014 489 - APE 3811Z

Total HT 984,54
Total TVA 196,91

Montant dû TTC
1 181,45

Merci d'adresser votre règlement
accompagné du coupon détachable
à l'adresse suivante :

SUEZ RV Ile-de-France
TSA 80071
41976 BLOIS CEDEX 9
N° pièce : K043168809
N° Client : 7548-481227
Échéance : 29/08/2025
Montant TTC : 1 181,45 EUR

- pour les règlements par chèque, merci de mentionner sur l'ORDRE le nom précis de
l'entité Suez payée et au VERSO de reporter le n° de la facture et de coller le papillon
- pour les règlements par virement, merci d'intituler dans l'OBJET du paiement les n°
de factures réglées



Envoyé en préfecture le 16/09/2026

Reçu en préfecture le 16/09/2026

Publié le 16/09/2026



ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE

Détail facture N° K043168809

Période de facturation : 01/06/2025 au 30/06/2025

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

N° dossier K043017553
COLLECTE 2 BAC 660L DIB

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
05/06/25	BM2018	K0431245511	Collecte	Bac 660L	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
05/06/25	BM2018	K0431245511	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
05/06/25	KFF117	K0431245496	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
05/06/25	KFF117	K0431245496	Retrait	Bac 660L	2,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
12/06/25	BM2018	K0431245512	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
12/06/25	BM2018	K0431245512	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
16/06/25	BM2021	K0431245508	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
16/06/25	BM2021	K0431245508	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
19/06/25	BM2019	K0431245513	Collecte	Bac 660L	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
19/06/25	BM2019	K0431245513	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
23/06/25	BM2021	K0431245509	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
23/06/25	BM2021	K0431245509	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
26/06/25	BM2018	K0431245514	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
26/06/25	BM2018	K0431245514	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
30/06/25	BM2021	K0431245510	Collecte	Bac 660L	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
30/06/25	BM2021	K0431245510	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé

N° dossier K043017560
COLLECTE 3 BAC 240L BIO DECHETS ALIMENTAIRES

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
05/06/25	BM2018	K0431245519	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
05/06/25	BM2018	K0431245519	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
12/06/25	BM2018	K0431245520	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
12/06/25	BM2018	K0431245520	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
12/06/25	BM2018	K0431246981	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
12/06/25	BM2018	K0431246981	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
14/06/25	BM2019	K0431246946	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
14/06/25	BM2019	K0431246946	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
16/06/25	BM2021	K0431245516	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
16/06/25	BM2021	K0431245516	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
18/06/25	KFF117	K0431247257	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
18/06/25	KFF117	K0431247257	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
21/06/25	BM2018	K0431247337	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
21/06/25	BM2018	K0431247337	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
24/06/25	BM2020	K0431247336	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
24/06/25	BM2020	K0431247336	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
27/06/25	BM2020	K0431251736	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
27/06/25	BM2020	K0431251736	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et

1. Application

Sauf dérogation signée par une personne habilitée par le Client et le Prestataire, les présentes Conditions sont applicables aux prestations de services, de vente d'études et de prestations intellectuelles, et d'achats/ventes de matières excédentaires du Prestataire.

2. Commandes – Livraison

Les commandes ne sont définitives que lorsqu'elles ont été acceptées par écrit par le Prestataire. En l'absence de bon de commande, le Client s'engage à régler la facture du Prestataire. Les contreordres, modifications ou annulations ne sont valables que s'ils sont donnés par écrit dans un délai raisonnable et accepté par le Prestataire avant le début de la prestation. Le délai de prévenance standard permettant le début opérationnel des prestations est de 72h à partir du devis signé. En deçà, le prestataire se réserve le droit de fixer ses conditions ou de refuser d'opérer. La mise en place des matériels destinés à la collecte des déchets ne pourra intervenir qu'après accord express du Prestataire sur l'emplacement choisi. Les délais de livraison des matériels sont donnés à titre indicatif et sont établis en fonction des possibilités d'approvisionnement et de transport du Prestataire. Si la livraison est retardée du fait du Client, le Prestataire pourra résilier l'engagement cinq jours francs après la date de livraison convenue avec demande de dommages-intérêts au Client pour préjudice subi.

3. Prix – Conditions de paiement – Pénalités.

Les prix sont ceus en vigueur au moment de la passation de la commande, ils sont stipulés en euros et hors taxes. Ils sont révisibles tous les ans. Des frais de gestion administratifs et réglementaires peuvent être appliqués pour couvrir les coûts liés aux obligations légales, administratives et de suivi des prestations. Ces frais pourront être ajoutés à la charge de facturation. La TGAP est reportée sur le Client à son taux en vigueur au moment de la prestation. En cas d'évolution du taux de TGAP facturé, Le Client se verra facturer ce complément de TGAP s'il est à la hausse. En cas de baisse de la TGAP du fait d'investissements portés par Le Prestataire afin de changer de branche de TGAP, Le Client se verra appliquer le taux réel de TGAP et facturer en supplément du prix de traitement initial hors TGAP un différentiel d'un même montant afin de prendre en compte les investissements réalisés. Si en cours de contrat, de nouvelles taxes fiscales ou parafiscales, majorations ou charges légales étaient imposées, le Prestataire sera autorisé à les répercuter de plein droit sur ses tarifs sous réserve d'en apporter la justification et l'information écrite préalable au Client. Indépendamment des obligations faites par l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux ISDND. La fiche d'information préalable répond à l'obligation d'information du producteur mentionnée à l'article L.541-7-1 du code de l'environnement. Elle engage la responsabilité du producteur et celle de SUEZ sur la base des informations fournies. La facture intègre des frais de conditionnement pour la préparation à la vente des matières valorisables sauf convention expresse, les factures sont payables au siège du Prestataire, à 30 jours nets de la date de facture, sans escompte ; les traites doivent être retournées acceptées au plus tard dans les 10 jours à la date de la facture. Les factures pro-forma émises à titre provisoire doivent être validées par le Client dans un délai de 10 jours à compter de leur réception. À défaut de réponse du Client dans ce délai, la facture pro-forma sera réputée acceptée et la facture définitive sera émise de plein droit à l'issue de cette période. Passé un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la facture sans observation écrite du Client, cette dernière et les prestations correspondantes seront réputées acceptées et ne pourront plus faire l'objet de réclamations. En outre, le Client renonce à l'application de l'article 1223 du Code Civil. Pour certains déchets valorisables qui font l'objet d'un achat par le Prestataire au Client, ce dernier produira une facture au Prestataire sur la base des bons de rachat matières fournis par le Prestataire. La facture du Client est payable à 45 jours de la date de facture. Dans le cas où le bon de rachat matière (BRM) est négatif, une facturation sur une ligne intitulée "Contribution à la filière de recyclage" vous sera adressée. Toute somme figurant sur la facture établie par le Prestataire, non payée à l'échéance, entraîne de plein droit dès le jour suivant la date de règlement portée sur ladite facture (i) l'application de pénalités d'un montant égal au taux de refinancement semestriel de la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de dix (10) points, (ii) une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € minimum conformément à l'article D441-5 du Code de commerce. Si les frais de recouvrement engagés par le Prestataire sont supérieurs à 40 €, ce dernier pourra facturer au Client ces frais supplémentaires sur justificatifs (iii) et/ou le droit, au profit du Prestataire de suspendre l'exécution des Prestations en cours et/ou d'exiger un paiement en contre remboursement pour les Prestations futures jusqu'à complet apurement de la situation et/ou la compensation des montants dus avec toute somme à devoir à quelque titre que ce soit à l'égard du Client défaillant, (iv) l'application de la déchéance du terme des autres factures et ce, sans aucune formalité préalable. Au cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme un refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement. Même en cas de litige sur son libellé ou son contenu, toute facture qui fera, le cas échéant, l'objet d'une régularisation ultérieure, doit être payée à son échéance. Dans l'hypothèse où le Client est redevable de plusieurs paiements à l'égard du Prestataire, il est convenu que l'imputation des paiements s'effectuera sur les dettes les plus anciennes. En conséquence, le Client renonce expressément aux dispositions de l'article 1342-10 du Code civil. En cas de bouleversement de l'équilibre économique des relations contractuelles, pour quelque raison que ce soit, le Prestataire peut demander par LRAR le réexamen du prix et en cas de désaccord pour poursuivre les relations commerciales, la résiliation du contrat.

4. Conditions d'utilisation des matériels destinés à recevoir des déchets.

Le Client s'engage à utiliser le matériel loué en conformité avec sa destination à l'exclusion de toute autre utilisation. Sauf stipulation contraire écrite du Prestataire, le matériel est à la disposition exclusive du Client. Le choix, les autorisations et l'accès libre des emplacements destinés à recevoir le matériel incombent au Client, sous son entière responsabilité notamment en matière de sécurité. Il s'assurera des autorisations de stationnement et de balisage de jour comme de nuit. Sauf accord écrit du Prestataire, ce dernier est seul habilité à déplacer le matériel. Tout déplacement du matériel, à la suite d'une demande du Client, qui se révélerait inutile, soit en raison de l'encombrement de l'accès à l'emplacement désigné pour déposer ou enlever le matériel, soit en raison d'un chargement non terminé, fera l'objet d'une facturation complémentaire. En cas d'avaries ou de dégradation partielle ou totale du matériel hors périodes de manutention par le Prestataire, le Client sera tenu envers le Prestataire de la valeur de remplacement du matériel ou du montant des réparations à effectuer, y compris les frais de main-d'œuvre et de déplacement, sans attendre le résultat du recours formulé éventuellement par lui-même auprès de sa compagnie d'assurance. En cas de nécessité de remplacement d'un bac cassé, volé ou perdu un montant forfaitaire de 200€ sera facturé. Ce montant permet de couvrir les frais de retrait/dépôt et de remplacement du matériel. L'état du matériel, qui doit être restitué en bon état d'entretien et de marche, sera constaté à la fin du contrat, avant restitution. Le volume utile d'un conteneur étant calculé ras-bord, son chargement ne peut en dépasser les bords supérieurs. En cas d'enlèvement de déchets de forte densité, le Client devra s'assurer du niveau maximal que pourra atteindre le chargement pour respecter la réglementation routière en matière de poids total autorisé. Le Client doit prendre toute précaution afin d'éviter toute adhésion des déchets au matériel. En cas de non-respect de ces recommandations, le chauffeur pourra refuser l'enlèvement du conteneur surchargé. De même, les conséquences des verbalisations dressées par les agents assermentés ainsi que les conséquences des accidents seront répercutées sur le Client. Le Client veillera, en cas d'utilisation d'un matériel muni d'un système électrique de compaction, à la conformité de l'installation électrique alimentant ce matériel et au respect des consignes de sécurité, notamment à l'arrêt du matériel pendant les opérations de chargement.

5. Propriété des matériels mis à disposition.

Le matériel reste la propriété entière et exclusive du Prestataire. Le Client ne peut transmettre aucun droit réel sur le matériel et s'interdit de le donner en gage ou de le comprendre parmi les éléments figurant à un nantissement. Il s'interdit également toute sous-location, prêt à usage ou autre, sous quelque forme que ce soit. En cas de saisie-arrest, redressement judiciaire, liquidation ou de toute autre intervention d'un tiers sur les matériels, le Client devra impérativement en informer le Prestataire sans délai afin de lui permettre de s'y opposer et de préserver ses droits.

6. Assurance – Responsabilité.

Dès la livraison du matériel, le Client en a la garde et engage sa responsabilité en application des dispositions du Code civil. En conséquence, le Client doit souscrire les polices d'assurances couvrant cette responsabilité. En cas de sinistre, le Client devra en informer sans délai le Prestataire en précisant les circonstances et ses conséquences. Le Prestataire sera responsable, dans la limite du montant annuel HT de la prestation, par sinistre et par an, de tout dommage matériel qui pourrait être causé par lui-même, ses préposés et/ou ses sous-traitants au Client et à ses biens. Les dommages immatériels sont exclus de la responsabilité du Prestataire.

7. Réclamations

Toute réclamation sur les vices apparents ou sur la non-conformité du matériel déposé, doit être formulée par écrit dans les 8 jours de la réception du matériel. Il appartiendra au Client de fournir toute justification quant à la réalité des vices ou anomalies constatés.

8. Accès au site du Client et collecte.

La collecte des déchets peut s'effectuer dans le cadre d'une collecte dédiée au Client, ou d'une collecte mutualisée avec des tiers. En cas de collecte dédiée, la collecte sera effectuée dans un délai de 48h lorsque la demande est effectuée, par courrier électronique, avant 16h. Le Client met tout en œuvre pour que les véhicules du Prestataire soient présents le moins de temps possible sur le site de collecte. Un temps d'attente du véhicule de collecte au-delà de 15 minutes fera l'objet d'une facturation par quart d'heure indivisible, à 30,00 € ¼ heure. Le Prestataire tiendra les justificatifs du temps d'attente, à disposition du Client jusqu'à la date d'expiration de la facture. Le passage à vide, du fait d'une impossibilité de réaliser une collecte planifiée imputable au client, ou du fait de la présence de déchets non conformes détectée lors de la collecte, sera facturé au prix de la collecte dans

le cas d'une collecte dédiée et au prix du passage dans le cas d'une collecte mutualisée. Un passage supplémentaire est possible en supplément, sur demande écrite de la part du Client au service planning du Prestataire, qui communiquera alors la date d'intervention. Les déchets sont réputés être collectés exclusivement dans des conteneurs (appartenant, mis à disposition ou loués au Client). En cas de constat de déchets en vrac, le Prestataire pourra accepter de manière exceptionnelle la collecte qui sera facturée au Client au tarif en vigueur, selon la quantité estimée en équivalent-bac Le Prestataire tiendra les justificatifs de la présence du vrac au sol collecté, à disposition du Client jusqu'à la date d'expiration de la facture. L'envoi par mail ou tout autre moyen du Bon d'intervention au Client atteste de l'intervention du Prestataire et vaut tacite acceptation du Client.

9. Réception des déchets – Procédures de refus – requalification et décode

Lors du déchargement, le Prestataire contrôle la conformité des déchets à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières. Dans le cas de la collecte mutualisée, où le déchet présent dans le conteneur n'est pas conforme à celui prévu au contrat, des frais supplémentaires d'un montant de 15 € par conteneur non conforme peuvent être appliqués. Ce montant permet de couvrir les coûts de "sur-tri" induit par la pollution du gisement de la tournée. Le Prestataire refusera tout chargement induisant des déchets qui ne seraient pas autorisés par l'arrêté préfectoral d'exploitation du site. L'ensemble des frais de retour seront à la charge du Client. Un apport répété de tels déchets pourra justifier un refus d'accéder au site. Dans le cas où le portique de détection de radioactivité, présent en entrée de site, signalerait un niveau de radioactivité déclenchant la procédure applicable à un tel cas, l'ensemble des frais consécutifs seront répercutés au Client. Les coûts de gestion supplémentaires afférents au traitement des déchets autorisés par l'arrêté du site mais non conformes à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières seront facturés au Client :

En cas de pollution des déchets valorisables par des déchets non valorisables, il sera opéré une requalification de la fraction de chargement polluée voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables et non valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable, facturée à minima au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques augmenté des éventuels frais supplémentaires de tri et transports. En cas de pollution de déchets valorisables par d'autres déchets valorisables, la séparation des fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur des fractions valorisables commercialisées distinctement mais que le mélange reste valorisable, sans rachat de la fraction requalifiée et avec facturation au Client des éventuels frais supplémentaires de tri et transport. La facturation de l'ensemble du chargement au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques si la séparation des différentes fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable et que le mélange n'est pas valorisable.

Le recyclage du lot pollué, pour quelle cause que ce soit, entraîne la facturation des frais suivants : Si le taux d'impuretés est compris entre 1 et 10%, des frais de sur-tri seront appliqués sur la totalité des tonnes du lot réceptionné : 70 € /Tonne dans le cas d'un lot papier, bois, ou cartons, 100 €/Tonne dans le cas d'un lot plastique et 150€/Tonne dans le cas d'un lot gravats, béton, terres, déchets verts, verre plat (du BTP). Sur la fraction non conforme des frais de déclasserement seront appliqués. Sur la fraction conforme des frais de conditionnement à 35€/Tonne seront appliqués. Le rachat matière sera effectué uniquement sur la fraction conforme, au tarif mentionné sur le présent contrat. En cas de pollution de déchets non dangereux par des déchets dangereux ou interdits, la non-conformité constatée à réception sur site entraîne le recyclage de l'intégralité du lot pollué et la facturation de 500€ / Tonne.

Des photos justifiant la requalification pourront être fournies, sur demande, au Client durant 3 mois.

En fonction du taux d'humidité constaté par le prestataire, le lot pourra faire l'objet d'une décode pour la quote-part d'eau contenu dans le chargement. Les bons numérotés indiquant le poids, la nature et le niveau de qualité des déchets réceptionnés sur les sites de valorisation, ainsi que les exutoires utilisés pour les déchets issus du tri et/ou les déclasserements globaux sont tenus à la disposition du Client. Le Client pourra ponctuellement, solliciter au préalable avant livraison, l'isolement du chargement dans le cas où il ferait l'objet d'une requalification. Le Client aura un délai de 24 heures pour effectuer un contrôle contradictoire sur site.

10. Obligation de tri et de caractérisation.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AEGC), le Client justifie auprès du Prestataire de respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2 du Code de l'environnement. Dès la signature du présent Contrat et, dans tous les cas, en amont de toute réception de déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire du Contrat, le Client transmettra au Prestataire une attestation de tri à la source conforme au modèle annexé à la fiche d'information préalable (FIP) ou à tout modèle dont l'utilisation serait rendue obligatoire par les pouvoirs publics. Le Client s'interdit de confier au Prestataire, aux fins d'élimination par enfouissement, des déchets non ultimes et/ou valorisables, conformément aux articles L.541-2-1 et R.541-48-3-1 du Code de l'environnement. Les déchets non valorisables non dangereux confiés au Prestataire en vue de leur élimination devront faire l'objet d'un rapport annuel de caractérisation, tel que prévu par l'arrêté ministériel du 16 septembre 2021, préalablement à toute prestation de réception de ces déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du Contrat. Toute violation du présent article pourra entraîner un refus de gestion du ou des déchets du Client par le Prestataire, sans que le Client ne puisse réclamer une quelconque indemnité. En cas de réception par le Prestataire de déchets valorisables et/ou non ultime sur une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), le Prestataire en informera la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et l'administration fiscale. Le Prestataire pourra, le cas échéant, répercuter au Client l'application du taux maximum de TGAP prévu à l'article 266 nonies du code des douanes et lui facturer.

11. Force Majeure

Le Prestataire n'est pas tenu en cas de force majeure tels que pénurie de carburant, défaillance des services publics, grève, catastrophes naturelles, guerre, retrait ou suspension des autorisations d'exploitation sans que cette énumération ne soit limitative.

12. Résiliation

En cas de manquement par le Client à l'une quelconque des obligations nées des présentes conditions, et notamment en cas de non-paiement de l'une des échéances, ou d'apports répétés de déchets non conformes ou interdits, le Prestataire pourra résilier le contrat 15 jours après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. En cas de résiliation anticipée du contrat du fait, ou de par, la faute du Client, le Prestataire percevra une indemnité forfaitaire de résiliation équivalente à la moyenne des facturations mensuelles faites au Client depuis le début des prestations multipliée par la moitié du nombre de mois restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat. En outre les frais de retrait du matériel et de traitement éventuel seront facturés au Client. Hormis le cas évoqué ci-dessus, le contrat est conclu pour la durée mentionnée aux conditions particulières et ses conditions révisibles à date anniversaire.

13. Cas particulier de la vente de matières par le Prestataire.

Lors de la vente de matières par le Prestataire, le transfert de propriété de la matière livrée est effectué sous réserve du paiement intégral du prix. Le Client est tenu d'informer ses créanciers de la réserve de propriété stipulée en faveur du Prestataire. Le défaut de paiement, même partiel, autorise le Prestataire, nonobstant toute clause contraire, à récupérer la matière chez le Client, après première présentation d'une mise en demeure avec accusé de réception. Le droit de revendication s'exerce également en cas de procédure collective ouverte à l'encontre du Client. En cas de revende de la matière, le Client s'engage à régler immédiatement au Prestataire la partie du prix restant due. De même, si revende, le Client s'engage à avertir immédiatement le Prestataire pour lui permettre d'exercer éventuellement son droit de revendication sur la matière à l'égard du tiers acquéreur. La restitution de la matière s'effectuera aux frais et risques du Client.

14. Loi applicable

Litige Les présentes conditions sont soumises à la loi française. Tout litige est de la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris.



Envoyé en préfecture le 16/09/2026

Reçu en préfecture le 16/09/2026

Publié le 16/09/2026

ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE



Facture N° K043169345

Période de facturation : 01/07/2025 au 31/07/2025

SUEZ RV Ile-de-France

AGENCE OUEST

avenue Ozanne

78440 PORCHEVILLE

Téléphone: 0969321010

Mail: contact.idfnordouest.rv@suez.com

Adresse de votre siège: ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

ANTONINE - CARREFOUR MARKET

A L'ATTENTION DE M M

ROUTE DE ROUEN

95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement	Echéance
31/07/2025	7548-481227		Prélèvement automatique Clients	29/09/2025

Résumé des prestations effectuées	TVA	Qté	Unité	PU	Total HT
Contacts: - Récupérer un document : Rendez-vous sur https://espace-entreprises-rv.suez.fr/ - Transmettre un avis de virement : encaissements.rennes.rv@suez.com - Transmettre votre facture de rachat matière: facturefournisseur.rvf.fr@suez.com					
CARREFOUR MARKET RUE DE ROUEN/MAGNY EN VEXIN 95420					
Dossier N° K043017553 COLLECTE 2 BAC 660L DIB					
Matière : Déchets non recyclables en mélange (CED 200301.)					
- Location Bac roulant 660 L 20% (03/07/2025-31/07/2025)	20%	1,87	UP	8,28	15,48
- Forfait Bac roulant 660 L Levé et traité	20%	25,00	UP	15,91	397,75
- Passage véhicule 20%	20%	8,00	UP	17,10	136,80
Dossier N° K043017560 COLLECTE 3 BAC 240L BIO DECHETS ALIMENTAIRES					
Matière : Bio déchets (alimentaires et SPA) (CED 160306.)					
- Location Bac roulant 240 L 20% (01/07/2025-31/07/2025)	20%	3,00	UP	6,50	19,50
- Forfait Bac roulant 240 L Levé et traité	20%	24,00	UP	10,90	261,60
- Passage véhicule 20%	20%	8,00	UP	21,90	175,20
NOUVEAU ! Pour toute question relative à votre facture, écrivez-nous à contact.idfnordouest.rv@suez.com Nos équipes vous répondront dans les plus brefs délais.					

HT	Taux	TVA	Montant TTC
1 006,33	20%	201,27	1 207,60
Total HT		Total TVA	Net à payer TTC - EUR 1 207,60
1 006,33		201,27	

Total HT 1 006,33

Total TVA 201,27

Montant dû TTC

1 207,60

Merci d'adresser votre règlement
accompagné du coupon détachable
à l'adresse suivante :

SUEZ RV Ile-de-France

TSA 80071

41976 BLOIS CEDEX 9

N° pièce : K043169345

N° Client : 7548-481227

Échéance : 29/09/2025

Montant TTC : 1 207,60 EUR

Domiciliation Bancaire : BNP PARIBAS
Code banque 30004 - Code guichet 00350 - BIC BNPAFRPP
IBAN FR7630004003500001014297323
TVA CE : FR04 662 014 489
A l'encaissement

Aucun escompte pour paiement anticipé. En cas de retard de paiement, seront appliqués, en sus de l'indemnité forfaitaire de 40 E, des frais de retard d'un montant égal au taux de refinancement de la BCE majoré de dix points.

Siège Social : Tour ALTIPLANO - 4 PLACE DE LA PYRAMIDE 92800 PUTEAUX
Tél: 01.58.81.30.00 SAS au capital de 9 046 234 Euros - RCS
Nanterre B662 014 489 - APE 3811Z

- pour les règlements par chèque, merci de mentionner sur l'ORDRE le nom précis de l'entité Suez payée et au VERSO de reporter le n° de la facture et de coller le papillon
- pour les règlements par virement, merci d'intituler dans l'OBJET du paiement les n° de factures réglées

Détail facture N° K043109345

Période de facturation : 01/07/2025 au 31/07/2025

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

N° dossier **K043017553**
COLLECTE 2 BAC 660L DIB

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
03/07/25	BM2018	K0431249085	Collecte	Bac 660L	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
03/07/25	BM2018	K0431249085	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
07/07/25	BM2021	K0431249081	Collecte	Bac 660L	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
07/07/25	BM2021	K0431249081	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
10/07/25	BM2017	K0431252239	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
10/07/25	BM2017	K0431252239	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
16/07/25	BM2017	K0431252358	Collecte	Bac 660L	3,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
16/07/25	BM2017	K0431252358	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
21/07/25	BM0095	K0431252237	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
21/07/25	BM0095	K0431252237	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
24/07/25	BM2018	K0431252241	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
24/07/25	BM2018	K0431252241	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
28/07/25	BM2021	K0431252238	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
28/07/25	BM2021	K0431252238	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
31/07/25	BM2018	K0431252242	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
31/07/25	BM2018	K0431252242	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé

N° dossier **K043017560**
COLLECTE 3 BAC 240L BIO DECHETS ALIMENTAIRES

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
02/07/25	BM2020	K0431251731	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
02/07/25	BM2020	K0431251731	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
04/07/25	BM2020	K0431251737	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
04/07/25	BM2020	K0431251737	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
09/07/25	BM2020	K0431251732	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
09/07/25	BM2020	K0431251732	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
11/07/25	BM2020	K0431251738	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
11/07/25	BM2020	K0431251738	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
16/07/25	BM2020	K0431251733	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
16/07/25	BM2020	K0431251733	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
18/07/25	BM2020	K0431251739	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
18/07/25	BM2020	K0431251739	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
23/07/25	BM2020	K0431251734	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
23/07/25	BM2020	K0431251734	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
25/07/25	BM2020	K0431251740	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
25/07/25	BM2020	K0431251740	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et

1. Application

Sauf dérogation signée par une personne habilitée par le Client et le Prestataire, les présentes Conditions sont applicables aux prestations de services, de vente d'études et de prestations intellectuelles, et d'achats/ventes de matières exécutées par le Prestataire.

2. Commandes – Livraison

Les commandes ne sont définitives que lorsqu'elles ont été acceptées par écrit par le Prestataire. En l'absence de bon de commande, le Client s'engage à régler la facture du Prestataire. Les retards, modifications ou annulations ne sont valables que s'ils sont donnés par écrit dans un délai raisonnable et accepté par le Prestataire avant le début de la prestation. Le délai de prévenance standard permettant le début opérationnel des prestations est de 72h à partir du devis signé. En outre, le prestataire se réserve le droit de fixer ses conditions ou de refuser d'opérer. La mise en place des matériels destinés à la collecte des déchets ne pourra intervenir qu'après accord express du Prestataire sur l'emplacement choisi. Les délais de livraison des matériels sont donnés à titre indicatif et sont établis en fonction des possibilités d'approvisionnement et de transport du Prestataire. Si la livraison est retardée du fait du Client, le Prestataire pourra résilier l'engagement cinq jours francs après la date de livraison convenue avec demande de dommages-intérêts au Client pour préjudice subi.

3. Prix – Conditions de paiement – Pénalités

Les prix sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande, ils sont stipulés en euros et hors taxes. Ils sont révisibles tous les ans. Des frais de gestion administratifs et réglementaires peuvent être appliqués pour couvrir les coûts liés aux obligations légales, administratives et de suivi des prestations. Ces frais pourront être ajoutés à chaque facturation. La TGAP est reportée sur le Client à son taux en vigueur au moment de la prestation. En cas d'évolution du taux de TGAP facturé, le Client se verra facturer ce complément de TGAP s'il est à la hausse. En cas de baisse de la TGAP du fait d'investissements portés par le Prestataire afin de changer de tranche de TGAP, le Client se verra appliquer le taux réel de TGAP et facturer en supplément du prix de traitement initial hors TGAP un différentiel d'un même montant afin de prendre en compte les investissements réalisés. Si en cours de contrat, de nouvelles taxes fiscales ou parafiscales, majorations ou charges légales étaient imposées, le Prestataire sera autorisé à les répercuter de plein droit sur ses tarifs sous réserve d'en apporter la justification et information écrite préalable au Client. Indépendamment des obligations faites par l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux ISDND. La fiche d'information préalable répond à l'obligation d'information du producteur mentionnée à l'article L.541-7-1 du code de l'environnement. Elle engage la responsabilité du producteur et celle de SUEZ sur la base des informations fournies. La facture intègre des frais de conditionnement pour la préparation à la vente des matières valorisables sauf convention expresse, les factures sont payables au siège du Prestataire, à 30 jours nets de la date de facture, sans escompte ; les traites doivent être retournées acceptées au plus tard dans les 10 jours à la date de la facture. Les factures pro-forma émises à titre provisoire doivent être validées par le Client dans un délai de 10 jours à compter de leur réception. À défaut de réponse du Client dans ce délai, la facture pro-forma sera réputée acceptée et la facture définitive sera émise de plein droit à l'issue de cette période. Passé un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la facture sans observation écrite du Client, cette dernière et les prestations correspondantes seront réputées acceptées et ne pourront plus faire l'objet de réclamations. En outre, le Client renonce à l'application de l'article 1223 du Code Civil. Pour certains déchets valorisables qui font l'objet d'un achat par le Prestataire au Client, ce dernier produira une facture au Prestataire sur la base des bons de rachat matières fournis par le Prestataire. La facture du Client est payable à 45 jours de la date de facture. Dans le cas où le bon de rachat matière (BRM) est négatif, une facturation sur une ligne intitulée "Contribution à la filière de recyclage" vous sera adressée. Toute somme figurant sur la facture émise par le Prestataire, non payée à l'échéance, entraîne de plein droit dès le jour suivant la date de règlement portée sur ladite facture (i) l'application de pénalités d'un montant égal au taux de refinancement semestriel de la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de dix (10) points, (ii) une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € minimum conformément à l'article D441-5 du Code de commerce. Si les frais de recouvrement engagés par le Prestataire sont supérieurs à 40 €, ce dernier pourra facturer au Client ces frais supplémentaires sur justificatifs (iii) et/ou le droit, au profit du Prestataire de suspendre l'exécution des Prestations en cours et/ou d'exiger un paiement en contre remboursement pour les Prestations futures jusqu'à complet apurement de la situation et/ou la compensation des montants dus avec toute somme à devoir à quelque titre que ce soit à l'égard du Client défaillant, (iv) l'application de la déchéance du terme des autres factures et ce, sans aucune formalité préalable. Au cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme un refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement. Même en cas de litige sur son libellé ou son contenu, toute facture qui fera, le cas échéant, l'objet d'une régularisation ultérieure, doit être payée à son échéance. Dans l'hypothèse où le Client est redevable de plusieurs paiements à l'égard du Prestataire, il est convenu que l'imputation des paiements s'effectuera sur les dettes les plus anciennes. En conséquence, le Client renonce expressément aux dispositions de l'article 1342-10 du Code civil. En cas de bouleversement de l'équilibre économique des relations contractuelles, pour quelque raison que ce soit, le Prestataire peut demander par LRAR le réexamen du prix et en cas de désaccord pour poursuivre les relations commerciales, la résiliation du contrat.

4. Conditions d'utilisation des matériels destinés à recevoir des déchets

Le Client s'engage à utiliser le matériel loué en conformité avec sa destination à l'exclusion de toute utilisation. Sauf stipulation contraire écrite du Prestataire, le matériel est à la disposition exclusive du Client. Le choix, les autorisations et l'accès libre des emplacements destinés à recevoir le matériel incombent au Client, sous son entière responsabilité notamment en matière de sécurité. Il s'assurera des autorisations de stationnement et de balisage de jour comme de nuit. Sauf accord écrit du Prestataire, ce dernier est seul habilité à déplacer le matériel. Tout déplacement du matériel, à la suite d'une demande du Client, qui se révélerait inutile, soit en raison de l'encombrement de l'accès à l'emplacement désigné pour déposer ou enlever le matériel, soit en raison d'un chargement non terminé, fera l'objet d'une facturation complémentaire. En cas d'avarie ou de dégradation partielle ou totale du matériel hors périodes de maintenance par le Prestataire, le Client sera tenu envers le Prestataire de la valeur de remplacement du matériel ou du montant des réparations à effectuer, y compris les frais de main-d'œuvre et de déplacement, sans attendre le résultat du recours formulé éventuellement par lui-même auprès de sa compagnie d'assurance. En cas de nécessité de remplacement d'un bac cassé, volé ou perdu un montant forfaitaire de 200€ sera facturé. Ce montant permet de couvrir les frais de retrait/dépôt et de remplacement du matériel. L'état du matériel, qui doit être restitué en bon état d'entretien et de marche, sera constaté à la fin du contrat, avant restitution. Le volume utile d'un conteneur étant calculé ras-bord, son chargement ne peut en dépasser les bords supérieurs. En cas d'enlèvement de déchets de forte densité, le Client devra s'assurer du niveau maximal qui pourra atteindre le chargement pour respecter la réglementation routière en matière de poids total autorisé. Le Client doit prendre toute précaution afin d'éviter toute adhésion des déchets au matériel. En cas de non-respect de ces recommandations, le chauffeur pourra refuser l'enlèvement du conteneur surchargé. De même, les conséquences des verbalisations dressées par les agents assermentés ainsi que les conséquences des accidents seront répercutées sur le Client. Le Client veillera, en cas d'utilisation d'un matériel muni d'un système électrique de compaction, à la conformité de l'installation électrique alimentant ce matériel et au respect des consignes de sécurité, notamment à l'arrêt du matériel pendant les opérations de chargement.

5. Propriété des matériels mis à disposition

Le matériel reste la propriété entière et exclusive du Prestataire. Le Client ne peut transmettre aucun droit réel sur le matériel et s'interdit de le donner en gage ou de le comprendre parmi les éléments figurant à un nantissement. Il s'interdit également toute sous-location, prêt à usage ou autre, sous quelque forme que ce soit. En cas de saisie-arrest, redressement judiciaire, liquidation ou de toute autre intervention d'un tiers sur les matériels, le Client devra impérativement en informer le Prestataire sans délai afin de lui permettre de s'y opposer et de préserver ses droits.

6. Assurance – Responsabilité

Dès la livraison du matériel, le Client en a la garde et engage sa responsabilité en application des dispositions du Code civil. En conséquence, le Client doit souscrire les polices d'assurances couvrant cette responsabilité. En cas de sinistre, le Client devra en informer sans délai le Prestataire en précisant les circonstances et ses conséquences. Le Prestataire sera responsable, dans la limite du montant annuel HT de la prestation, par sinistre et par an, de tout dommage matériel qui pourrait être causé par lui-même, ses préposés et/ou ses sous-traitants au Client et à ses biens. Les dommages immatériels sont exclus de la responsabilité du Prestataire.

7. Réclamations

Toute réclamation sur les vices apparents ou sur la non-conformité du matériel déposé, doit être formulée par écrit dans les 8 jours de la réception du matériel. Il appartiendra au Client de fournir toute justification quant à la réalité des vices ou anomalies constatés.

8. Accès au site du Client et collecte

La collecte des déchets peut s'effectuer dans le cadre d'une collecte dédiée au Client, ou d'une collecte mutualisée avec des tiers. En cas de collecte dédiée, la collecte sera effectuée dans un délai de 48h lorsque la demande est effectuée, par courrier électronique, avant 16h. Le Client met tout en œuvre pour que les véhicules du Prestataire soient présents le moins de temps possible sur le site de collecte. Un temps d'attente du véhicule de collecte au-delà de 15 minutes fera l'objet d'une facturation par quart d'heure indivisible, à 30,00 € ¼ heure. Le Prestataire tiendra les justificatifs du temps d'attente, à disposition du Client jusqu'à la date d'exigibilité de la facture. Le passage à vide, du fait d'une impossibilité de réaliser une collecte planifiée imputable au client, ou du fait de la présence de déchets non conformes détectés lors de la collecte, sera facturé au prix de la collecte dans

le cas d'une collecte dédiée et au prix du passage dans le cas d'une collecte mutualisée. Un passage supplémentaire est possible en supplément, sur demande écrite de la part du Client au service planning du Prestataire, qui communiquera alors la date d'intervention. Les déchets sont réputés être collectés exclusivement dans des contenants (appartenant, mis à disposition ou loués au Client.). En cas de constat de déchets en vrac, le Prestataire pourra accepter de manière exceptionnelle la collecte qui sera facturée au Client au tarif en vigueur, selon la quantité estimée en équivalent-bac. Le Prestataire tiendra les justificatifs de la présence du vrac au sol collecté, à disposition du Client jusqu'à la date d'exigibilité de la facture. L'envoi par mail ou tout autre moyen du Bon d'Intervention au Client atteste de l'intervention du Prestataire et vaut tacite acceptation du Client.

9. Réception des déchets – Procédures de refus – requalification et décode

Lors du déchargement, le Prestataire contrôle la conformité des déchets à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières. Dans le cas de la collecte mutualisée, où le déchet présent dans le contenant n'est pas conforme à celui prévu au contrat, des frais supplémentaires d'un montant de 15 € par contenant non conforme peuvent être appliqués. Ce montant permet de couvrir les coûts de "sur-in" induit par la pollution du gisement de la tournée. Le Prestataire refusera tout chargement incluant des déchets qui ne seraient pas autorisés par l'arrêté préfectoral d'exploitation du site. L'ensemble des frais de retour seront à la charge du Client. Un apport répété de tels déchets pourra justifier un refus d'accéder au site. Dans le cas où le portique de détection de radioactivité, présent en entrée de site, signalerait un niveau de radioactivité déclenchant la procédure applicable à un tel cas, l'ensemble des frais consécutifs seront répercutés au Client. Les coûts de gestion supplémentaires afférents au traitement des déchets autorisés par l'arrêté du site mais non conformes à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières seront facturés au Client :

En cas de pollution des déchets valorisables par des déchets non valorisables, il sera opéré une requalification de la fraction de chargement polluée voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables et non valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable, facturée à minima au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques augmenté des éventuels frais supplémentaires de tri et transports. En cas de pollution de déchets valorisables par d'autres déchets valorisables, il sera opéré : une requalification de la fraction polluée du chargement voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur des fractions valorisables commercialisées distinctement mais que le mélange reste valorisable, sans rachat de la fraction requalifiée et avec facturation au Client des éventuels frais supplémentaires de tri et transport. La facturation de l'ensemble du chargement au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques si la séparation des différentes fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable et que le mélange n'est pas valorisable.

Le reclassement du lot pollué, pour quelle que cause que ce soit, entraîne la facturation des frais suivants :

Si le taux d'impuretés est compris entre 1 et 10%, des frais de sur-tri seront appliqués sur la totalité des tonnes du lot réceptionné : 70 €/Tonne dans le cas d'un lot papier, bois, os, cartons, 100 €/Tonne dans le cas d'un lot plastique et 150 €/Tonne dans le cas d'un lot gravats, béton, terres, déchets verres, verre plat (du BTP). Sur la fraction non conforme des frais de déclassement seront appliqués. Sur la fraction conforme des frais de conditionnement à 35€/Tonne seront appliqués. Le rachat matière sera effectué uniquement sur la fraction conforme, au tarif mentionné sur le présent contrat. En cas de pollution de déchets non dangereux par des déchets dangereux ou interdits, la non-conformité constatée à réception sur site entraîne le reclassement de l'intégralité du lot pollué et la facturation de 500€ / Tonne.

Des photos justifiant la requalification pourront être fournies, sur demande, au Client durant 3 mois.

En fonction du taux d'humidité constaté par le prestataire, le lot pourra faire l'objet d'une décode pour la quote-part d'eau contenu dans le chargement. Les bons numérotés indiquent le poids, la nature et le niveau de qualité des déchets réceptionnés sur les sites de valorisation, ainsi que les exutoires utilisés pour les déchets issus du tri et/ou les déclassements globaux sont tenus à la disposition du Client. Le Client pourra ponctuellement, solliciter au préalable avant livraison, l'isolement du chargement dans le cas où il ferait l'objet d'une requalification. Le Client aura un délai de 24 heures pour effectuer un contrôle contradictoire sur site.

10. Obligation de tri et de caractérisation

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AGEC), le Client justifie auprès du Prestataire de respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2 du Code de l'environnement. Dès la signature du présent Contrat et, dans tous les cas, en amont de toute réception de déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire du Contrat, le Client transmettra au Prestataire une attestation de tri à la source conforme au modèle annexé à la fiche d'information préalable (FIP) ou à tout modèle dont l'utilisation serait rendue obligatoire par les pouvoirs publics. Le Client s'interdit de confier au Prestataire, aux fins d'élimination par enfouissement, des déchets non ultimes et/ou valorisables, conformément aux articles L.541-2-1 et R.541-48-3-1 du Code de l'environnement. Les déchets non valorisables non dangereux confiés au Prestataire en vue de leur élimination devront faire l'objet d'un rapport annuel de caractérisation, tel que prévu par l'arrêté ministériel du 16 septembre 2021, préalablement à toute prestation de réception de ces déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du Contrat. Toute violation du présent article pourra entraîner un refus de gestion du ou des déchets du Client par le Prestataire, sans que le Client ne puisse réclamer une quelconque indemnité. En cas de réception par le Prestataire de déchets valorisables et/ou non ultime sur une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), le Prestataire en informera la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et l'administration fiscale. Le Prestataire pourra, le cas échéant, répercuter au Client l'application du taux maximum de TGAP prévu à l'article 266 nonies du code des douanes et lui facturer.

11. Force Majeure

Le Prestataire n'est pas tenu en cas de force majeure tels que pénurie de carburant, défaillance des services publics, grève, catastrophes naturelles, guerre, retrait ou suspension des autorisations d'exploitation sans que cette énumération ne soit limitative.

12. Résiliation

En cas de manquement par le Client à l'une quelconque des obligations nées des présentes conditions, et notamment en cas de non-paiement de l'une des échéances, ou d'apports répétés de déchets non conformes ou interdits, le Prestataire pourra résilier le contrat 15 jours après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. En cas de résiliation anticipée du contrat du fait, ou de par, la faute du Client, le Prestataire percevra une indemnité forfaitaire de résiliation équivalente à la moyenne des facturations mensuelles faites au Client depuis le début des prestations multipliée par la moitié du nombre de mois restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat. En outre les frais de retrait du matériel et de traitement éventuel seront facturés au Client. Hormis le cas évoqué ci-dessus, le contrat est conclu pour la durée mentionnée aux conditions particulières et ses conditions révisables à date anniversaire.

13. Cas particulier de la vente de matières par le Prestataire

Lors de la vente de matières par le Prestataire, le transfert de propriété de la matière livrée est effectué sous réserve du paiement intégral du prix. Le Client est tenu d'informer ses créanciers de la réserve de propriété stipulée en faveur du Prestataire. Le défaut de paiement, même partiel, autorise le Prestataire, nonobstant toute clause contraire, à récupérer la matière chez le Client, après première présentation d'une mise en demeure avec accusé de réception. Le droit de revendication s'exerce également en cas de procédure collective ouverte à l'encontre du Client. En cas de revente de la matière, le Client s'engage à régler immédiatement au Prestataire la partie du prix restant due. De même, si revente, le Client s'engage à avertir immédiatement le Prestataire pour lui permettre d'exercer éventuellement son droit de revendication sur la matière à l'égard du tiers acquéreur. La restitution de la matière s'effectuera aux frais et risques du Client.

14. Loi applicable

Litige Les présentes conditions sont soumises à la loi française. Tout litige est de la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris.



Envoyé en préfecture le 16/09/2026

Reçu en préfecture le 16/09/2026

Publié le 16/09/2026



ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE

Facture N° K043169868

Période de facturation : 01/08/2025 au 31/08/2025

SUEZ RV Ile-de-France

AGENCE OUEST

avenue Ozanne

78440 PORCHEVILLE

Téléphone: 0969321010

Mail: contact.idfnordouest.rv@suez.com

Adresse de votre siège: ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

ANTONINE - CARREFOUR MARKET

A L'ATTENTION DE M M

ROUTE DE ROUEN

95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement	Echéance
31/08/2025	7548-481227		Prélèvement automatique Clients	30/10/2025

Résumé des prestations effectuées	TVA	Qté	Unité	PU	Total HT
Contacts: - Récupérer un document : Rendez-vous sur https://espace-entreprises-rv.suez.fr/ - Transmettre un avis de virement : encaissements.rennes.rv@suez.com - Transmettre votre facture de rachat matière: facturefournisseur.rvf.fr@suez.com					
CARREFOUR MARKET RUE DE ROUEN/MAGNY EN VEXIN 95420					
Dossier N° K043017553 COLLECTE 2 BAC 660L DIB					
Matière : Déchets non recyclables en mélange (CED 200301.)					
- Location Bac roulant 660 L 20% (01/08/2025-31/08/2025)	20%	2,00	UP	8,28	16,56
- Forfait Bac roulant 660 L Levé et traité	20%	32,00	UP	15,91	509,12
- Passage véhicule 20%	20%	8,00	UP	17,10	136,80
Dossier N° K043017560 COLLECTE 3 BAC 240L BIO DECHETS ALIMENTAIRES					
Matière : Bio déchets (alimentaires et SPA) (CED 160306.)					
- Location Bac roulant 240 L 20% (01/08/2025-31/08/2025)	20%	3,00	UP	6,50	19,50
- Forfait Bac roulant 240 L Levé et traité	20%	28,00	UP	10,90	305,20
- Passage véhicule 20%	20%	9,00	UP	21,90	197,10
NOUVEAU ! Pour toute question relative à votre facture, écrivez-nous à contact.idfnordouest.rv@suez.com Nos équipes vous répondront dans les plus brefs délais.					

HT	Taux	TVA	Montant TTC
1 184,28	20%	236,86	1 421,14
Total HT		Total TVA	Net à payer TTC - EUR
1 184,28		236,86	1 421,14

Total HT 1 184,28

Total TVA 236,86

Montant dû TTC
1 421,14Merci d'adresser votre règlement
accompagné du coupon détachable
à l'adresse suivante :Domiciliation Bancaire : BNP PARIBAS
Code banque 30004 - Code guichet 00350 - BIC BNPAFRPP
IBAN FR7630004003500001014297323
TVA CE : FR04 662 014 489
A l'encaissementAucun escompte pour paiement anticipé. En cas de retard de paiement, seront
appliqués, en sus de l'indemnité forfaitaire de 40 E, des frais de retard
d'un montant égal au taux de refinancement de la BCE majoré de dix points.SUEZ RV Ile-de-France
TSA 80071
41976 BLOIS CEDEX 9
N° pièce : K043169868
N° Client : 7548-481227
Échéance : 30/10/2025
Montant TTC : 1 421,14 EURSiège Social : Tour ALTIPLANO - 4 PLACE DE LA PYRAMIDE 92800 PUTEAUX
Tél: 01.58.81.30.00 SAS au capital de 9 046 234 Euros - RCS
Nanterre B662 014 489 - APE 3811Z- pour les règlements par chèque, merci de mentionner sur l'ORDRE le nom précis de
l'entité Suez payée et au VERSO de reporter le n° de la facture et de coller le papillon
- pour les règlements par virement, merci d'initier dans l'OBJET du paiement les n°
de factures réglées



Envoyé en préfecture le 16/09/2026

Reçu en préfecture le 16/09/2026

Publié le 16/09/2026

ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE



Détail facture N° K043109800

Période de facturation : 01/08/2025 au 31/08/2025

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

N° dossier K043017553
COLLECTE 2 BAC 660L DIB

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
04/08/25	BM0095	K0431254248	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
04/08/25	BM0095	K0431254248	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
07/08/25	BM2018	K0431254252	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
07/08/25	BM2018	K0431254252	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
11/08/25	BM0095	K0431254249	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
11/08/25	BM0095	K0431254249	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
14/08/25	BM2018	K0431254253	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
14/08/25	BM2018	K0431254253	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
18/08/25	BM2021	K0431254250	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
18/08/25	BM2021	K0431254250	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
21/08/25	BM2018	K0431254254	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
21/08/25	BM2018	K0431254254	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
25/08/25	BM2021	K0431254251	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
25/08/25	BM2021	K0431254251	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
28/08/25	BM2018	K0431254255	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
28/08/25	BM2018	K0431254255	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé

N° dossier K043017560
COLLECTE 3 BAC 240L BIO DECHETS ALIMENTAIRES

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
01/08/25	BM2020	K0431251741	Collecte	Bac 240L	4,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
01/08/25	BM2020	K0431251741	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
06/08/25	BM2020	K0431255361	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
06/08/25	BM2020	K0431255361	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
08/08/25	BM2020	K0431255365	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
08/08/25	BM2020	K0431255365	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
13/08/25	BM2020	K0431255362	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
13/08/25	BM2020	K0431255362	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
14/08/25	BM2018	K0431255366	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
14/08/25	BM2018	K0431255366	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
20/08/25	BM2020	K0431255363	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
20/08/25	BM2020	K0431255363	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
22/08/25	BM2020	K0431255367	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
22/08/25	BM2020	K0431255367	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
27/08/25	BM2020	K0431255364	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
27/08/25	BM2020	K0431255364	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
29/08/25	BM2020	K0431255368	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
29/08/25	BM2020	K0431255368	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et

1. Application

Sauf dérogation signée par une personne habilitée par le Client et le Prestataire, les présentes Conditions sont applicables aux prestations de services, de vente d'études et de prestations intellectuelles, et d'achats/ventes de matières exécutées par le Prestataire.

2. Commandes - Livraison

Les commandes ne sont définitives que lorsqu'elles ont été acceptées par écrit par le Prestataire. En l'absence de bon de commande, le Client s'engage à régler la facture du Prestataire. Les contrordres, modifications ou annulations ne sont valables que s'ils sont donnés par écrit dans un délai raisonnable et accepté par le Prestataire avant le début de la prestation. Le délai de prévenance standard permettant le début opérationnel des prestations est de 72h à partir du devis signé. En deçà, le prestataire se réserve le droit de fixer ses conditions ou de refuser d'opérer. La mise en place des matériels destinés à la collecte des déchets ne pourra intervenir qu'après accord express du Prestataire sur l'emplacement choisi. Les délais de livraison des matériels sont donnés à titre indicatif et sont établis en fonction des possibilités d'approvisionnement et de transport du Prestataire. Si la livraison est retardée du fait du Client, le Prestataire pourra résilier l'engagement cinq jours francs après la date de livraison convenue avec demande de dommages-intérêts au Client pour préjudice subi.

3. Prix - Conditions de paiement - Pénalités.

Les prix sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande, ils sont stipulés en euros et hors taxes. Ils sont révisibles tous les ans. Des frais de gestion administratifs et réglementaires peuvent être appliqués pour couvrir les coûts liés aux obligations légales, administratives et de suivi des prestations. Ces frais pourront être ajoutés à chaque facturation. La TGAP est reportée sur le Client à son taux en vigueur au moment de la prestation. En cas d'évolution du taux de TGAP facturé, le Client se verra facturer ce complément de TGAP s'il est à la hausse. En cas de baisse de la TGAP du fait d'investissements portés par le Prestataire afin de changer de tranche de TGAP, le Client se verra appliquer le taux réel de TGAP et facturer en supplément du prix de traitement initial hors TGAP un différentiel d'un même montant afin de prendre en compte les investissements réalisés. Si en cours de contrat, de nouvelles taxes fiscales ou parafiscales, majorations ou charges légales étaient imposées, le Prestataire sera autorisé à les répercuter de plein droit sur ses tarifs sous réserve d'en apporter la justification et information écrite préalable au Client. Indépendamment des obligations faites par l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux ISDND. La fiche d'information préalable répond à l'obligation d'information du producteur mentionnée à l'article L.541-7-1 du code de l'environnement. Elle engage la responsabilité du producteur et celle de SUEZ sur la base des informations fournies. La facture intègre des frais de conditionnement pour la préparation à la vente des matières valorisables sauf convention expresse, les factures sont payables au siège du Prestataire, à 30 jours nets de la date de facture, sans escompte ; les traites doivent être retournées acceptées au plus tard dans les 10 jours à la date de la facture. Les factures pro-forma émises à titre provisoire doivent être validées par le Client dans un délai de 10 jours à compter de leur réception. À défaut de réponse du Client dans ce délai, la facture pro-forma sera réputée acceptée et la facture définitive sera émise de plein droit à l'issue de cette période. Passé un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la facture sans observation écrite du Client, cette dernière et les prestations correspondantes seront réputées acceptées et ne pourront plus faire l'objet de réclamations. En outre, le Client renonce à l'application de l'article 1223 du Code Civil. Pour certains déchets valorisables qui font l'objet d'un achat par le Prestataire au Client, ce dernier produira une facture au Prestataire sur la base des bons de rachat matières fournis par le Prestataire. La facture du Client est payable à 45 jours de la date de facture. Dans le cas où le bon de rachat matière (BRM) est négatif, une facturation sur une ligne intitulée "Contribution à la filière de recyclage" vous sera adressée. Toute somme figurant sur la facture établie par le Prestataire, non payée à l'échéance, entraîne de plein droit dès le jour suivant la date de règlement portée sur ladite facture (i) l'application de pénalités d'un montant égal au taux de refinancement semestriel de la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de dix (10) points, (ii) une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € minimum conformément à l'article D441-5 du Code de commerce. Si les frais de recouvrement engagés par le Prestataire sont supérieurs à 40 €, ce dernier pourra facturer au Client ces frais supplémentaires sur justificatifs (iii) et/ou le droit, au profit du Prestataire de suspendre l'exécution des Prestations en cours et/ou d'exiger un paiement en contre remboursement pour les Prestations futures jusqu'à complet apurement de la situation et/ou la compensation des montants dus avec toute somme à devoir à quelque titre que ce soit à l'égard du Client défaillant, (iv) l'application de la déchéance du terme des autres factures et ce, sans aucune formalité préalable. Au cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme un refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement. Même en cas de litige sur son libellé ou son contenu, toute facture qui fera, le cas échéant, l'objet d'une régularisation ultérieure, doit être payée à son échéance. Dans l'hypothèse où le Client est redevable de plusieurs paiements à l'égard du Prestataire, il est convenu que l'imputation des paiements s'effectuera sur les dettes les plus anciennes. En conséquence, le Client renonce expressément aux dispositions de l'article 1342-10 du Code civil. En cas de bouleversement de l'équilibre économique des relations contractuelles, pour quelque raison que ce soit, le Prestataire peut demander par LRAR le réexamen du prix et en cas de désaccord pour poursuivre les relations commerciales, la résiliation du contrat.

4. Conditions d'utilisation des matériels destinés à recevoir des déchets

Le Client s'engage à utiliser le matériel loué en conformité avec sa destination à l'exclusion de toute utilisation. Sauf stipulation contraire écrite du Prestataire, le matériel est à la disposition exclusive du Client. Le choix, les autorisations et l'accès libre des emplacements destinés à recevoir le matériel incombent au Client, sous son entière responsabilité notamment en matière de sécurité. Il s'assurera des autorisations de stationnement et de balisage de jour comme de nuit. Sauf accord écrit du Prestataire, ce dernier est seul habilité à déplacer le matériel. Tout déplacement du matériel, à la suite d'une demande du Client, qui se révélerait inutile, soit en raison de l'encombrement de l'accès à l'emplacement désigné pour déposer ou enlever le matériel, soit en raison d'un chargement non terminé, fera l'objet d'une facturation complémentaire. En cas d'avarie ou de dégradation partielle ou totale du matériel hors périodes de maintenance par le Prestataire, le Client sera tenu envers le Prestataire de la valeur de remplacement du matériel ou du montant des réparations à effectuer, y compris les frais de main-d'œuvre et de déplacement, sans attendre le résultat du recours formulé éventuellement par lui-même auprès de sa compagnie d'assurance. En cas de nécessité de remplacement d'un bac cassé, volé ou perdu un montant forfaitaire de 200€ sera facturé. Ce montant permet de couvrir les frais de retrait/dépôt et de remplacement du matériel. L'état du matériel, qui doit être restitué en bon état d'entretien et de marche, sera constaté à la fin du contrat, avant restitution. Le volume utile d'un conteneur étant calculé ras-bord, son chargement ne peut en dépasser les bords supérieurs. En cas d'enlèvement de déchets de forte densité, le Client devra s'assurer du niveau maximal que pourra atteindre le chargement pour respecter la réglementation routière en matière de poids total autorisé. Le Client doit prendre toute précaution afin d'éviter toute adhésion des déchets au matériel. En cas de non-respect de ces recommandations, le chauffeur pourra refuser l'enlèvement du conteneur surchargé. De même, les conséquences des verbalisations dressées par les agents assermentés ainsi que les conséquences des accidents seront répercutées sur le Client. Le Client veillera, en cas d'utilisation d'un matériel muni d'un système électrique de compaction, à la conformité de l'installation électrique alimentant ce matériel et au respect des consignes de sécurité, notamment à l'arrêt du matériel pendant les opérations de chargement.

5. Propriété des matériels mis à disposition.

Le matériel reste la propriété entière et exclusive du Prestataire. Le Client ne peut transmettre aucun droit réel sur le matériel et s'interdit de le donner en gage ou de le comprendre parmi les éléments figurant à un nantissement. Il s'interdit également toute sous-location, prêt à usage ou autre, sous quelque forme que ce soit. En cas de saisie-arrest, redressement judiciaire, liquidation ou de toute autre intervention d'un tiers sur les matériels, le Client devra impérativement en informer le Prestataire sans délai afin de lui permettre de s'y opposer et de préserver ses droits.

6. Assurance - Responsabilité

Dès la livraison du matériel, le Client en a la garde et engage sa responsabilité en application des dispositions du Code civil. En conséquence, le Client doit souscrire les polices d'assurances couvrant cette responsabilité. En cas de sinistre, le Client devra en informer sans délai le Prestataire en précisant les circonstances et ses conséquences. Le Prestataire sera responsable, dans la limite du montant annuel HT de la prestation, par sinistre et par an, de tout dommage matériel qui pourrait être causé par lui-même, ses préposés et/ou ses sous-traitants au Client et à ses biens. Les dommages immatériels sont exclus de la responsabilité du Prestataire.

7. Réclamations

Toute réclamation sur les vices apparents ou sur la non-conformité du matériel déposé, doit être formulée par écrit dans les 8 jours de la réception du matériel. Il appartiendra au Client de fournir toute justification quant à la réalité des vices ou anomalies constatés.

8. Accès au site du Client et collecte.

La collecte des déchets peut s'effectuer dans le cadre d'une collecte dédiée au Client, ou d'une collecte mutualisée avec des tiers. En cas de collecte dédiée, la collecte sera effectuée dans un délai de 48h lorsque la demande est effectuée, par courrier électronique, avant 16h. Le Client met tout en œuvre pour que les véhicules du Prestataire soient présents le moins de temps possible sur le site de collecte. Un temps d'attente du véhicule de collecte au-delà de 15 minutes fera l'objet d'une facturation par quart d'heure indivisible, à 30,00 € ¼ heure. Le Prestataire tiendra les justificatifs du temps d'attente, à disposition du Client jusqu'à la date d'exigibilité de la facture. Le passage à vide, du fait d'une impossibilité de réaliser une collecte planifiée imputable au client, ou du fait de la présence de déchets non conformes détectée lors de la collecte, sera facturé au prix de la collecte dans

le cas d'une collecte dédiée et au prix du passage dans le cas d'une collecte mutualisée. Un passage supplémentaire est possible en supplément, sur demande écrite de la part du Client au service planning du Prestataire, qui communiquera alors la date d'intervention. Les déchets sont réputés être collectés exclusivement dans des contenants (appartenant, mis à disposition ou loués au Client.). En cas de constat de déchets en vrac, le Prestataire pourra accepter de manière exceptionnelle la collecte qui sera facturée au Client au tarif en vigueur, selon la quantité estimée en équivalent-bac. Le Prestataire tiendra les justificatifs de la présence du vrac au sol collecté, à disposition du Client jusqu'à la date d'exigibilité de la facture. L'envoi par mail ou tout autre moyen du Bon d'Intervention au Client atteste de l'intervention du Prestataire et vaut tacite acceptation du Client.

9. Réception des déchets - Procédures de refus - requalification et décode

Lors du déchargement, le Prestataire contrôle la conformité des déchets à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières. Dans le cas de la collecte mutualisée, où le déchet présent dans le contenant n'est pas conforme à celui prévu au contrat, des frais supplémentaires d'un montant de 15 € par contenant non conforme peuvent être appliqués. Ce montant permet de couvrir les coûts de "sur-tri" induit par la pollution du gisement de la tournée. Le Prestataire refusera tout chargement incluant des déchets qui ne seraient pas autorisés par l'arrêté préfectoral d'exploitation du site. L'ensemble des frais de retour seront à la charge du Client. Un apport répété de tels déchets pourra justifier un refus d'accéder au site. Dans le cas où le portique de détection de radioactivité, présent en entrée de site, signalerait un niveau de radioactivité déclenchant la procédure applicable à un tel cas, l'ensemble des frais consécutifs seront répercutés au Client. Les coûts de gestion supplémentaires afférents au traitement des déchets autorisés par l'arrêté du site mais non conformes à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières seront facturés au Client :

En cas de pollution des déchets valorisables par des déchets non valorisables, il sera opéré une requalification de la fraction de chargement polluée voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables et non valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable, facturée à minima au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques augmenté des éventuels frais supplémentaires de tri et transports. En cas de pollution de déchets valorisables par d'autres déchets valorisables, il sera opéré : une requalification de la fraction polluée du chargement voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur des fractions valorisables commercialisées distinctement mais que le mélange reste valorisable, sans rachat de la fraction requalifiée et avec facturation au Client des éventuels frais supplémentaires de tri et transport. La facturation de l'ensemble du chargement au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques si la séparation des différentes fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable et que le mélange n'est pas valorisable.

Le reclassement du lot pollué, pour quelle que cause que ce soit, entraîne la facturation des frais suivants : Si le taux d'impuretés est compris entre 1 et 10%, des frais de sur-tri seront appliqués sur la totalité des tonnes du lot réceptionné : 70 €/Tonne dans le cas d'un lot papier, bois, ou cartons, 100 €/Tonne dans le cas d'un lot plastique et 150 €/Tonne dans le cas d'un lot gravats, béton, terres, déchets verts, verre plat (du BTP). Sur la fraction non conforme des frais de déclassement seront appliqués. Sur la fraction conforme des frais de conditionnement à 35€/Tonne seront appliqués. Le rachat matière sera effectué uniquement sur la fraction conforme, au tarif mentionné sur le présent contrat. En cas de pollution de déchets non dangereux par des déchets dangereux ou interdits, la non-conformité constatée à réception sur site entraîne le reclassement de l'intégralité du lot pollué et la facturation de 500€/Tonne.

Des photos justifiant la requalification pourront être fournies, sur demande, au Client durant 3 mois.

En fonction du taux d'humidité constaté par le prestataire, le lot pourra faire l'objet d'une découle pour la qualité-part d'eau contenu dans le chargement. Les bons numérotés indiquant le poids, la nature et le niveau de quels-déchets réceptionnés sur les sites de valorisation, ainsi que les exutoires utilisés pour les déchets issus du tri et/ou les déclassements globaux sont tenus à la disposition du Client. Le Client pourra ponctuellement, solliciter au préalable avant livraison, l'isolement du chargement dans le cas où il ferait l'objet d'une requalification. Le Client aura un délai de 24 heures pour effectuer un contrôle contradictoire sur site.

10. Obligation de tri et de caractérisation.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AGEC), le Client justifie auprès du Prestataire de respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1, L. 541-21-2-2 du Code de l'environnement. Dès la signature du présent Contrat et, dans tous les cas, en amont de toute réception de déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire du Contrat, le Client transmettra au Prestataire une attestation de tri à la source conforme au modèle annexé à la fiche d'information préalable (FIP) ou à tout modèle dont l'utilisation serait rendue obligatoire par les pouvoirs publics. Le Client s'interdit de confier au Prestataire, aux fins d'élimination par enfouissement, des déchets non ultimes et/ou valorisables, conformément aux articles L.541-2-1 et R.541-48-3-1 du Code de l'environnement. Les déchets non valorisables non dangereux confiés au Prestataire en vue de leur élimination devront faire l'objet d'un rapport annuel de caractérisation, tel que prévu par l'arrêté ministériel du 16 septembre 2021, préalablement à toute prestation de réception de cas déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du Contrat. Toute violation du présent article pourra entraîner un refus de gestion du ou des déchets du Client par le Prestataire, sans que le Client ne puisse réclamer une quelconque indemnité. En cas de réception par le Prestataire de déchets valorisables et/ou non ultime sur une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), le Prestataire en informera la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et l'administration fiscale. Le Prestataire pourra, le cas échéant, répercuter au Client l'application du taux maximum de TGAP prévu à l'article 266 notions du code des douanes et lui facturer.

11. Force majeure

Le Prestataire n'est pas tenu en cas de force majeure tels que pénurie de carburant, défaillance des services publics, grève, catastrophes naturelles, guerre, retrait ou suspension des autorisations d'exploitation sans que cette énumération ne soit limitative.

12. Résiliation

En cas de manquement par le Client à l'une quelconque des obligations nées des présentes conditions, et notamment en cas de non-paiement de l'une des échéances, ou d'apports répétés de déchets non conformes ou interdits, le Prestataire pourra résilier le contrat 15 jours après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. En cas de résiliation anticipée du contrat du fait, ou de par, la faute du Client, le Prestataire percevra une indemnité forfaitaire de résiliation équivalente à la moyenne des facturations mensuelles faites au Client depuis le début des prestations multipliée par la moitié du nombre de mois restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat. En outre les frais de retrait du matériel et de traitement éventuel seront facturés au Client. Hormis le cas évoqué ci-dessus, le contrat est conclu pour la durée mentionnée aux conditions particulières et ses conditions révisibles à date anniversaire.

13. Cas particulier de la vente de matières par le Prestataire

Lors de la vente de matières par le Prestataire, le transfert de propriété de la matière livrée est effectué sous réserve du paiement intégral du prix. Le Client est tenu d'informer ses créanciers de la réserve de propriété stipulée en faveur du Prestataire. Le défaut de paiement, même partiel, autorise le Prestataire, nonobstant toute clause contraire, à récupérer la matière chez le Client, après première présentation d'une mise en demeure avec accusé de réception. Le droit de revendication s'exerce également en cas de procédure collective ouverte à l'encontre du Client. En cas de revente de la matière, le Client s'engage à régler immédiatement au Prestataire la partie du prix restant due. De même, si revente, le Client s'engage à avertir immédiatement le Prestataire pour lui permettre d'exercer éventuellement son droit de revendication sur la matière à l'égard du tiers acquéreur. La restitution de la matière s'effectuera aux frais et risques du Client.

14. Loi applicable

Litige Les présentes conditions sont soumises à la loi française. Tout litige est de la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris.



Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le 16/09/2026
ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE

Facture N° K043170404

Période de facturation : 01/09/2025 au 30/09/2025

SUEZ RV Ile-de-France

AGENCE OUEST
avenue Ozanne
78440 PORCHEVILLE
Téléphone: 0969321010
Mail: contact.idfnordouest.rv@suez.com
Adresse de votre siège: ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement		Echéance		
30/09/2025	7548-481227		Prélèvement automatique Clients		29/11/2025		
Résumé des prestations effectuées			TVA	Qté	Unité	PU	Total HT
Contacts: . Récupérer un document : Rendez-vous sur https://espace-entreprises-rv.suez.fr/ . Transmettre un avis de virement : encaissements.rennes.rv@suez.com . Transmettre votre facture de rachat matière: facturefournisseur.rvf.fr@suez.com							
CARREFOUR MARKET RUE DE ROUEN/MAGNY EN VEXIN 95420							
Dossier N° K043017553 COLLECTE 2 BAC 660L DIB							
Matière : Déchets non recyclables en mélange (CED 200301.)							
- Location Bac roulant 660 L 20% (01/09/2025-30/09/2025)			20%	2,00	UP	8,28	16,56
- Forfait Bac roulant 660 L Levé et traité			20%	36,00	UP	15,91	572,76
- Passage véhicule 20%			20%	9,00	UP	17,10	153,90
Dossier N° K043017560 COLLECTE 3 BAC 240L BIO DECHETS ALIMENTAIRES							
Matière : Bio déchets (alimentaires et SPA) (CED 160306.)							
- Location Bac roulant 240 L 20% (01/09/2025-30/09/2025)			20%	3,00	UP	6,50	19,50
- Forfait Bac roulant 240 L Levé et traité			20%	23,00	UP	10,90	250,70
- Passage véhicule 20%			20%	8,00	UP	21,90	175,20



Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le 16/09/2026
ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE

Facture N° K043170404

Période de facturation : 01/09/2025 au 30/09/2025

SUEZ RV Ile-de-France
AGENCE OUEST
avenue Ozanne
78440 PORCHEVILLE
Téléphone: 0969321010
Mail: contact.idfnordouest.rv@suez.com
Adresse de votre siège: ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement		Echéance		
30/09/2025	7548-481227		Prélèvement automatique Clients		29/11/2025		
Résumé des prestations effectuées			TVA	Qté	Unité	PU	Total HT
MONTANT DU REPORT							1 188,62
Dossier N° K043017682							
COLLECTE BENNE OUVERTE 7M3 DIB							
Matière : Déchets non recyclables en mélange (CED 200301.)							
- Location Journalière Conteneur TP 7 m3 20%			20%	3,00	UP	3,65	10,95
- Collecte Conteneur TP 7 m3 20%			20%	1,00	UP	297,00	297,00
- Tri interne à la tonne 20%			20%	1,68	T	134,00	225,12
+ Participation à la TGAP sur exutoire final				1,68	Fixe	65,00	109,20
- Dépôt Conteneur TP 7 m3 20%			20%	1,00	UP	208,00	208,00
NOUVEAU ! Pour toute question relative à votre facture, écrivez-nous à contact.idfnordouest.rv@suez.com Nos équipes vous répondront dans les plus brefs délais.							

HT	Taux	TVA	Montant TTC
2 038,89	20%	407,78	2 446,67
Total HT		Total TVA	Net à payer TTC - EUR
2 038,89		407,78	2 446,67

Domiciliation Bancaire : BNP PARIBAS Code banque 30004 - Code guichet 00350 - BIC BNPAFRPP IBAN FR7630004003500001014297323 TVA CE : FR04 662 014 489 A l'encaissement
Aucun escompte pour paiement anticipé. En cas de retard de paiement, seront appliqués, en sus de l'indemnité forfaitaire de 40 E, des frais de retard d'un montant égal au taux de refinancement de la BCE majoré de dix points.

Siège Social : Tour ALTIPLANO - 4 PLACE DE LA PYRAMIDE 92800 PUTEAUX
Tél: 01.58.81.30.00 SAS au capital de 9 046 234 Euros - RCS
Nanterre B662 014 489 - APE 3811Z

Total HT 2 038,89
Total TVA 407,78

Montant dû TTC
2 446,67

Merci d'adresser votre règlement
accompagné du coupon détachable
à l'adresse suivante :

SUEZ RV Ile-de-France
TSA 80071
41976 BLOIS CEDEX 9
N° pièce : K043170404
N° Client : 7548-481227
Échéance : 29/11/2025
Montant TTC : 2 446,67 EUR

- pour les règlements par chèque, merci de mentionner sur l'ORDRE le nom précis de l'entité Suez payée et au VERSO de reporter le n° de la facture et de coller le papillon
- pour les règlements par virement, merci d'intituler dans l'OBJET du paiement les n° de factures réglées



Envoyé en préfecture le 16/09/2026

Reçu en préfecture le 16/09/2026

Publié le 16/09/2026

ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE



Détail facture N° K043170404

Période de facturation : 01/09/2025 au 30/09/2025

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

N° dossier K043017553
COLLECTE 2 BAC 660L DIB

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
01/09/25	BM2021	K0431256757	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
01/09/25	BM2021	K0431256757	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
04/09/25	BM2018	K0431256759	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
04/09/25	BM2018	K0431256759	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
08/09/25	BM2021	K0431256758	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
08/09/25	BM2021	K0431256758	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
11/09/25	BM2018	K0431260108	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
11/09/25	BM2018	K0431260108	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
15/09/25	BM2021	K0431260105	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
15/09/25	BM2021	K0431260105	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
18/09/25	BM2018	K0431260109	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
18/09/25	BM2018	K0431260109	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
22/09/25	BM2021	K0431260106	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
22/09/25	BM2021	K0431260106	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
25/09/25	BM2018	K0431260110	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
25/09/25	BM2018	K0431260110	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
29/09/25	BM2021	K0431260107	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
29/09/25	BM2021	K0431260107	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé

N° dossier K043017560
COLLECTE 3 BAC 240L BIO DECHETS ALIMENTAIRES

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
03/09/25	BM2020	K0431257081	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
03/09/25	BM2020	K0431257081	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
05/09/25	BM2020	K0431257082	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
05/09/25	BM2020	K0431257082	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
10/09/25	BM2020	K0431260972	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
10/09/25	BM2020	K0431260972	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
12/09/25	BM2020	K0431260975	Collecte	Bac 240L	2,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
12/09/25	BM2020	K0431260975	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
17/09/25	BM2020	K0431260973	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
17/09/25	BM2020	K0431260973	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
19/09/25	BM2020	K0431260976	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
19/09/25	BM2020	K0431260976	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
24/09/25	BM2020	K0431260974	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
24/09/25	BM2020	K0431260974	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
26/09/25	BM2020	K0431260977	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
26/09/25	BM2020	K0431260977	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et

N° dossier K043017682
COLLECTE BENNE OUVERTE 7M3 DIB

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN



Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le 16/09/2026
ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE



Détail facture N° K043170404

Période de facturation : 01/09/2025 au 30/09/2025

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
08/09/25	BRZEU2	K0431261497	Dépôt	Conteneur 7m3	1,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
10/09/25	BRZEU0	K0431261499	Location	Conteneur 7m3	3,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
10/09/25	BRZEU0	K0431261499	Retrait	Conteneur 7m3	1,00	UP			200301	Déchets non recyclables en mé
10/09/25	BRZEU0	K0431261499	Traitement		1,68	T	PRC581804	PORCHEVILLE-	200301	Déchets non recyclables en mé

1. Application

Sauf dérogation signée par une personne habilitée par le Client et le Prestataire, les présentes Conditions sont applicables aux prestations de services, de vente d'études et de prestations intellectuelles, et d'achats/ventes de matières exécutées par le Prestataire.

2. Commandes – Livraison

Les commandes ne sont définitives que lorsqu'elles ont été acceptées par écrit par le Prestataire. En l'absence de bon de commande, le Client s'engage à faire la facture du Prestataire. Les contrordres, modifications ou annulations ne sont valables que s'ils sont donnés par écrit dans un délai raisonnable et accepté par le Prestataire avant le début de la prestation. Le délai de prévenance standard permettant le début opérationnel des prestations est de 72h à partir du devis signé. En outre, le prestataire se réserve le droit de fixer ses conditions ou de refuser d'opérer. La mise en place des matériels destinés à la collecte des déchets ne pourra intervenir qu'après accord express du Prestataire sur l'emplacement choisi. Les délais de livraison des matériels sont donnés à titre indicatif et sont établis en fonction des possibilités d'approvisionnement et de transport du Prestataire. Si la livraison est retardée du fait du Client, le Prestataire pourra résilier l'engagement cinq jours francs après la date de livraison convenue avec demande de dommages-intérêts au Client pour préjudice subi.

3. Prix – Conditions de paiement – Pénalités

Les prix sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande, ils sont stipulés en euros et hors taxes. Ils sont révisables tous les ans. Des frais de gestion administratifs et réglementaires peuvent être appliqués pour couvrir les coûts liés aux obligations légales, administratives et de suivi des prestations. Ces frais pourront être ajoutés à chaque facturation. La TGAP est reportée sur le Client à son taux en vigueur au moment de la prestation. En cas d'évolution du taux de TGAP facturé, le Client se verra facturer ce complément de TGAP s'il est à la hausse. En cas de baisse de la TGAP du fait d'investissements portés par le Prestataire afin de changer de tranche de TGAP, le Client se verra appliquer le taux réel de TGAP et facturer en supplément du prix de traitement initial hors TGAP un différentiel d'un même montant afin de prendre en compte les investissements réalisés. Si en cours de contrat, de nouvelles taxes fiscales ou parafiscales, majorations ou charges légales étaient imposées, le Prestataire sera autorisé à les répercuter de plein droit sur ses tarifs sous réserve d'en apporter la justification et l'information écrite préalable au Client. Indépendamment des obligations faites par l'article du 15/02/2016 relatif aux ISDND. La fiche d'information préalable répond à l'obligation d'information du producteur mentionnée à l'article L.541-7-1 du code de l'environnement. Elle engage la responsabilité du producteur et celle de SUEZ sur la base des informations fournies. La facture intègre des frais de conditionnement pour la préparation à la vente des matières valorisables sauf convention expresse, les factures sont payables au siège du Prestataire, à 30 jours nets de la date de facture, sans escompte ; les traites doivent être retournées acceptées au plus tard dans les 10 jours à la date de la facture. Les factures pro-forma émises à titre provisoire doivent être validées par le Client dans un délai de 10 jours à compter de leur réception. À défaut de réponse du Client dans ce délai, la facture pro-forma sera réputée acceptée et la facture définitive sera émise de plein droit à l'issue de cette période. Passé un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la facture sans observation écrite du Client, cette dernière et les prestations correspondantes seront réputées acceptées et ne pourront plus faire l'objet de réclamations. En outre, le Client renonce à l'application de l'article 1223 du Code Civil. Pour certains déchets valorisables qui font l'objet d'un achat par le Prestataire au Client, ce dernier produira une facture au Prestataire sur la base des bons de rachat matières fournis par le Prestataire. La facture du Client est payable à 45 jours de la date de facture. Dans le cas où le bon de rachat matière (BRM) est négatif, une facturation sur une ligne intitulée "Contribution à la filière de recyclage" vous sera adressée. Toute somme figurant sur la facture établie par le Prestataire, non payée à l'échéance, entraîne de plein droit dès le jour suivant la date de règlement portée sur ladite facture (i) l'application de pénalités d'un montant égal au taux de refinancement semestriel de la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de dix (10) points, (ii) une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € minimum conformément à l'article D441-5 du Code de commerce. Si les frais de recouvrement engagés par le Prestataire sont supérieurs à 40 €, ce dernier pourra facturer au Client ces frais supplémentaires sur justificatifs (iii) et/ou le droit, au profit du Prestataire de suspendre l'exécution des Prestations en cours et/ou d'exiger un paiement en contre remboursement pour les Prestations futures jusqu'à complet apurement de la situation et/ou la compensation des montants dus avec toute somme à devoir à quelque titre que ce soit à l'égard du Client défaillant, (iv) l'application de la déchéance du terme des autres factures et ce, sans aucune formalité préalable. Au cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme un refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement. Même en cas de litige sur son libellé ou son contenu, toute facture qui fera, le cas échéant, l'objet d'une régularisation ultérieure, doit être payée à son échéance. Dans l'hypothèse où le Client est redevable de plusieurs paiements à l'égard du Prestataire, il est convenu que l'imputation des paiements s'effectuera sur les dettes les plus anciennes. En conséquence, le Client renonce expressément aux dispositions de l'article 1342-10 du Code civil. En cas de bouleversement de l'équilibre économique des relations contractuelles, pour quelque raison que ce soit, le Prestataire peut demander par LRAFR le réexamen du prix et en cas de désaccord pour poursuivre les relations commerciales, la résiliation du contrat.

4. Conditions d'utilisation des matériels destinés à recevoir des déchets

Le Client s'engage à utiliser le matériel loué en conformité avec sa destination à l'exclusion de toute utilisation. Sauf stipulation contraire écrite du Prestataire, le matériel est à la disposition exclusive du Client. Le choix, les autorisations et l'accès libre des emplacements destinés à recevoir le matériel incombent au Client, sous son entière responsabilité notamment en matière de sécurité. Il s'assurera des autorisations de stationnement et de balisage de jour comme de nuit. Sauf accord écrit du Prestataire, ce dernier est seul habilité à déplacer le matériel. Tout déplacement du matériel, à la suite d'une demande du Client, qui se révélerait inutile, soit en raison de l'encombrement de l'accès à l'emplacement désigné pour déposer ou enlever le matériel, soit en raison d'un chargement non terminé, fera l'objet d'une facturation complémentaire. En cas d'avarie ou de dégradation partielle ou totale du matériel hors périodes de maintenance par le Prestataire, le Client sera tenu envers le Prestataire de la valeur de remplacement du matériel ou du montant des réparations à effectuer, y compris les frais de main-d'œuvre et de déplacement, sans attendre le résultat du recours formulé éventuellement par lui-même auprès de sa compagnie d'assurance. En cas de nécessité de remplacement d'un bac cassé, volé ou perdu un montant forfaitaire de 200€ sera facturé. Ce montant permet de couvrir les frais de retrait/dépôt et de remplacement du matériel. L'état du matériel, qui doit être restitué en bon état d'entretien et de marche, sera constaté à la fin du contrat, avant restitution. Le volume utile d'un conteneur étant calculé ras-bord, son chargement ne peut en dépasser les bords supérieurs. En cas d'enlèvement de déchets de forte densité, le Client devra s'assurer du niveau maximal qui pourra atteindre le chargement pour respecter la réglementation routière en matière de poids total autorisé. Le Client doit prendre toute précaution afin d'éviter toute adhésion des déchets au matériel. En cas de non-respect de ces recommandations, le chauffeur pourra refuser l'enlèvement du conteneur surchargé. De même, les conséquences des verbalisations dressées par les agents assermentés ainsi que les conséquences des accidents seront répercutées sur le Client. Le Client veillera, en cas d'utilisation d'un matériel muni d'un système électrique de compaction, à la conformité de l'installation électrique alimentant ce matériel et au respect des consignes de sécurité, notamment à l'arrêt du matériel pendant les opérations de chargement.

5. Propriété des matériels mis à disposition

Le matériel reste la propriété entière et exclusive du Prestataire. Le Client ne peut transmettre aucun droit réel sur le matériel et s'interdit de le donner en gage ou de le comprendre parmi les éléments figurant à un nantissement. Il s'interdit également toute sous-location, prêt à usage ou autre, sous quelque forme que ce soit. En cas de saisie-arrêt, redressement judiciaire, liquidation ou de toute autre intervention d'un tiers sur les matériels, le Client devra impérativement en informer le Prestataire sans délai afin de lui permettre de s'y opposer et de préserver ses droits.

6. Assurance – Responsabilité

Dès la livraison du matériel, le Client en a la garde et engage sa responsabilité en application des dispositions du Code civil. En conséquence, le Client doit souscrire les polices d'assurances couvrant cette responsabilité. En cas de sinistre, le Client devra en informer sans délai le Prestataire en précisant les circonstances et ses conséquences. Le Prestataire sera responsable, dans la limite du montant annuel HT de la prestation, par sinistre et par an, de tout dommage matériel qui pourrait être causé par lui-même, ses préposés et/ou ses sous-traitants au Client et à ses biens. Les dommages immatériels sont exclus de la responsabilité du Prestataire.

7. Réclamations

Toute réclamation sur les vices apparents ou sur la non-conformité du matériel déposé, doit être formulée par écrit dans les 8 jours de la réception du matériel. Il appartiendra au Client de fournir toute justification quant à la réalité des vices ou anomalies constatés.

8. Accès au site du Client et collecte

La collecte des déchets peut s'effectuer dans le cadre d'une collecte dédiée au Client, ou d'une collecte mutualisée avec des tiers. En cas de collecte dédiée, la collecte sera effectuée dans un délai de 48h lorsque la demande est effectuée, par courrier électronique, avant 16h. Le Client met tout en œuvre pour que les véhicules du Prestataire soient présents le moins de temps possible sur le site de collecte. Un temps d'attente du véhicule de collecte au-delà de 15 minutes fera l'objet d'une facturation par quart d'heure indivisible, à 30,00 € ¼ heure. Le Prestataire tiendra les justificatifs du temps d'attente, à disposition du Client jusqu'à la date d'exigibilité de la facture. Le passage à vide, du fait d'une impossibilité de réaliser une collecte planifiée imputable au client, ou du fait de la présence de déchets non conformes détectée lors de la collecte, sera facturé au prix de la collecte dans

le cas d'une collecte dédiée et au prix du passage dans le cas d'une collecte mutualisée. Un passage supplémentaire est possible en supplément, sur demande écrite de la part du Client au service planning du Prestataire, qui communiquera alors la date d'intervention. Les déchets sont réputés être collectés exclusivement dans des contenants (appartenant, mis à disposition ou loués au Client.). En cas de constat de déchets en vrac, le Prestataire pourra accepter de manière exceptionnelle la collecte qui sera facturée au Client au tarif en vigueur, selon la quantité estimée en équivalent-bac. Le Prestataire tiendra les justificatifs de la présence du vrac au sol collecté, à disposition du Client jusqu'à la date d'exigibilité de la facture. L'envoi par mail ou tout autre moyen du Bon d'intervention au Client atteste de l'intervention du Prestataire et vaut tacite acceptation du Client.

9. Réception des déchets – Procédures de refus – requalification et décode

Lors du déchargement, le Prestataire contrôle la conformité des déchets à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières. Dans le cas de la collecte mutualisée, où le déchet présent dans le contenant n'est pas conforme à celui prévu au contrat, des frais supplémentaires d'un montant de 15 € par contenant non conforme peuvent être appliqués. Ce montant permet de couvrir les coûts de "sur-int" induit par la pollution du gisement de la tournée. Le Prestataire refusera tout chargement incluant des déchets qui ne seraient pas autorisés par l'arrêté préfectoral d'exploitation du site. L'ensemble des frais de retour seront à la charge du Client. Un apport répété de tels déchets pourra justifier un refus d'accéder au site. Dans le cas où le portique de détection de radioactivité, présent en entrée de site, signalerait un niveau de radioactivité déclenchant la procédure applicable à un tel cas, l'ensemble des frais consécutifs seront répercutés au Client. Les coûts de gestion supplémentaires afférents au traitement des déchets autorisés par l'arrêté du site mais non conformes à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières seront facturés au Client :

En cas de pollution des déchets valorisables par des déchets non valorisables, il sera opéré une requalification de la fraction de chargement polluée voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables et non valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable, facturée à minima au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques augmenté des éventuels frais supplémentaires de tri et transports. En cas de pollution de déchets valorisables par d'autres déchets valorisables, il sera opéré : une requalification de la fraction polluée du chargement voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur des fractions valorisables commercialisées distinctement mais que le mélange reste valorisable, sans rachat de la fraction requalifiée et avec facturation au Client des éventuels frais supplémentaires de tri et transport. La facturation de l'ensemble du chargement au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques si la séparation des différentes fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable et que le mélange n'est pas valorisable.

Le reclassement du lot pollué, pour quelle que cause que ce soit, entraîne la facturation des frais suivants : Si le taux d'impuretés est compris entre 1 et 10%, des frais de sur-tri seront appliqués sur la totalité des tonnes du lot réceptionné : 70 €/Tonne dans le cas d'un lot papier, bois, os, cartons, 100 €/Tonne dans le cas d'un lot plastique et 150 €/Tonne dans le cas d'un lot gravats, béton, terres, déchets verts, verre plat (du BTP). Sur la fraction non conforme des frais de déclassement seront appliqués. Sur la fraction conforme des frais de conditionnement à 35€/Tonne seront appliqués. Le rachat matière sera effectué uniquement sur la fraction conforme, au tarif mentionné sur le présent contrat. En cas de pollution de déchets non dangereux par des déchets dangereux ou interdits, la non-conformité constatée à réception sur site entraîne le reclassement de l'intégralité du lot pollué et la facturation de 500€ / Tonne.

Des photos justifiant la requalification pourront être fournies, sur demande, au Client durant 3 mois.

En fonction du taux d'humidité constaté par le prestataire, le lot pourra faire l'objet d'une décode pour la quote-part d'eau contenu dans le chargement. Les bons numérotés indiquant le poids, la nature et le niveau de qualité des déchets réceptionnés sur les sites de valorisation, ainsi que les exutoires utilisés pour les déchets issus du tri et/ou les déclassements globaux sont tenus à la disposition du Client. Le Client pourra ponctuellement, solliciter au préalable avant livraison, l'isolement du chargement dans le cas où il ferait l'objet d'une requalification. Le Client aura un délai de 24 heures pour effectuer un contrôle contradictoire sur site.

10. Obligation de tri et de caractérisation

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AGEC), le Client justifie auprès du Prestataire de respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2 du Code de l'environnement. Dès la signature du présent Contrat et, dans tous les cas, en amont de toute réception de déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire du Contrat, le Client transmettra au Prestataire une attestation de tri à la source conforme au modèle annexé à la fiche d'information préalable (FIP) ou à tout modèle dont l'utilisation serait rendue obligatoire par les pouvoirs publics. Le Client s'interdit de confier au Prestataire, aux fins d'élimination par enfouissement, des déchets non utiles et/ou valorisables, conformément aux articles L.541-2-1 et R.541-48-3-1 du Code de l'environnement. Les déchets non valorisables non dangereux confiés au Prestataire en vue de leur élimination devront faire l'objet d'un rapport annuel de caractérisation, tel que prévu par l'arrêté ministériel du 16 septembre 2021, préalablement à toute prestation de réception de ces déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du Contrat. Toute violation du présent article pourra entraîner un refus de gestion du ou des déchets du Client par le Prestataire, sans que le Client ne puisse réclamer une quelconque indemnité. En cas de réception par le Prestataire de déchets valorisables et/ou non ultime sur une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), le Prestataire en informera la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et l'administration fiscale. Le Prestataire pourra, le cas échéant, répercuter au Client l'application du taux maximum de TGAP prévu à l'article 266 nonies du code des douanes et lui facturer.

11. Force majeure

Le Prestataire n'est pas tenu en cas de force majeure tels que pénurie de carburant, défaillance des services publics, grève, catastrophes naturelles, guerre, retrait ou suspension des autorisations d'exploitation sans que cette énumération ne soit limitative.

12. Résiliation

En cas de manquement par le Client à l'une quelconque des obligations nées des présentes conditions, et notamment en cas de non-paiement de l'une des échéances, ou d'apports répétés de déchets non conformes ou interdits, le Prestataire pourra résilier le contrat 15 jours après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. En cas de résiliation anticipée du contrat du fait, ou de par, la faute du Client, le Prestataire percevra une indemnité forfaitaire de résiliation équivalente à la moyenne des facturations mensuelles faites au Client depuis le début des prestations multipliée par la moitié du nombre de mois restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat. En outre les frais de retrait du matériel et de traitement éventuel seront facturés au Client. Hormis le cas évoqué ci-dessus, le contrat est conclu pour la durée mentionnée aux conditions particulières et ses conditions révisables à date anniversaire.

13. Cas particulier de la vente de matières par le Prestataire

Lors de la vente de matières par le Prestataire, le transfert de propriété de la matière livrée est effectué sous réserve du paiement intégral du prix. Le Client est tenu d'informer ses créanciers de la réserve de propriété stipulée en faveur du Prestataire. Le défaut de paiement, même partiel, autorise le Prestataire, nonobstant toute clause contraire, à récupérer la matière chez le Client, après première présentation d'une mise en demeure avec accusé de réception. Le droit de revendication s'exerce également en cas de procédure collective ouverte à l'encontre du Client. En cas de revente de la matière, le Client s'engage à régler immédiatement au Prestataire la partie du prix restant due. De même, si revente, le Client s'engage à avertir immédiatement le Prestataire pour lui permettre d'exercer éventuellement son droit de revendication sur la matière à l'égard du tiers acquéreur. La restitution de la matière s'effectuera aux frais et risques du Client.

14. Loi applicable

Litige Les présentes conditions sont soumises à la loi française. Tout litige est de la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris.



Envoyé en préfecture le 16/09/2026

Reçu en préfecture le 16/09/2026

Publié le 16/09/2026



ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE

Facture N° K043170986

Période de facturation : 01/10/2025 au 31/10/2025

SUEZ RV Ile-de-France

AGENCE OUEST

avenue Ozanne

78440 PORCHEVILLE

Téléphone: 0969321010

Mail: contact.idfnordouest.rv@suez.com

Adresse de votre siège: ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

ANTONINE - CARREFOUR MARKET

A L'ATTENTION DE M M

ROUTE DE ROUEN

95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement		Echéance		
31/10/2025	7548-481227		Prélèvement automatique Clients		30/12/2025		
Résumé des prestations effectuées			TVA	Qté	Unité	PU	Total HT
Contacts: . Récupérer un document : Rendez-vous sur https://espace-entreprises-rv.suez.fr/ . Transmettre un avis de virement : encaissements.rennes.rv@suez.com . Transmettre votre facture de rachat matière: facturefournisseur.rvf.fr@suez.com							
CARREFOUR MARKET RUE DE ROUEN/MAGNY EN VEXIN 95420							
Dossier N° K043017553 COLLECTE 2 BAC 660L DIB							
Matière : Déchets non recyclables en mélange (CED 200301.)							
- Location Bac roulant 660 L 20% (01/10/2025-31/10/2025)			20%	2,00	UP	8,28	16,56
- Forfait Bac roulant 660 L Levé et traité			20%	36,00	UP	15,91	572,76
- Passage véhicule 20%			20%	9,00	UP	17,10	153,90
Dossier N° K043017560 COLLECTE 3 BAC 240L BIO DECHETS ALIMENTAIRES							
Matière : Bio déchets (alimentaires et SPA) (CED 160306.)							
- Location Bac roulant 240 L 20% (01/10/2025-31/10/2025)			20%	3,00	UP	6,50	19,50
- Forfait Bac roulant 240 L Levé et traité			20%	29,00	UP	10,90	316,10
- Passage véhicule 20%			20%	10,00	UP	21,90	219,00
NOUVEAU ! Pour toute question relative à votre facture, écrivez-nous à contact.idfnordouest.rv@suez.com Nos équipes vous répondront dans les plus brefs délais.							

Total HT 1 297,82

Total TVA 259,56

HT	Taux	TVA	Montant TTC
1 297,82	20%	259,56	1 557,38
Total HT		Total TVA	Net à payer TTC - EUR 1 557,38
1 297,82		259,56	

Montant dû TTC

1 557,38

Merci d'adresser votre règlement
accompagné du coupon détachable
+ à l'adresse suivante : +Domiciliation Bancaire : BNP PARIBAS
Code banque 30004 - Code guichet 00350 - BIC BNPAFRPP
IBAN FR7630004003500001014297323
TVA CE : FR04 662 014 489
A l'encaissement

Aucun escompte pour paiement anticipé. En cas de retard de paiement, seront appliqués, en sus de l'indemnité forfaitaire de 40 E, des frais de retard d'un montant égal au taux de refinancement de la BCE majoré de dix points.

SUEZ RV Ile-de-France

TSA 80071

41976 BLOIS CEDEX 9

N° pièce : K043170988

N° Client : 7548-481227

Échéance : 30/12/2025

Montant TTC : 1 557,38 EUR

Siège Social : Tour ALTIPLANO - 4 PLACE DE LA PYRAMIDE 92800 PUTEAUX

Tél: 01.58.81.30.00 SAS au capital de 9 046 234 Euros - RCS

Nanterre B662 014 489 - APE 3811Z

- pour les règlements par chèque, merci de mentionner sur l'ORDRE le nom précis de l'entité Suez payée et au VERSO de reporter le n° de la facture et de coller le papillon
- pour les règlements par virement, merci d'intituler dans l'OBJET du paiement les n° de factures réglées



Envoyé en préfecture le 16/09/2026

Reçu en préfecture le 16/09/2026

Publié le 16/09/2026



ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE

Détail facture N° K043170988

Période de facturation : 01/10/2025 au 31/10/2025

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

N° dossier K043017553
COLLECTE 2 BAC 660L DIB

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
02/10/25	BM2018	K0431262500	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
02/10/25	BM2018	K0431262500	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
06/10/25	BM2021	K0431262499	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
06/10/25	BM2021	K0431262499	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
09/10/25	BM2018	K0431263308	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
09/10/25	BM2018	K0431263308	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
13/10/25	BM2021	K0431263307	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
13/10/25	BM2021	K0431263307	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
16/10/25	BM2020	K0431264651	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
16/10/25	BM2020	K0431264651	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
20/10/25	BM2021	K0431264650	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
20/10/25	BM2021	K0431264650	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
23/10/25	BM2018	K0431265553	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
23/10/25	BM2018	K0431265553	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
27/10/25	BM2021	K0431265552	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
27/10/25	BM2021	K0431265552	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
30/10/25	BM2018	K0431267181	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
30/10/25	BM2018	K0431267181	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé

N° dossier K043017560
COLLECTE 3 BAC 240L BIO DECHETS ALIMENTAIRES

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
01/10/25	BM2017	K0431262724	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
01/10/25	BM2017	K0431262724	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
03/10/25	BM2017	K0431262725	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
03/10/25	BM2017	K0431262725	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
08/10/25	BM2020	K0431263595	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
08/10/25	BM2020	K0431263595	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
10/10/25	BM2020	K0431263596	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
10/10/25	BM2020	K0431263596	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
15/10/25	BM2020	K0431264876	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
15/10/25	BM2020	K0431264876	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
17/10/25	BM2020	K0431264877	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
17/10/25	BM2020	K0431264877	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
22/10/25	BM2020	K0431265845	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
22/10/25	BM2020	K0431265845	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
24/10/25	BM2020	K0431265846	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
24/10/25	BM2020	K0431265846	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
29/10/25	BM2017	K0431267755	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
29/10/25	BM2017	K0431267755	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
31/10/25	BM2020	K0431267757	Collecte	Bac 240L	2,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
31/10/25	BM2020	K0431267757	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et

1. Application

Sauf dérogation signée par une personne habilitée par le Client et le Prestataire, les présentes Conditions sont applicables aux prestations de services, de vente d'études et de prestations intellectuelles, et d'achats/ventes de matières exécutées par le Prestataire.

2. Commandes – Livraison

Les commandes ne sont définitives que lorsqu'elles ont été acceptées par le Prestataire. En l'absence de bon de commande, le Client s'engage à régler la facture du Prestataire. Les contrordres, modifications ou annulations ne sont valables que s'ils sont donnés par écrit dans un délai raisonnable et accepté par le Prestataire avant le début de la prestation. Le délai de prévenance standard permettant le début opérationnel des prestations est de 72h à partir du devis signé. En outre, le prestataire se réserve le droit de fixer ses conditions ou de refuser d'exécuter. La mise en place des matériels destinés à la collecte des déchets ne pourra intervenir qu'après accord express du Prestataire sur l'emplacement choisi. Les délais de livraison des matériels sont donnés à titre indicatif et sont établis en fonction des possibilités d'approvisionnement et de transport du Prestataire. Si la livraison est retardée du fait du Client, le Prestataire pourra résilier l'engagement cinq jours francs après la date de livraison convenue avec demande de dommages-intérêts au Client pour préjudice subi.

3. Prix – Conditions de paiement – Pénalités.

Les prix sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande, ils sont stipulés en euros et hors taxes. Ils sont révisibles tous les ans. Des frais de gestion administratifs et réglementaires peuvent être appliqués pour couvrir les coûts liés aux obligations légales, administratives et de suivi des prestations. Ces frais pourront être ajoutés à charge de facturation. La TGAP est reportée sur le Client à son taux en vigueur au moment de la prestation. En cas d'évolution du taux de TGAP facturé, le Client se verra facturer ce complément de TGAP s'il est à la hausse. En cas de baisse de la TGAP du fait d'investissements portés par le Prestataire afin de changer de tranche de TGAP, le Client se verra appliquer le taux réel de TGAP et facturer en supplément du prix de traitement initial hors TGAP un différentiel d'un même montant afin de prendre en compte les investissements réalisés. Si en cours de contrat, de nouvelles taxes fiscales ou parafiscales, majorations ou charges légales étaient imposées, le Prestataire sera autorisé à les répercuter de plein droit sur ses tarifs sous réserve d'en apporter la justification et information écrite préalable au Client. Indépendamment des obligations faites par l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux ISDND. La fiche d'information préalable répond à l'obligation d'information du producteur mentionnée à l'article L.541-7-1 du code de l'environnement. Elle engage la responsabilité du producteur et celle de SUEZ sur la base des informations fournies. La facture intègre des frais de conditionnement pour la préparation à la vente des matières valorisables sauf convention expresse, les factures sont payables au siège du Prestataire, à 30 jours nets de la date de facture, sans escompte ; les traites doivent être retournées acceptées au plus tard dans les 10 jours à la date de la facture. Les factures pro-forma émises à titre provisoire doivent être validées par le Client dans un délai de 10 jours à compter de leur réception. À défaut de réponse du Client dans ce délai, la facture pro-forma sera réputée acceptée et la facture définitive sera émise de plein droit à l'issue de cette période. Passé un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la facture sans observation écrite du Client, cette dernière et les prestations correspondantes seront réputées acceptées et ne pourront plus faire l'objet de réclamations. En outre, le Client renonce à l'application de l'article 1223 du Code Civil. Pour certains déchets valorisables qui font l'objet d'un achat par le Prestataire au Client, ce dernier produira une facture au Prestataire sur la base des bons de rachat matières fournis par le Prestataire. La facture du Client est payable à 45 jours de la date de facture. Dans le cas où le bon de rachat matière (BRM) est négatif, une facturation sur une ligne intitulée "Contribution à la filière de recyclage" vous sera adressée. Toute somme figurant sur la facture établie par le Prestataire, non payée à l'échéance, entraîne de plein droit dès le jour suivant la date de règlement portée sur ladite facture (i) l'application de pénalités d'un montant égal au taux de refinancement semestriel de la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de dix (10) points, (ii) une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € minimum conformément à l'article D441-5 du Code de commerce. Si les frais de recouvrement engagés par le Prestataire sont supérieurs à 40 €, ce dernier pourra facturer au Client ces frais supplémentaires sur justificatifs (iii) et/ou le droit, au profit du Prestataire de suspendre l'exécution des Prestations en cours et/ou d'exiger un paiement en contre remboursement pour les Prestations futures jusqu'à complet apurement de la situation et/ou la compensation des montants dus avec toute somme à devoir à quelque titre que ce soit à l'égard du Client défaillant, (iv) l'application de la déchéance du terme des autres factures et ce, sans aucune formalité préalable. Au cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme un refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement. Même en cas de litige sur son libellé ou son contenu, toute facture qui fera, le cas échéant, l'objet d'une régularisation ultérieure, doit être payée à son échéance. Dans l'hypothèse où le Client est redevable de plusieurs paiements à l'égard du Prestataire, il est convenu que l'imputation des paiements s'effectuera sur les dettes les plus anciennes. En conséquence, le Client renonce expressément aux dispositions de l'article 1342-10 du Code civil. En cas de bouleversement de l'équilibre économique des relations contractuelles, pour quelque raison que ce soit, le Prestataire peut demander par LRAR le réexamen du prix et en cas de désaccord pour poursuivre les relations commerciales, la résiliation du contrat.

4. Conditions d'utilisation des matériels destinés à recevoir des déchets.

Le Client s'engage à utiliser le matériel loué en conformité avec sa destination à l'exclusion de toute autre utilisation. Sauf stipulation contraire écrite du Prestataire, le matériel est à la disposition exclusive du Client. Le choix, les autorisations et l'accès libre des emplacements destinés à recevoir le matériel incombent au Client, sous son entière responsabilité notamment en matière de sécurité. Il s'assurera des autorisations de stationnement et de balisage de jour comme de nuit. Sauf accord écrit du Prestataire, ce dernier est seul habilité à déplacer le matériel. Tout déplacement du matériel, à la suite d'une demande du Client, qui se révélerait inutile, soit en raison de l'encombrement de l'accès à l'emplacement désigné pour déposer ou enlever le matériel, soit en raison d'un chargement non terminé, fera l'objet d'une facturation complémentaire. En cas d'avaries ou de dégradation partielle ou totale du matériel hors périodes de maintenance par le Prestataire, le Client sera tenu envers le Prestataire de la valeur de remplacement du matériel ou du montant des réparations à effectuer, y compris les frais de main-d'œuvre et de déplacement, sans attendre le résultat du recours formulé éventuellement par lui-même auprès de sa compagnie d'assurance. En cas de nécessité de remplacement d'un bac cassé, volé ou perdu un montant forfaitaire de 200€ sera facturé. Ce montant permet de couvrir les frais de retrait/dépôt et de remplacement du matériel. L'état du matériel, qui doit être restitué en bon état d'entretien et de marche, sera constaté à la fin du contrat, avant restitution. Le volume utile d'un conteneur étant calculé ras-bord, son chargement ne peut en dépasser les bords supérieurs. En cas d'enlèvement de déchets de forte densité, le Client devra s'assurer du niveau maximal qui pourra atteindre le chargement pour respecter la réglementation routière en matière de poids total autorisé. Le Client doit prendre toute précaution afin d'éviter toute adhésion des déchets au matériel. En cas de non-respect de ces recommandations, le chauffeur pourra refuser l'enlèvement du conteneur surchargé. De même, les conséquences des verbalisations dressées par les agents assermentés ainsi que les conséquences des accidents seront répercutées sur le Client. Le Client veillera, en cas d'utilisation d'un matériel muni d'un système électrique de compaction, à la conformité de l'installation électrique alimentant ce matériel et au respect des consignes de sécurité, notamment à l'arrêt du matériel pendant les opérations de chargement.

5. Propriété des matériels mis à disposition.

Le matériel reste la propriété entière et exclusive du Prestataire. Le Client ne peut transmettre aucun droit réel sur le matériel et s'interdit de le donner en gage ou de le comprendre parmi les éléments figurant à un nantissement. Il s'interdit également toute sous-location, prêt à usage ou autre, sous quelque forme que ce soit. En cas de saisie-arrest, redressement judiciaire, liquidation ou de toute autre intervention d'un tiers sur les matériels, le Client devra impérativement en informer le Prestataire sans délai afin de lui permettre de s'y opposer et de préserver ses droits.

6. Assurance – Responsabilité.

Dès la livraison du matériel, le Client en a la garde et engage sa responsabilité en application des dispositions du Code civil. En conséquence, le Client doit souscrire les polices d'assurances couvrant cette responsabilité. En cas de sinistre, le Client devra en informer sans délai le Prestataire en précisant les circonstances et ses conséquences. Le Prestataire sera responsable, dans la limite du montant annuel HT de la prestation, par sinistre et par an, de tout dommage matériel qui pourrait être causé par lui-même, ses préposés et/ou ses sous-traitants au Client et à ses biens. Les dommages immatériels sont exclus de la responsabilité du Prestataire.

7. Réclamations.

Toute réclamation sur les vices apparents ou sur la non-conformité du matériel déposé, doit être formulée par écrit dans les 8 jours de la réception du matériel. Il appartiendra au Client de fournir toute justification quant à la réalité des vices ou anomalies constatés.

8. Accès au site du Client et collecte.

La collecte des déchets peut s'effectuer dans le cadre d'une collecte dédiée au Client, ou d'une collecte mutualisée avec des tiers. En cas de collecte dédiée, la collecte sera effectuée dans un délai de 48h lorsque la demande est effectuée, par courrier électronique, avant 16h. Le Client met tout en œuvre pour que les véhicules du Prestataire soient présents le moins de temps possible sur le site de collecte. Un temps d'attente du véhicule de collecte au-delà de 15 minutes fera l'objet d'une facturation par quart d'heure indivisible, à 30,00 € ¼ heure. Le Prestataire tiendra les justificatifs du temps d'attente, à disposition du Client jusqu'à la date d'exploitabilité de la facture. Le passage à vide, du fait d'une impossibilité de réaliser une collecte planifiée imputable au client, ou du fait de la présence de déchets non conformes détectée lors de la collecte, sera facturé au prix de la collecte dans

le cas d'une collecte dédiée et au prix du passage dans le cas d'une collecte mutualisée. Un passage supplémentaire est possible en supplément, sur demande écrite de la part du Client au service planning du Prestataire, qui communiquera alors la date d'intervention. Les déchets sont réputés être collectés exclusivement dans des contenants (appartenant, mis à disposition ou loués au Client.). En cas de constat de déchets en vrac, le Prestataire pourra accepter de manière exceptionnelle la collecte qui sera facturée au Client au tarif en vigueur, selon la quantité estimée en équivalent-bac. Le Prestataire tiendra les justificatifs de la présence du vrac au sol collecté, à disposition du Client jusqu'à la date d'exploitabilité de la facture. L'envoi par mail ou tout autre moyen du Bon d'Intervention au Client atteste de l'intervention du Prestataire et vaut tacite acceptation du Client.

9. Réception des déchets – Procédures de refus – requalification et décode.

Lors du déchargement, le Prestataire contrôle la conformité des déchets à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières. Dans le cas de la collecte mutualisée, où le déchet présent dans le contenant n'est pas conforme à celui prévu au contrat, des frais supplémentaires d'un montant de 15 € par contenant non conforme peuvent être appliqués. Ce montant permet de couvrir les coûts de "sur-tri" induit par la pollution du gisement de la tournée. Le Prestataire refusera tout chargement induisant des déchets qui ne seraient pas autorisés par l'arrêté préfectoral d'exploitation du site. L'ensemble des frais de retour seront à la charge du Client. Un apport répété de tels déchets pourra justifier un refus d'accéder au site. Dans le cas où le portique de détection de radioactivité, présent en entrée de site, signalerait un niveau de radioactivité déclenchant la procédure applicable à un tel cas, l'ensemble des frais consécutifs seront répercutés au Client. Les coûts de gestion supplémentaires afférents au traitement des déchets autorisés par l'arrêté du site mais non conformes à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières seront facturés au Client :

En cas de pollution des déchets valorisables par des déchets non valorisables, il sera opéré une requalification de la fraction de chargement polluée voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables et non valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable, facturée à minima au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques augmenté des éventuels frais supplémentaires de tri et transports. En cas de pollution de déchets valorisables par d'autres déchets valorisables, il sera opéré : une requalification de la fraction polluée du chargement voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur des fractions valorisables commercialisées distinctement mais que le mélange reste valorisable, sans rachat de la fraction requalifiée et avec facturation au Client des éventuels frais supplémentaires de tri et transport. La facturation de l'ensemble du chargement au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques si la séparation des différentes fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable et que le mélange n'est pas valorisable.

Le reclassement du lot pollué, pour quelle que cause que ce soit, entraîne la facturation des frais suivants : Si le taux d'impuretés est compris entre 1 et 10%, des frais de sur-tri seront appliqués sur la totalité des tonnes du lot réceptionné : 70 €/Tonne dans le cas d'un lot papier, bois, or cartons, 100 €/Tonne dans le cas d'un lot plastique et 150 €/Tonne dans le cas d'un lot gravats, béton, terres, déchets verts, verre plat (du BTP). Sur la fraction non conforme des frais de déclassement seront appliqués. Sur la fraction conforme des frais de conditionnement à 35€/Tonne seront appliqués. Le rachat matière sera effectué uniquement sur la fraction conforme, au tarif mentionné sur le présent contrat. En cas de pollution de déchets non dangereux par des déchets dangereux ou interdits, la non-conformité constatée à réception sur site entraîne le reclassement de l'intégralité du lot pollué et la facturation de 500€ / Tonne.

Des photos justifiant la requalification pourront être fournies, sur demande, au Client durant 3 mois.

En fonction du taux d'humidité constaté par le prestataire, le lot pourra faire l'objet d'une décode pour la quote-part d'eau contenu dans le chargement. Les bons numérotés indiquant le poids, la nature et le niveau de qualité des déchets réceptionnés sur les sites de valorisation, ainsi que les exutoires utilisés pour les déchets issus du tri et/ou les déclassements globaux sont tenus à la disposition du Client. Le Client pourra ponctuellement, solliciter au préalable avant livraison, l'isolement du chargement dans le cas où il ferait l'objet d'une requalification. Le Client aura un délai de 24 heures pour effectuer un contrôle contradictoire sur site.

10. Obligation de tri et de caractérisation.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AGEC), le Client justifie auprès du Prestataire de respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2 du Code de l'environnement. Dès la signature du présent Contrat et, dans tous les cas, en amont de toute réception de déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire du Contrat, le Client transmettra au Prestataire une attestation de tri à la source conforme au modèle annexé à la fiche d'information préalable (FIP) ou à tout modèle dont l'utilisation serait rendue obligatoire par les pouvoirs publics. Le Client s'interdit de confier au Prestataire, aux fins d'élimination par enfouissement, des déchets non ultimes et/ou valorisables, conformément aux articles L.541-2-1 et R.541-48-3-1 du Code de l'environnement. Les déchets non valorisables non dangereux confiés au Prestataire en vue de leur élimination devront faire l'objet d'un rapport annuel de caractérisation, tel que prévu par l'arrêté ministériel du 16 septembre 2021, préalable à toute prestation de réception de ces déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du Contrat. Toute violation du présent article pourra entraîner un refus de gestion du lot de déchets du Client par le Prestataire, sans que le Client ne puisse réclamer une quelconque indemnité. En cas de réception par le Prestataire de déchets valorisables et/ou non ultime sur une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), le Prestataire en informera la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et l'administration fiscale. Le Prestataire pourra, le cas échéant, répercuter au Client l'application du taux maximum de TGAP prévu à l'article 266 nonies du Code des douanes et lui facturer.

11. Force majeure.

Le Prestataire n'est pas tenu en cas de force majeure tels que pénurie de carburant, défaillance des services publics, grève, catastrophes naturelles, guerre, retrait ou suspension des autorisations d'exploitation sans que cette énumération ne soit limitative.

12. Résiliation.

En cas de manquement par le Client à l'une quelconque des obligations nées des présentes conditions, et notamment en cas de non-paiement de l'une des échéances, ou d'apports répétés de déchets non conformes ou interdits, le Prestataire pourra résilier le contrat 15 jours après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. En cas de résiliation anticipée du contrat du fait, ou de par, la faute du Client, le Prestataire percevra une indemnité forfaitaire de résiliation équivalente à la moyenne des facturations mensuelles faites au Client depuis le début des prestations multipliée par la moitié du nombre de mois restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat. En outre les frais de retrait du matériel et de traitement éventuel seront facturés au Client. Hormis le cas évoqué ci-dessus, le contrat est conclu pour la durée mentionnée aux conditions particulières et ses conditions révisibles à date anniversaire.

13. Cas particulier de la vente de matières par le Prestataire.

Lors de la vente de matières par le Prestataire, le transfert de propriété de la matière livrée est effectué sous réserve du paiement intégral du prix. Le Client est tenu d'informer ses créanciers de la réserve de propriété stipulée en faveur du Prestataire. Le défaut de paiement, même partiel, autorise le Prestataire, nonobstant toute clause contraire, à récupérer la matière chez le Client, après première présentation d'une mise en demeure avec accusé de réception. Le droit de revendication s'exerce également en cas de procédure collective ouverte à l'encontre du Client. En cas de revente de la matière, le Client s'engage à régler immédiatement au Prestataire la partie du prix restant due. De même, si revente, le Client s'engage à avertir immédiatement le Prestataire pour lui permettre d'exercer éventuellement son droit de revendication sur la matière à l'égard du tiers acquéreur. La restitution de la matière s'effectuera aux frais et risques du Client.

14. Loi applicable.

Litige Les présentes conditions sont soumises à la loi française. Tout litige est de la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris.



Envoyé en préfecture le 16/09/2026

Reçu en préfecture le 16/09/2026

Publié le 16/09/2026

ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE



Facture N° K043171556

Période de facturation : 01/11/2025 au 30/11/2025

SUEZ RV Ile-de-France

AGENCE OUEST

avenue Ozanne

78440 PORCHEVILLE

Téléphone: 0969321010

Mail: contact.idfnordouest.rv@suez.com

Adresse de votre siège: ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

ANTONINE - CARREFOUR MARKET

A L'ATTENTION DE M M

ROUTE DE ROUEN

95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement	Echéance
30/11/2025	7548-481227		Prélèvement automatique Clients	29/01/2026

Résumé des prestations effectuées	TVA	Qté	Unité	PU	Total HT
Contacts: - Récupérer un document : Rendez-vous sur https://espace-entreprises-rv.suez.fr/ - Transmettre un avis de virement : encaissements.rennes.rv@suez.com - Transmettre votre facture de rachat matière: facturefournisseur.rvf.fr@suez.com					
CARREFOUR MARKET RUE DE ROUEN/MAGNY EN VEXIN 95420					
Dossier N° K043017553 COLLECTE 2 BAC 660L DIB					
Matière : Déchets non recyclables en mélange (CED 200301.)					
- Location Bac roulant 660 L 20% (01/11/2025-30/11/2025)	20%	2,00	UP	8,28	16,56
- Forfait Bac roulant 660 L Levé et traité	20%	32,00	UP	15,91	509,12
- Passage véhicule 20%	20%	8,00	UP	17,10	136,80
Dossier N° K043017560 COLLECTE 3 BAC 240L BIO DECHETS ALIMENTAIRES					
Matière : Bio déchets (alimentaires et SPA) (CED 160306.)					
- Location Bac roulant 240 L 20% (01/11/2025-30/11/2025)	20%	3,00	UP	6,50	19,50
- Forfait Bac roulant 240 L Levé et traité	20%	23,00	UP	10,90	250,70
- Passage véhicule 20%	20%	8,00	UP	21,90	175,20
NOUVEAU ! Pour toute question relative à votre facture, écrivez-nous à contact.idfnordouest.rv@suez.com Nos équipes vous répondront dans les plus brefs délais.					

HT	Taux	TVA	Montant TTC
1 107,88	20%	221,58	1 329,46
Total HT		Total TVA	Net à payer TTC - EUR
1 107,88		221,58	1 329,46

Total HT 1 107,88

Total TVA 221,58

Montant dû TTC
1 329,46Merci d'adresser votre règlement
accompagné du coupon détachable
+ à l'adresse suivante : +Domiciliation Bancaire : BNP PARIBAS
Code banque 30004 - Code guichet 00350 - BIC BNPAFRPP
IBAN FR7630004003500001014297323
TVA CE : FR04 662 014 489
A l'encaissement

Aucun escompte pour paiement anticipé. En cas de retard de paiement, seront appliqués, en sus de l'indemnité forfaitaire de 40 E, des frais de retard d'un montant égal au taux de refinancement de la BCE majoré de dix points.

SUEZ RV Ile-de-France
TSA 80071
41976 BLOIS CEDEX 9
N° pièce : K043171556
N° Client : 7548-481227
Échéance : 29/01/2026
Montant TTC : 1 329,46 EURSiège Social : Tour ALTIPLANO - 4 PLACE DE LA PYRAMIDE 92800 PUTEAUX
Tél: 01.58.81.30.00 SAS au capital de 9 046 234 Euros - RCS
Nanterre B662 014 489 - APE 3811Z- pour les règlements par chèque, merci de mentionner sur l'ORDRE le nom précis de l'entité Suez payée et au VERSO de reporter le n° de la facture et de coller le papillon
- pour les règlements par virement, merci d'intituler dans l'OBJET du paiement les n° de factures réglées



Envoyé en préfecture le 16/09/2026

Reçu en préfecture le 16/09/2026

Publié le 16/09/2026



ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE

Détail facture N° K043171556

Période de facturation : 01/11/2025 au 30/11/2025

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

N° dossier K043017553
COLLECTE 2 BAC 660L DIB

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
03/11/25	BM2018	K0431267179	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
03/11/25	BM2018	K0431267179	Passage	-	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
06/11/25	BM2018	K0431267182	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
06/11/25	BM2018	K0431267182	Passage	-	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
10/11/25	BM2017	K0431267180	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
10/11/25	BM2017	K0431267180	Passage	-	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
13/11/25	BM2018	K0431268912	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
13/11/25	BM2018	K0431268912	Passage	-	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
17/11/25	BM2021	K0431268911	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
17/11/25	BM2021	K0431268911	Passage	-	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
20/11/25	BM2018	K0431269971	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
20/11/25	BM2018	K0431269971	Passage	-	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
24/11/25	BM2021	K0431269970	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
24/11/25	BM2021	K0431269970	Passage	-	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
27/11/25	BM2018	K0431271040	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
27/11/25	BM2018	K0431271040	Passage	-	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé

N° dossier K043017560
COLLECTE 3 BAC 240L BIO DECHETS ALIMENTAIRES

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
05/11/25	BM2020	K0431267756	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
05/11/25	BM2020	K0431267756	Passage	-	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
07/11/25	BM2020	K0431267758	Collecte	Bac 240L	2,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
07/11/25	BM2020	K0431267758	Passage	-	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
12/11/25	BM2020	K0431269131	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
12/11/25	BM2020	K0431269131	Passage	-	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
14/11/25	BM2020	K0431269132	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
14/11/25	BM2020	K0431269132	Passage	-	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
19/11/25	BM2020	K0431270258	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
19/11/25	BM2020	K0431270258	Passage	-	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
21/11/25	BM2020	K0431270259	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
21/11/25	BM2020	K0431270259	Passage	-	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
26/11/25	BM2020	K0431271328	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
26/11/25	BM2020	K0431271328	Passage	-	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
28/11/25	BM2020	K0431271329	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
28/11/25	BM2020	K0431271329	Passage	-	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et

1. Application

Sauf dérogation signée par une personne habilitée par le Client et le Prestataire, les présentes Conditions sont applicables aux prestations de services, de vente d'études et de prestations intellectuelles, et d'achats/ventes de matières exécutées par le Prestataire.

2. Commandes - Livraison

Les commandes ne sont définitives que lorsqu'elles ont été acceptées par écrit par le Prestataire. En l'absence de bon de commande, le Client s'engage à faire la facture du Prestataire. Les contrordres, modifications ou annulations ne sont valables que s'ils sont donnés par écrit dans un délai raisonnable et accepté par le Prestataire avant le début de la prestation. Le délai de prévenance standard permettant le début opérationnel des prestations est de 72h à partir du devis signé. En outre, le prestataire se réserve le droit de fixer ses conditions ou de refuser d'opérer. La mise en place des matériels destinés à la collecte des déchets ne pourra intervenir qu'après accord express du Prestataire sur l'emplacement choisi. Les délais de livraison des matériels sont donnés à titre indicatif et sont établis en fonction des possibilités d'approvisionnement et de transport du Prestataire. Si la livraison est retardée du fait du Client, le Prestataire pourra résilier l'engagement cinq jours francs après la date de livraison convenue avec demande de dommages-intérêts au Client pour préjudice subi.

3. Prix - Conditions de paiement - Pénalités.

Les prix sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande, ils sont stipulés en euros et hors taxes. Ils sont révisibles tous les ans. Des frais de gestion administratifs et réglementaires peuvent être appliqués pour couvrir les coûts liés aux obligations légales, administratives et de suivi des prestations. Ces frais pourront être ajoutés à chaque facturation. La TGAP est reportée sur le Client à son taux en vigueur au moment de la prestation. En cas d'évolution du taux de TGAP facturé, le Client se verra facturer ce complément de TGAP s'il est à la hausse. En cas de baisse de la TGAP du fait d'investissements portés par le Prestataire afin de changer de tranche de TGAP, le Client se verra appliquer le taux réel de TGAP et facturer en supplément du prix de traitement initial hors TGAP un différentiel d'un même montant afin de prendre en compte les investissements réalisés. Si en cours de contrat, de nouvelles taxes fiscales ou parafiscales, majorations ou charges légales étaient imposées, le Prestataire sera autorisé à les répercuter de plein droit sur ses tarifs sous réserve d'en apporter la justification et information écrite préalable au Client. Indépendamment des obligations faites par l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux ISDND, La fiche d'information préalable répond à l'obligation d'information du producteur mentionnée à l'article L.541-7-1 du code de l'environnement. Elle engage la responsabilité du producteur et celle de SUEZ sur la base des informations fournies. La facture intègre des frais de conditionnement pour la préparation à la vente des matières valorisables sauf convention expresse, les factures sont payables au siège du Prestataire, à 30 jours nets de la date de facture, sans escompte ; les traites doivent être retournées acceptées au plus tard dans les 10 jours à la date de la facture. Les factures pro-forma émises à titre provisoire doivent être validées par le Client dans un délai de 10 jours à compter de leur réception. À défaut de réponse du Client dans ce délai, la facture pro-forma sera réputée acceptée et la facture définitive sera émise de plein droit à l'issue de cette période. Passé un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la facture sans observation écrite du Client, cette dernière et les prestations correspondantes seront réputées acceptées et ne pourront plus faire l'objet de réclamations. En outre, le Client renonce à l'application de l'article 1223 du Code Civil. Pour certains déchets valorisables qui font l'objet d'un achat par le Prestataire au Client, ce dernier produira une facture au Prestataire sur la base des bons de rachat matières fournis par le Prestataire. La facture du Client est payable à 45 jours de la date de facture. Dans le cas où le bon de rachat matière (BRM) est négatif, une facturation sur une ligne intitulée "Contribution à la filière de recyclage" vous sera adressée. Toute somme figurant sur la facture établie par le Prestataire, non payée à l'échéance, entraîne de plein droit dès le jour suivant la date de règlement portée sur ladite facture (i) l'application de pénalités d'un montant égal au taux de refinancement semestriel de la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de dix (10) points, (ii) une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € minimum conformément à l'article D441-5 du Code de commerce. Si les frais de recouvrement engagés par le Prestataire sont supérieurs à 40 €, ce dernier pourra facturer au Client ces frais supplémentaires sur justificatifs (iii) et/ou le droit, au profit du Prestataire de suspendre l'exécution des Prestations en cours et/ou d'exiger un paiement en contre remboursement pour les Prestations futures jusqu'à complet apurement de la situation et/ou la compensation des montants dus avec toute somme à devoir à quelque titre que ce soit à l'égard du Client défaillant, (iv) l'application de la déchéance du terme des autres factures et ce, sans aucune formalité préalable. Au cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme un refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement. Même en cas de litige sur son libellé ou son contenu, toute facture qui fera, le cas échéant, l'objet d'une régularisation ultérieure, doit être payée à son échéance. Dans l'hypothèse où le Client est redevable de plusieurs paiements à l'égard du Prestataire, il est convenu que l'imputation des paiements s'effectuera sur les dettes les plus anciennes. En conséquence, le Client renonce expressément aux dispositions de l'article 1342-10 du Code civil. En cas de bouleversement de l'équilibre économique des relations contractuelles, pour quelque raison que ce soit, le Prestataire peut demander par LRAIR le réexamen du prix et en cas de désaccord pour poursuivre les relations commerciales, la résiliation du contrat.

4. Conditions d'utilisation des matériels destinés à recevoir des déchets.

Le Client s'engage à utiliser le matériel loué en conformité avec sa destination à l'exclusion de toute utilisation. Sauf stipulation contraire écrite du Prestataire, le matériel est à la disposition exclusive du Client. Le choix, les autorisations et l'accès libre des emplacements destinés à recevoir le matériel incombent au Client, sous son entière responsabilité notamment en matière de sécurité. Il s'assurera des autorisations de stationnement et de balisage de jour comme de nuit. Sauf accord écrit du Prestataire, ce dernier est seul habilité à déplacer le matériel. Tout déplacement du matériel, à la suite d'une demande du Client, qui se révélerait inutile, soit en raison de l'encombrement de l'accès à l'emplacement désigné pour déposer ou enlever le matériel, soit en raison d'un chargement non terminé, fera l'objet d'une facturation complémentaire. En cas d'avaries ou de dégradation partielle ou totale du matériel hors périodes de maintenance par le Prestataire, le Client sera tenu envers le Prestataire de la valeur de remplacement du matériel ou du montant des réparations à effectuer, y compris les frais de main-d'œuvre et de déplacement, sans attendre le résultat du recours formulé éventuellement par lui-même auprès de sa compagnie d'assurance. En cas de nécessité de remplacement d'un bac cassé, volé ou perdu un montant forfaitaire de 200€ sera facturé. Ce montant permet de couvrir les frais de retrait/dépôt et de remplacement du matériel. L'état du matériel, qui doit être restitué en bon état d'entretien et de marche, sera constaté à la fin du contrat, avant restitution. Le volume utile d'un conteneur étant calculé ras-bord, son chargement ne peut en dépasser les bords supérieurs. En cas d'enlèvement de déchets de forte densité, le Client devra s'assurer du niveau maximal que pourra atteindre le chargement pour respecter la réglementation routière en matière de poids total autorisé. Le Client doit prendre toute précaution afin d'éviter toute adhésion des déchets au matériel. En cas de non-respect de ces recommandations, le chauffeur pourra refuser l'enlèvement du conteneur surchargé. De même, les conséquences des verbalisations dressées par les agents assermentés ainsi que les conséquences des accidents seront répercutées sur le Client. Le Client veillera, en cas d'utilisation d'un matériel muni d'un système électrique de compaction, à la conformité de l'installation électrique alimentant ce matériel et au respect des consignes de sécurité, notamment à l'arrêt du matériel pendant les opérations de chargement.

5. Propriété des matériels mis à disposition.

Le matériel reste la propriété entière et exclusive du Prestataire. Le Client ne peut transmettre aucun droit réel sur le matériel et s'interdit de le donner en gage ou de le comprendre parmi les éléments figurant à un nantissement. Il s'interdit également toute sous-location, prêt à usage ou autre, sous quelque forme que ce soit. En cas de saisie-arrest, redressement judiciaire, liquidation ou de toute autre intervention d'un tiers sur les matériels, le Client devra impérativement en informer le Prestataire sans délai afin de lui permettre de s'y opposer et de préserver ses droits.

6. Assurance - Responsabilité

Dès la livraison du matériel, le Client en a la garde et engage sa responsabilité en application des dispositions du Code civil. En conséquence, le Client doit souscrire les polices d'assurances couvrant cette responsabilité. En cas de sinistre, le Client devra en informer sans délai le Prestataire en précisant les circonstances et ses conséquences. Le Prestataire sera responsable, dans la limite du montant annuel HT de la prestation, par sinistre et par an, de tout dommage matériel qui pourrait être causé par lui-même, ses préposés et/ou ses sous-traitants au Client et à ses biens. Les dommages immatériels sont exclus de la responsabilité du Prestataire.

7. Réclamations

Toute réclamation sur les vices apparents ou sur la non-conformité du matériel déposé, doit être formulée par écrit dans les 8 jours de la réception du matériel. Il appartiendra au Client de fournir toute justification quant à la réalité des vices ou anomalies constatés.

8. Accès au site du Client et collecte.

La collecte des déchets peut s'effectuer dans le cadre d'une collecte dédiée au Client, ou d'une collecte mutualisée avec des tiers. En cas de collecte dédiée, la collecte sera effectuée dans un délai de 48h lorsque la demande est effectuée, par courrier électronique, avant 16h. Le Client met tout en œuvre pour que les véhicules du Prestataire soient présents le moins de temps possible sur le site de collecte. Un temps d'attente du véhicule de collecte au-delà de 15 minutes fera l'objet d'une facturation par quart d'heure indivisible, à 30,00 € ¼ heure. Le Prestataire tiendra les justificatifs du temps d'attente, à disposition du Client jusqu'à la date d'extinguibilité de la facture. Le passage à vide, du fait d'une impossibilité de réaliser une collecte planifiée imputable au client, ou du fait de la présence de déchets non conformes détectée lors de la collecte, sera facturé au prix de la collecte dans

le cas d'une collecte dédiée et au prix du passage dans le cas d'une collecte mutualisée. Un passage supplémentaire est possible en supplément, sur demande écrite de la part du Client au service planning du Prestataire, qui communiquera alors la date d'intervention. Les déchets sont réputés être collectés exclusivement dans des contenants (appartenant, mis à disposition ou loués au Client). En cas de constat de déchets en vrac, le Prestataire pourra accepter de manière exceptionnelle la collecte qui sera facturée au Client au tarif en vigueur, selon la quantité estimée en équivalent-bac. Le Prestataire tiendra les justificatifs de la présence du vrac au sol collecté, à disposition du Client jusqu'à la date d'extinguibilité de la facture. L'envoi par mail ou tout autre moyen du Bon d'Intervention au Client atteste de l'intervention du Prestataire et vaut tacite acceptation du Client.

9. Réception des déchets - Procédures de refus - requalification et décode.

Lors du déchargement, le Prestataire contrôle la conformité des déchets à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières. Dans le cas de la collecte mutualisée, où le déchet présent dans le contenant n'est pas conforme à celui prévu au contrat, des frais supplémentaires d'un montant de 15 € par contenant non conforme peuvent être appliqués. Ce montant permet de couvrir les coûts de "sur-tri" induit par la pollution du gisement de la tournée. Le Prestataire refusera tout chargement incluant des déchets qui ne seraient pas autorisés par l'arrêté préfectoral d'exploitation du site. L'ensemble des frais de retour seront à la charge du Client. Un apport répété de tels déchets pourra justifier un refus d'accéder au site. Dans le cas où le portique de détection de radioactivité, présent en entrée de site, signalerait un niveau de radioactivité déclenchant la procédure applicable à un tel cas, l'ensemble des frais consécutifs seront répercutés au Client. Les coûts de gestion supplémentaires afférents au traitement des déchets autorisés par l'arrêté du site mais non conformes à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières seront facturés au Client ;

En cas de pollution des déchets valorisables par des déchets non valorisables, il sera opéré une requalification de la fraction de chargement polluée voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables et non valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable, facturée à minima au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques augmentés des éventuels frais supplémentaires de tri et transports. En cas de pollution de déchets valorisables par d'autres déchets valorisables, il sera opéré : une requalification de la fraction polluée du chargement voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur des fractions valorisables commercialisées distinctement mais que le mélange reste valorisable, sans rachat de la fraction requalifiée et avec facturation au Client des éventuels frais supplémentaires de tri et transport. La facturation de l'ensemble du chargement au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques si la séparation des différentes fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable et que le mélange n'est pas valorisable.

Le reclassement du lot pollué, pour quelle que cause que ce soit, entraîne la facturation des frais suivants : Si le taux d'impuretés est compris entre 1 et 10%, des frais de sur-tri seront appliqués sur la totalité des tonnes du lot réceptionné : 70 €/Tonne dans le cas d'un lot papier, bois, ou cartons, 100 €/Tonne dans le cas d'un lot plastique et 150 €/Tonne dans le cas d'un lot gravats, béton, terres, déchets verts, verre plat (du BTP). Sur la fraction non conforme des frais de déclassement seront appliqués. Sur la fraction conforme des frais de conditionnement à 35€/Tonne seront appliqués. Le rachat matière sera effectué uniquement sur la fraction conforme, au tarif mentionné sur le présent contrat. En cas de pollution de déchets non dangereux par des déchets dangereux ou interdits, la non-conformité constatée à réception sur site entraîne le reclassement de l'intégralité du lot pollué et la facturation de 500€/ Tonne.

Des photos justifiant la requalification pourront être fournies, sur demande, au Client durant 3 mois.

En fonction du taux d'humidité constaté par le prestataire, le lot pourra faire l'objet d'une décode pour la qualité-part d'eau contenu dans le chargement. Les bons numérotés indiquant le poids, la nature et le niveau de quats des déchets réceptionnés sur les sites de valorisation, ainsi que les exutoires utilisés pour les déchets issus du tri et/ou les déclassements globaux sont tenus à la disposition du Client. Le Client pourra ponctuellement, solliciter au préalable avant livraison, l'isolement du chargement dans le cas où il ferait l'objet d'une requalification. Le Client aura un délai de 24 heures pour effectuer un contrôle contradictoire sur site.

10. Obligation de tri et de caractérisation.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AGEC), le Client justifie auprès du Prestataire de respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2 du Code de l'environnement. Dès la signature du présent Contrat et, dans tous les cas, en amont de toute réception de déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire du Contrat, le Client transmettra au Prestataire une attestation de tri à la source conforme au modèle annexé à la fiche d'information préalable (FIP) ou à tout modèle dont l'utilisation serait rendue obligatoire par les pouvoirs publics. Le Client s'interdit de confier au Prestataire, aux fins d'élimination par enfouissement, des déchets non utiles et/ou valorisables, conformément aux articles L.541-2-1 et R.541-48-3-1 du Code de l'environnement. Les déchets non valorisables non dangereux confiés au Prestataire en vue de leur élimination devront faire l'objet d'un rapport annuel de caractérisation, tel que prévu par l'arrêté ministériel du 16 septembre 2021, préalablement à toute prestation de réception de ces déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du Contrat. Toute violation du présent article pourra entraîner un refus de gestion du ou des déchets du Client par le Prestataire, sans que le Client ne puisse réclamer une quelconque indemnité. En cas de réception par le Prestataire de déchets valorisables et/ou non ultime sur une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), le Prestataire en informera la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et l'administration fiscale. Le Prestataire pourra, le cas échéant, répercuter au Client l'application du taux maximum de TGAP prévu à l'article 266 nonies du code des douanes et lui facturer.

11. Force Majeure

Le Prestataire n'est pas tenu en cas de force majeure tels que pénurie de carburant, défaillance des services publics, grève, catastrophes naturelles, guerre, retrait ou suspension des autorisations d'exploitation sans que cette énumération ne soit limitative.

12. Résiliation

En cas de manquement par le Client à l'une quelconque des obligations nées des présentes conditions, et notamment en cas de non-paiement de l'une des échéances, ou d'apports répétés de déchets non conformes ou interdits, le Prestataire pourra résilier le contrat 15 jours après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. En cas de résiliation anticipée du contrat du fait, ou de par, la faute du Client, le Prestataire percevra une indemnité forfaitaire de résiliation équivalente à la moyenne des facturations mensuelles faites au Client depuis le début des prestations multipliée par la moitié du nombre de mois restant à courir jusqu'à l'échéance du contrat. En outre les frais de retrait du matériel et de traitement éventuel seront facturés au Client. Hormis le cas évoqué ci-dessus, le contrat est conclu pour la durée mentionnée aux conditions particulières et ses conditions révisibles à date anniversaire.

13. Cas particulier de la vente de matières par le Prestataire

Lors de la vente de matières par le Prestataire, le transfert de propriété de la matière livrée est effectué sous réserve du paiement intégral du prix. Le Client est tenu d'informer ses créanciers de la réserve de propriété stipulée en faveur du Prestataire. Le défaut de paiement, même partiel, autorise le Prestataire, nonobstant toute clause contraire, à récupérer la matière chez le Client, après première présentation d'une mise en demeure avec accusé de réception. Le droit de revendication s'exerce également en cas de procédure collective ouverte à l'encontre du Client. En cas de revente de la matière, le Client s'engage à régler immédiatement au Prestataire la partie du prix restant due. De même, si revente, le Client s'engage à avertir immédiatement le Prestataire pour lui permettre d'exercer éventuellement son droit de revendication sur la matière à l'égard du tiers acquéreur. La restitution de la matière s'effectuera aux frais et risques du Client.

14. Loi applicable

Litige Les présentes conditions sont soumises à la loi française. Tout litige est de la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris.



Envoyé en préfecture le 16/09/2026
Reçu en préfecture le 16/09/2026
Publié le 16/09/2026
ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE

Facture N° K043172131

Période de facturation : 01/12/2025 au 31/12/2025

SUEZ RV Ile-de-France

AGENCE OUEST
avenue Ozanne
78440 PORCHEVILLE
Téléphone: 0969321010
Mail: contact.idfnordouest.rv@suez.com
Adresse de votre siège: ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° Client	N° TVA Intracommunautaire	Mode de règlement	Echéance
31/12/2025	7548-481227		Prélèvement automatique Clients	01/03/2026

Résumé des prestations effectuées	TVA	Qté	Unité	PU	Total HT
Contacts: - Récupérer un document : Rendez-vous sur https://espace-entreprises-rv.suez.fr/ - Transmettre un avis de virement : encaissements.rennes.rv@suez.com - Transmettre votre facture de rachat matière: facturefournisseur.rvf.fr@suez.com					
CARREFOUR MARKET RUE DE ROUEN/MAGNY EN VEXIN 95420					
Dossier N° K043017553 COLLECTE 2 BAC 660L DIB					
Matière : Déchets non recyclables en mélange (CED 200301.)					
- Location Bac roulant 660 L 20% (01/12/2025-31/12/2025)	20%	2,00	UP	8,28	16,56
- Forfait Bac roulant 660 L Levé et traité	20%	31,00	UP	15,91	493,21
- Passage véhicule 20%	20%	8,00	UP	17,10	136,80
Dossier N° K043017560 COLLECTE 3 BAC 240L BIO DECHETS ALIMENTAIRES					
Matière : Bio déchets (alimentaires et SPA) (CED 160306.)					
- Location Bac roulant 240 L 20% (01/12/2025-31/12/2025)	20%	3,00	UP	6,50	19,50
- Forfait Bac roulant 240 L Levé et traité	20%	25,00	UP	10,90	272,50
- Passage véhicule 20%	20%	9,00	UP	21,90	197,10
NOUVEAU ! Pour toute question relative à votre facture, écrivez-nous à contact.idfnordouest.rv@suez.com Nos équipes vous répondront dans les plus brefs délais.					

HT	Taux	TVA	Montant TTC
1 135,67	20%	227,13	1 362,80
Total HT		Total TVA	Net à payer TTC - EUR
1 135,67		227,13	1 362,80

Total HT 1 135,67
Total TVA 227,13

Montant dû TTC
1 362,80

Merci d'adresser votre règlement
accompagné du coupon détachable
à l'adresse suivante :

Domiciliation Bancaire : BNP PARIBAS Code banque 30004 - Code guichet 00350 - BIC BNPAFRPP IBAN FR7630004003500001014297323 TVA CE : FR04 662 014 489 A l'encaissement
Aucun escompte pour paiement anticipé. En cas de retard de paiement, seront appliqués, en sus de l'indemnité forfaitaire de 40 E, des frais de retard d'un montant égal au taux de refinancement de la BCE majoré de dix points.

SUEZ RV Ile-de-France
TSA 80071
41976 BLOIS CEDEX 9
N° pièce : K043172131
N° Client : 7548-481227
Échéance : 01/03/2026
Montant TTC : 1 362,80 EUR

Siège Social : Tour ALTIPLANO - 4 PLACE DE LA PYRAMIDE 92800 PUTEAUX
Tél: 01.58.81.30.00 SAS au capital de 9 046 234 Euros - RCS
Nanterre B662 014 489 - APE 3811Z

- pour les règlements par chèque, merci de mentionner sur l'ORDRE le nom précis de l'entité Suez payée et au VERSO de reporter le n° de la facture et de coller le papillon
- pour les règlements par virement, merci d'initier dans l'OBJET du paiement les n° de factures réglées



Envoyé en préfecture le 16/09/2026

Reçu en préfecture le 16/09/2026

Publié le 16/09/2026



ID : 095-249500513-20260908-DEL2026070-DE

Détail facture N° K043172131

Période de facturation : 01/12/2025 au 31/12/2025

ANTONINE - CARREFOUR MARKET
A L'ATTENTION DE M M
ROUTE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

N° dossier K043017553
COLLECTE 2 BAC 660L DIB

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
01/12/25	BM2021	K0431271039	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
01/12/25	BM2021	K0431271039	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
04/12/25	BM2018	K0431271961	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
04/12/25	BM2018	K0431271961	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
08/12/25	BM2021	K0431273134	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
08/12/25	BM2021	K0431273134	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
11/12/25	BM2018	K0431273136	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
11/12/25	BM2018	K0431273136	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
15/12/25	BM2021	K0431273135	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
15/12/25	BM2021	K0431273135	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
18/12/25	BM2018	K0431274402	Collecte	Bac 660L	3,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
18/12/25	BM2018	K0431274402	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
22/12/25	BM2021	K0431274401	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
22/12/25	BM2021	K0431274401	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
29/12/25	BM2021	K0431275501	Collecte	Bac 660L	4,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé
29/12/25	BM2021	K0431275501	Passage	.	1,00	UP			190801	Déchets non recyclables en mé

N° dossier K043017560
COLLECTE 3 BAC 240L BIO DECHETS ALIMENTAIRES

CARREFOUR MARKET
RUE DE ROUEN
95420 MAGNY EN VEXIN

Date	N° parc	Bon d'Int.	Prestation	Matériel	Qté	Unité	Bon de pesée	Lieu de vidage	Code CED	Libellé
03/12/25	BM0095	K0431272200	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
03/12/25	BM0095	K0431272200	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
05/12/25	BM2020	K0431272201	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
05/12/25	BM2020	K0431272201	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
10/12/25	BM2020	K0431273465	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
10/12/25	BM2020	K0431273465	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
12/12/25	BM2020	K0431273466	Collecte	Bac 240L	2,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
12/12/25	BM2020	K0431273466	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
17/12/25	BM2020	K0431274691	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
17/12/25	BM2020	K0431274691	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
19/12/25	BM2020	K0431274692	Collecte	Bac 240L	2,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
19/12/25	BM2020	K0431274692	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
24/12/25	BM2020	K0431276039	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
24/12/25	BM2020	K0431276039	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
26/12/25	BM2020	K0431276041	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
26/12/25	BM2020	K0431276041	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
31/12/25	BM2020	K0431276040	Collecte	Bac 240L	3,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et
31/12/25	BM2020	K0431276040	Passage	.	1,00	UP			160306	Bio déchets (alimentaires et

1. Application

Sauf dérogation signée par une personne habilitée par le Client et le Prestataire, les présentes Conditions sont applicables aux prestations de services, de vente d'études et de prestations intellectuelles, et d'achats/ventes de matières exécutées par le Prestataire.

2. Commandes – Livraison

Les commandes ne sont définitives que lorsqu'elles ont été acceptées par écrit par le Prestataire. En l'absence de bon de commande, le Client s'engage à régler la facture du Prestataire. Les contrordres, modifications ou annulations ne sont valables que s'ils sont donnés par écrit dans un délai raisonnable et accepté par le Prestataire avant le début de la prestation. Le délai de prévenance standard permettant le début opérationnel des prestations est de 72h à partir du devis signé. En outre, le prestataire se réserve le droit de fixer ses conditions ou de refuser d'opérer. La mise en place des matériels destinés à la collecte des déchets ne pourra intervenir qu'après accord express du Prestataire sur l'emplacement choisi. Les délais de livraison des matériels sont donnés à titre indicatif et sont établis en fonction des possibilités d'approvisionnement et de transport du Prestataire. Si la livraison est retardée du fait du Client, le Prestataire pourra résilier l'engagement cinq jours francs après la date de livraison convenue avec demande de dommages-intérêts au Client pour préjudice subi.

3. Prix – Conditions de paiement – Pénalités.

Les prix sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande, ils sont stipulés en euros et hors taxes. Ils sont révisibles tous les ans. Des frais de gestion administratifs et réglementaires peuvent être appliqués pour couvrir les coûts liés aux obligations légales, administratives et de suivi des prestations. Ces frais pourront être ajoutés à charge de facturation. La TGAP est reportée sur le Client à son taux en vigueur au moment de la prestation. En cas d'évolution du taux de TGAP facturé, Le Client se verra facturer ce complément de TGAP s'il est à la hausse. En cas de baisse de la TGAP du fait d'investissements portés par Le Prestataire afin de changer de tranche de TGAP, Le Client se verra appliquer le taux réel de TGAP et facturer en supplément du prix de traitement initial hors TGAP un différentiel d'un même montant afin de prendre en compte les investissements réalisés. Si en cours de contrat, de nouvelles taxes fiscales ou parafiscales, majorations ou charges légales étaient imposées, le Prestataire sera autorisé à les répercuter de plein droit sur ses tarifs sous réserve d'en apporter la justification et information écrite préalable au Client. Indépendamment des obligations faites par l'arrêté du 15/02/2016 relatif aux ISND. La fiche d'information préalable répond à l'obligation d'information du producteur mentionnée à l'article L.541-7-1 du code de l'environnement. Elle engage la responsabilité du producteur et celle de SUEZ sur la base des informations fournies. La facture intègre des frais de conditionnement pour la préparation à la vente des matières valorisables sauf convention expresse, les factures sont payables au siège du Prestataire, à 30 jours nets de la date de facture, sans escompte ; les traites doivent être retournées acceptées au plus tard dans les 10 jours à la date de la facture. Les factures pro-forma émises à titre provisoire doivent être validées par le Client dans un délai de 10 jours à compter de leur réception. À défaut de réponse du Client dans ce délai, la facture pro-forma sera réputée acceptée et la facture définitive sera émise de plein droit à l'issue de cette période. Passé un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la facture sans observation écrite du Client, cette dernière et les prestations correspondantes seront réputées acceptées et ne pourront plus faire l'objet de réclamations. En outre, le Client renonce à l'application de l'article 1223 du Code Civil. Pour certains déchets valorisables qui font l'objet d'un achat par le Prestataire au Client, ce dernier produira une facture au Prestataire sur la base des bons de rachat matières fournis par le Prestataire. La facture du Client est payable à 45 jours de la date de facture. Dans le cas où le bon de rachat matière (BRM) est négatif, une facturation sur une ligne intitulée "Contribution à la filière de recyclage" vous sera adressée. Toute somme figurant sur la facture établie par le Prestataire, non payée à l'échéance, entraîne de plein droit dès le jour suivant la date de règlement portée sur ladite facture (i) l'application de pénalités d'un montant égal au taux de refinancement semestriel de la Banque Centrale Européenne (BCE) majoré de dix (10) points, (ii) une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 € minimum conformément à l'article D441-5 du Code de commerce. Si les frais de recouvrement engagés par le Prestataire sont supérieurs à 40 €, ce dernier pourra facturer au Client ces frais supplémentaires sur justificatifs (iii) et/ou le droit, au profit du Prestataire de suspendre l'exécution des Prestations en cours et/ou d'exiger un paiement en contre remboursement pour les Prestations futures jusqu'à complet apurement de la situation et/ou la compensation des montants dus avec toute somme à devoir à quelque titre que ce soit à l'égard du Client défaillant, (iv) l'application de la déchéance du terme des autres factures et ce, sans aucune formalité préalable. Au cas de paiement par effet de commerce, le défaut de retour de l'effet sera considéré comme un refus d'acceptation assimilable à un défaut de paiement. Même en cas de litige sur son libellé ou son contenu, toute facture qui fera, le cas échéant, l'objet d'une régularisation ultérieure, doit être payée à son échéance. Dans l'hypothèse où le Client est redevable de plusieurs paiements à l'égard du Prestataire, il est convenu que l'imputation des paiements s'effectuera sur les dettes les plus anciennes. En conséquence, le Client renonce expressément aux dispositions de l'article 1342-10 du Code civil. En cas de bouleversement de l'équilibre économique des relations contractuelles, pour quelque raison que ce soit, le Prestataire peut demander par LRAR le réexamen du prix et en cas de désaccord pour poursuivre les relations commerciales, la résiliation du contrat.

4. Conditions d'utilisation des matériels destinés à recevoir des déchets.

Le Client s'engage à utiliser le matériel loué en conformité avec sa destination à l'exclusion de toute utilisation. Sauf stipulation contraire écrite du Prestataire, le matériel est à la disposition exclusive du Client. Le choix, les autorisations et l'accès libre des emplacements destinés à recevoir le matériel incombent au Client, sous son entière responsabilité notamment en matière de sécurité. Il s'assurera des autorisations de stationnement et de balisage de jour comme de nuit. Sauf accord écrit du Prestataire, ce dernier est seul habilité à déplacer le matériel. Tout déplacement du matériel, à la suite d'une demande du Client, qui se révélerait inutile, soit en raison de l'encombrement de l'accès à l'emplacement désigné pour déposer ou enlever le matériel, soit en raison d'un chargement non terminé, fera l'objet d'une facturation complémentaire. En cas d'avaries ou de dégradation partielle ou totale du matériel hors périodes de maintenance par le Prestataire, le Client sera tenu envers le Prestataire de la valeur de remplacement du matériel ou du montant des réparations à effectuer, y compris les frais de main-d'œuvre et de déplacement, sans attendre le résultat du recours formulé éventuellement par lui-même auprès de sa compagnie d'assurance. En cas de nécessité de remplacement d'un bac cassé, volé ou perdu un montant forfaitaire de 200€ sera facturé. Ce montant permet de couvrir les frais de retrait/dépôt et de remplacement du matériel. L'état du matériel, qui doit être restitué en bon état d'entretien et de marche, sera constaté à la fin du contrat, avant restitution. Le volume utile d'un conteneur étant calculé ras-bord, son chargement ne peut en dépasser les bords supérieurs. En cas d'enlèvement de déchets de forte densité, le Client devra s'assurer du niveau maximal qui pourra atteindre le chargement pour respecter la réglementation routière en matière de poids total autorisé. Le Client doit prendre toute précaution afin d'éviter toute adhésion des déchets au matériel. En cas de non-respect de ces recommandations, le chauffeur pourra refuser l'enlèvement du conteneur surchargé. De même, les conséquences des verbalisations dressées par les agents assermentés ainsi que les conséquences des accidents seront répercutées sur le Client. Le Client veillera, en cas d'utilisation d'un matériel muni d'un système électrique de compaction, à la conformité de l'installation électrique alimentant ce matériel et au respect des consignes de sécurité, notamment à l'arrêt du matériel pendant les opérations de chargement.

5. Propriété des matériels mis à disposition.

Le matériel reste la propriété entière et exclusive du Prestataire. Le Client ne peut transmettre aucun droit réel sur le matériel et s'interdit de le donner en gage ou de le comprendre parmi les éléments figurant à un nantissement. Il s'interdit également toute sous-location, prêt à usage ou autre, sous quelque forme que ce soit. En cas de saisie-arrest, redressement judiciaire, liquidation ou de toute autre intervention d'un tiers sur les matériels, le Client devra impérativement en informer le Prestataire sans délai afin de lui permettre de s'y opposer et de préserver ses droits.

6. Assurance – Responsabilité.

Dès la livraison du matériel, le Client en a la garde et engage sa responsabilité en application des dispositions du Code civil. En conséquence, le Client doit souscrire les polices d'assurances couvrant cette responsabilité. En cas de sinistre, le Client devra en informer sans délai le Prestataire en précisant les circonstances et ses conséquences. Le Prestataire sera responsable, dans la limite du montant annuel HT de la prestation, par sinistre et par an, de tout dommage matériel qui pourrait être causé par lui-même, ses préposés et/ou ses sous-traitants au Client et à ses biens. Les dommages immatériels sont exclus de la responsabilité du Prestataire.

7. Réclamations.

Toute réclamation sur les vices apparents ou sur la non-conformité du matériel déposé, doit être formulée par écrit dans les 8 jours de la réception du matériel. Il appartient au Client de fournir toute justification quant à la réalité des vices ou anomalies constatés.

8. Accès au site du Client et collecte.

La collecte des déchets peut s'effectuer dans le cadre d'une collecte dédiée au Client, ou d'une collecte mutualisée avec des tiers. En cas de collecte dédiée, la collecte sera effectuée dans un délai de 48h lorsque la demande est effectuée, par courrier électronique, avant 16h. Le Client met tout en œuvre pour que les véhicules du Prestataire soient présents le moins de temps possible sur le site de collecte. Un temps d'attente du véhicule de collecte au-delà de 15 minutes fera l'objet d'une facturation par quart d'heure indivisible, à 30,00 € ¼ heure. Le Prestataire tiendra les justificatifs du temps d'attente, à disposition du Client jusqu'à la date d'exigibilité de la facture. Le passage à vide, du fait d'une impossibilité de réaliser une collecte planifiée imputable au client, ou du fait de la présence de déchets non conformes détectée lors de la collecte, sera facturé au prix de la collecte dans

le cas d'une collecte dédiée et au prix du passage dans le cas d'une collecte mutualisée. Un passage supplémentaire est possible en supplément, sur demande écrite de la part du Client au service planning du Prestataire, qui communiquera alors la date d'intervention. Les déchets sont réputés être collectés exclusivement dans des contenants (appartenant, mis à disposition ou loués au Client.). En cas de constat de déchets en vrac, le Prestataire pourra accepter de manière exceptionnelle la collecte qui sera facturée au Client au tarif en vigueur, selon la quantité estimée en équivalent-bac Le Prestataire tiendra les justificatifs de la présence du vrac au sol collecté, à disposition du Client jusqu'à la date d'exigibilité de la facture. L'envoi par mail ou tout autre moyen du Bon d'intervention au Client atteste de l'intervention du Prestataire et vaut tacite acceptation du Client.

9. Réception des déchets – Procédures de refus – requalification et décode.

Lors du déchargement, le Prestataire contrôle la conformité des déchets à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières. Dans le cas de la collecte mutualisée, où le déchet présent dans le contenant n'est pas conforme à celui prévu au contrat, des frais supplémentaires d'un montant de 15 € par contenant non conforme peuvent être appliqués. Ce montant permet de couvrir les coûts de "sur-tri" induit par la pollution du gisement de la tournée. Le Prestataire refusera tout chargement incluant des déchets qui ne seraient pas autorisés par l'arrêté préfectoral d'exploitation du site. L'ensemble des frais de retour seront à la charge du Client. Un apport répété de tels déchets pourra justifier un refus d'accéder au site. Dans le cas où le portique de détection de radioactivité, présent en entrée de site, signalerait un niveau de radioactivité déclenchant la procédure applicable à un tel cas, l'ensemble des frais consécutifs seront répercutés au Client. Les coûts de gestion supplémentaires afférents au traitement des déchets autorisés par l'arrêté du site mais non conformes à la nature de ceux indiqués au devis ou aux conditions particulières seront facturés au Client :

En cas de pollution des déchets valorisables par des déchets non valorisables, il sera opéré une requalification de la fraction de chargement polluée voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables et non valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable, facturée à minima au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques augmenté des éventuels frais supplémentaires de tri et transports. En cas de pollution de déchets valorisables par d'autres déchets valorisables, il sera opéré : une requalification de la fraction polluée du chargement voire de l'intégralité du chargement si la séparation des fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur des fractions valorisables commercialisées distinctement mais que le mélange reste valorisable, sans rachat de la fraction requalifiée et avec facturation au Client des éventuels frais supplémentaires de tri et transport. La facturation de l'ensemble du chargement au tarif élimination Déchets Non Dangereux des Activités Economiques si la séparation des différentes fractions valorisables induit des coûts supérieurs à la valeur de la fraction valorisable et que le mélange n'est pas valorisable.

Le reclassement du lot pollué, pour quelle cause que ce soit, entraîne la facturation des frais suivants :

Si le taux d'impuretés est compris entre 1 et 10%, des frais de sur-tri seront appliqués sur la totalité des tonnes du lot réceptionné : 70 € /Tonne dans le cas d'un lot papier, bois, ou cartons, 100 €/Tonne dans le cas d'un lot plastique et 150€/Tonne dans le cas d'un lot gravats, béton, terres, déchets verts, verre plat (du BTP). Sur la fraction non conforme des frais de déclassement seront appliqués. Sur la fraction conforme des frais de conditionnement à 35€/Tonne seront appliqués. Le rachat matière sera effectué uniquement sur la fraction conforme, au tarif mentionné sur le présent contrat. En cas de pollution de déchets non dangereux par des déchets dangereux ou interdits, la non-conformité constatée à réception sur site entraîne le reclassement de l'intégralité du lot pollué et la facturation de 500€/ Tonne.

Des photos justifiant la requalification pourront être fournies, sur demande, au Client durant 3 mois.

En fonction du taux d'humidité constaté par le prestataire, le lot pourra faire l'objet d'une décode pour la quote-part d'eau contenu dans le chargement. Les bons numérotés indiquant le poids, la nature et le niveau de qualité des déchets réceptionnés sur les sites de valorisation, ainsi que les exutoires utilisés pour les déchets issus du tri et/ou les déclassements globaux sont tenus à la disposition du Client. Le Client pourra ponctuellement, solliciter au préalable avant livraison, l'isolement du chargement dans le cas où il ferait l'objet d'une requalification. Le Client aura un délai de 24 heures pour effectuer un contrôle contradictoire sur site.

10. Obligation de tri et de caractérisation.

Conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (Loi AGEC), le Client justifie auprès du Prestataire de respecter les obligations de tri prescrites par les articles L. 541-21-1, L. 541-21-2, L. 541-21-2-1 et L. 541-21-2-2 du Code de l'environnement. Dès la signature du présent Contrat et, dans tous les cas, en amont de toute réception de déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire du Contrat, le Client transmettra au Prestataire une attestation de tri à la source conforme au modèle annexé à la fiche d'information préalable (FIP) ou à tout modèle dont l'utilisation serait rendue obligatoire par les pouvoirs publics. Le Client s'interdit de confier au Prestataire, aux fins d'élimination par enfouissement, des déchets non ultimes et/ou valorisables, conformément aux articles L.541-2-1 et R.541-48-3-1 du Code de l'environnement. Les déchets non valorisables non dangereux confiés au Prestataire en vue de leur élimination devront faire l'objet d'un rapport annuel de caractérisation, tel que prévu par l'arrêté ministériel du 16 septembre 2021, préalablement à toute prestation de réception de ces déchets par le Prestataire, puis tous les ans à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du Contrat. Toute violation du présent article pourra entraîner un refus de gestion du ou des déchets du Client par le Prestataire, sans que le Client ne puisse réclamer une quelconque indemnité. En cas de réception par le Prestataire de déchets valorisables et/ou non ultime sur une installation de stockage de déchets non dangereux (ISND), le Prestataire en informera la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) et l'administration fiscale. Le Prestataire pourra, le cas échéant, répercuter au Client l'application du taux maximum de TGAP prévu à l'article 266 nonies du code des douanes et lui facturer.

11. Force Majeure

Le Prestataire n'est pas tenu en cas de force majeure tels que pénurie de carburant, défaillance des services publics, grève, catastrophes naturelles, guerre, retrait ou suspension des autorisations d'exploitation sans que cette énumération ne soit limitative.

12. Résiliation

En cas de manquement par le Client à l'une quelconque des obligations nées des présentes conditions, et notamment en cas de non-paiement de l'une des échéances, ou d'apports répétés de déchets non conformes ou interdits, le Prestataire pourra résilier le contrat 15 jours après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, demeurée infructueuse. En cas de résiliation anticipée du contrat du fait, ou de par, la faute du Client, le Prestataire percevra une indemnité forfaitaire de résiliation équivalente à la moyenne des facturations mensuelles faites au Client depuis le début des prestations multipliée par la moitié du nombre de mois restants à courir jusqu'à l'échéance du contrat. En outre les frais de retrait du matériel et de traitement éventuel seront facturés au Client. Hormis le cas évoqué ci-dessus, le contrat est conclu pour la durée mentionnée aux conditions particulières et ses conditions révisables à date anniversaire.

13. Cas particulier de la vente de matières par le Prestataire.

Lors de la vente de matières par le Prestataire, le transfert de propriété de la matière livrée est effectué sous réserve du paiement intégral du prix. Le Client est tenu d'informer ses créanciers de la réserve de propriété stipulée en faveur du Prestataire. Le défaut de paiement, même partiel, autorise le Prestataire, nonobstant toute clause contraire, à récupérer la matière chez le Client, après première présentation d'une mise en demeure avec accusé de réception. Le droit de revendication s'exerce également en cas de procédure collective ouverte à l'encontre du Client. En cas de revente de la matière, le Client s'engage à régler immédiatement au Prestataire la partie du prix restant due. De même, si revente, le Client s'engage à avertir immédiatement le Prestataire pour lui permettre d'exercer éventuellement son droit de revendication sur la matière à l'égard du tiers acquéreur. La restitution de la matière s'effectuera aux frais et risques du Client.

14. Loi applicable

Litige Les présentes conditions sont soumises à la loi française. Tout litige est de la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris.